



European Strategy and
Policy Analysis System

*TENDANCES MONDIALES
À L'HORIZON 2030*

*DÉFIS ET
CHOIX POUR
L'EUROPE*

Avril 2019



UN PROJET INTER-
INSTITUTIONNEL DE L'UE



Florence Gaub

Florence Gaub, directrice adjointe de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), est l'auteure principale du présent rapport ESPAS, intitulé «Tendances mondiales à l'horizon 2030: défis et choix pour l'Europe». En plus de superviser les activités de recherche de l'IESUE, Florence travaille sur la veille stratégique, sur la géopolitique ainsi que sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Elle a publié de nombreux ouvrages. Parmi ses dernières publications figurent *The Cauldron: NATO's Libya campaign* et *Guardians of the Arab State: Why militaries intervene in politics*.

Elle a travaillé auparavant au Collège de défense de l'OTAN, après avoir fait ses études à l'université de Munich, Sciences Po, et à la Sorbonne. Elle détient en outre un doctorat de l'université Humboldt de Berlin.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos: l'avenir est déjà là	2
Introduction: prédiction et prospective	4
Bienvenue en 2030: les tendances lourdes	7
Notre monde se réchauffe	8
Nous sommes plus nombreux, mais où?	10
Nous vivons en ville	12
Nous poursuivons notre croissance économique	14
Nos besoins en énergie augmentent	18
Nous sommes très connectés	19
Nous sommes polynodaux	21
En route vers l'avenir: les catalyseurs	23
L'augmentation du commerce	24
L'exigence de vigilance quant à la nourriture et l'eau	25
L'évolution de la guerre	27
La persistance du terrorisme	29
La fulgurance du progrès technologique	29
Les migrations de populations	32
Les tentatives des populistes	33
L'heure du choix: les changements de donne	36
Comment sauver la planète?	37
Comment mieux vieillir?	38
Comment gérer les nouvelles technologies?	39
Comment positionner l'Europe sur la scène internationale?	39
Comment gérer les conflits?	40
Comment protéger la démocratie chez nous?	41
Comment parvenir à l'égalité?	41
Action et inaction: deux scénarios pour 2030	42
Si nous agissons	43
Si nous n'agissons pas	44
Conclusion: la prospective ne remplace pas l'avenir	46

AVANT-PROPOS L'AVENIR EST DÉJÀ LÀ

par **Ann Mettler**, présidente, ESPAS

La prochaine décennie sera déterminante pour l'avenir de l'Europe et son rôle sur la scène internationale. Ébranlement des équilibres de pouvoir au niveau mondial, pression sur les démocraties libérales, défis à la gouvernance mondiale, transformation des modèles économiques et de la structure même des sociétés, nouveaux usages et utilisations abusives de la technologie, contrastes entre modèles démographiques, empreinte écologique croissante de l'humanité : le monde se dirige vers un nouvel ordre géopolitique, géoéconomique et géotechnologique. Quel rôle l'Europe jouera-t-elle dans ce monde en rapide évolution? Comment l'Union européenne pourra-t-elle éviter de devenir une puissance moyenne, coincée entre les États-Unis et la Chine? Quelles mesures prendre faudra-t-il d'ici 2030 pour que l'Europe soit maîtresse de son destin?

L'avenir est déjà là, et les défis (et opportunités) de demain dépendent des choix que nous faisons aujourd'hui. Or, l'avenir n'est plus ce qu'il était: le monde est beaucoup plus complexe, conflictuel et concurrentiel qu'autrefois, et il évolue plus rapidement que jamais. L'interconnexion et l'interdépendance des affaires nationales, européennes et mondiales rendent plus cruciales que jamais l'agilité des politiques et de la prise de décision, la résilience, la veille stratégique et la gouvernance par anticipation. Le développement d'une « culture de la préparation » devient plus compliqué et éprouvant, alors qu'il est plus nécessaire et urgent pour façonner l'avenir de manière proactive.

VERS UNE CULTURE DE LA PRÉPARATION ET DE L'ANTICIPATION

Dans ce contexte, le présent rapport ESPAS « Tendances mondiales à l'horizon 2030: défis et choix pour l'Europe » vise à aider les décideurs politiques à mettre le cap sur 2030. Il ne s'agit pas de fournir un itinéraire linéaire et prédéterminé d'un point A à un point B. Toutefois, nous pouvons développer notre vision à partir des tendances mondiales actuelles, explorer certaines des principales incertitudes qui détermineront l'avenir de l'Europe et mieux anticiper certains des choix et décisions auxquels nous pourrions être confrontés dans les dix prochaines années.

Sans prétendre être exhaustif, ce rapport cherche à rassembler l'information nécessaire à ce que l'on pourrait appeler une « test européen de réalisme ». L'Europe est un acteur mondial clé dans de nombreux domaines, mais le monde n'est plus eurocentrique et ne le sera plus. Les Européens seront à l'avenir moins nombreux, plus âgés et relativement plus pauvres, tandis qu'une grande partie du reste du monde est en pleine croissance. Même si les États membres de l'Union européenne mettent davantage de ressources en commun, l'Europe continuera à dépenser moins que les autres acteurs en matière de sécurité et de défense. Et, alors que la puissance au niveau mondiale est redéfinie par la rapidité du progrès technologique, les Européens sont à la traîne par rapport à la Chine et aux États-Unis pour les technologies émergentes et les innovations, telles que l'intelligence artificielle et l'informatique quantique. C'est là un état de fait, dont il convient de tenir compte.

Quelques éléments factuels quant à l'ampleur des changements du monde dans les dix ans qui viennent, au cas où il y aurait le moindre doute :

- » **Le monde est de moins en moins libre.** Si, jusqu'en 2005, les démocraties et les libertés se développaient dans le monde entier, elles sont aujourd'hui en déclin – une tendance qui s'est confirmée au cours des 13 dernières années.
- » **La répartition des pouvoirs au niveau mondial est en pleine mutation.** Si, aujourd'hui, quatre des huit plus grandes économies du monde sont européennes (y compris le Royaume-Uni), ce nombre sera ramené à trois (y compris le Royaume-Uni) d'ici 2030 et, en 2050, seule l'Allemagne devrait encore en faire partie.
- » **L'économie mondiale se tourne vers l'Est.** Si, en 2005, la taille de l'économie européenne

(aux prix courants du marché) était plus de six fois supérieure à celle de la Chine, aujourd'hui, cette dernière a pratiquement rattrapé son retard, avec une économie de 11,4 billions d'euros, contre 15,9 billions pour l'Union à 28 ou 13,5 billions pour l'Union à 27.

- » **La connectivité est la nouvelle géopolitique.** Si, en 2005, on comptait environ un milliard d'internautes dans le monde, ils sont aujourd'hui près de quatre milliards et ce chiffre ne cesse de croître. En parallèle, le nombre d'appareils connectés augmente de manière exponentielle, sous l'effet de la croissance rapide de l'internet des objets et de la quatrième révolution industrielle. En effet, la « connectivité » est en train de devenir un trait prépondérant de l'expression du pouvoir politique et de l'ambition mondiale, allant bien au-delà du domaine économique.

UNE EUROPE FORTE POUR UN MONDE MEILLEUR

Face à ces bouleversements, la tentation existe on pourrait être tenté de regarder l'Europe comme quantité négligeable, mais ce serait une grave erreur. **Non seulement les Européens ont besoin de l'Europe, mais le monde entier a également besoin d'elle:** elle représente une source d'inspiration en vue d'un avenir meilleur, un équilibre entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux, un phare pour la démocratie, la diversité et la liberté, et est la championne incontestée du multilatéralisme et de la coopération, dans un monde de plus en plus dominé par le nationalisme et les jeux politiques à somme nulle. L'Europe reste une superpuissance normative, le point de référence mondial en matière de technologie centrée sur l'être humain et de droits numériques, de réglementation et de bien-être des consommateurs, de protection sociale et de sociétés solidaires.

Comme l'affirme [Florence Gaub](#), l'auteure principale de ce rapport, **la prospective est un appel à l'action**, une question de volonté et de choix. Les Européens ont deux options: être les observateurs passifs d'un avenir qui sera façonné par d'autres, ou bâtir eux-mêmes cet avenir. La réponse semble évidente, mais il est loin d'être certain que les Européens agiront ensemble et avec résolution pour relever les défis et saisir les chances qui se présenteront à eux. Si le présent rapport est catégorique sur un point, c'est sur l'idée que même les plus grands États membres de l'Union ne peuvent espérer tirer seuls leur épingle du jeu dans ce monde complexe, conflictuel et concurrentiel. Ce sont les puissances mondiales qui donnent leur direction aux tendances, et 2030 est presque là. C'est à nous, et à nous seuls, de faire les choix qui s'imposent.



The image features a composite background. The top portion is a dark, starry space scene. The middle portion is a blue gradient with a white grid pattern. The bottom portion is an aerial photograph of a rugged, mountainous landscape with snow patches and a river valley. Two thin white lines cross the image diagonally. The text is centered in the upper right area.

INTRODUCTION:
**PRÉDICTION OU
PROSPECTIVE ?**

L'avenir, par définition inconnu, semble pourtant être devenu étonnamment prévisible. Une recherche via Google sur « l'avenir en 2030 » renvoie plus de 97 millions de résultats, qui affirment tous plus ou moins les mêmes choses: en 2030, le monde sera plus connecté, mais fragmenté, avec des évolutions dangereuses dans les domaines de la démographie et de l'énergie ainsi que sur les plans technologique, environnemental et politique.

L'avenir semble être empreint de certitude, quoique celle-ci soit globalement négative.

Cette illusion de certitude résulte de deux dynamiques: premièrement, le pessimisme qui domine la grande majorité des rapports de prospective. C'est un aspect si courant de l'étude de l'avenir, qu'une étude montre que toutes les études menées en la matière au cours des 70 dernières années ne partagent que ça: le pessimisme¹. La raison en est simple: bien que l'optimisme et le pessimisme soient des dispositions humaines naturelles, ce second est nettement plus répandu. La négativité est un biais génétique de l'être humain; certaines études indiquent même que c'est particulièrement vrai des Européens². Deuxièmement, le pessimisme dans la prospective est favorisé par la gravité avec celle-ci est conduite: en général, les allégations négatives soulèvent plus d'attention que les déclarations positives. Cela dit, comme le démontre une étude, davantage de pessimisme dans la prospective n'est pas synonyme d'une plus grande précision³. De plus, c'est précisément l'impression de sérieux et d'inéluctabilité dont se drape souvent le pessimisme qui est dangereux en prospective: ensemble, ces deux facteurs peuvent facilement favoriser la paralysie et la peur plutôt que l'action, donc aller à l'encontre de l'objectif même de la prospective.

D'où cela vient-il? Paradoxalement, plus les nouvelles sont catastrophiques, moins l'on est susceptible d'agir. Ce phénomène est connu sous le nom de « syndrome de Cassandre ». Par exemple, voir des images de patients victimes du cancer n'a jamais empêché les gens de fumer ou de se faire bronzer. En effet le défi est si colossal que les humains sont paralysés lorsqu'ils y sont confrontés⁴. Le caractère abstrait de la prévision favorise encore davantage cette situation: un chiffre ou un phénomène ne reflète souvent pas concrètement ce qu'il signifie pour l'individu. Or, les humains agissent principalement lorsqu'ils comprennent (ou peuvent imaginer) ce qu'un phénomène donné signifie précisément pour eux.

En ce sens, une réflexion prospective est utile si, loin de terrifier, elle encourage l'action. Après tout, la prospective n'est pas, comme on le prétend parfois, l'art de prédire l'avenir (et de se tromper constamment à son sujet, comme d'aucuns l'affirment). La prédiction, comme le pessimisme, est déterministe et statique. Au contraire, la prospective est un exercice intellectuel consistant à imaginer différents scénarios pour l'avenir, et à tracer le chemin. L'être humain ne réfléchit pas sur l'avenir juste pour le prédire, mais surtout pour le façonner. En effet, l'avenir n'est pas juste l'idée que l'on se fait de l'état futur du monde: il sous-tend toujours une méthode par laquelle cette idée voit le jour⁵. Par conséquent, la prospective est à l'avenir ce que la mémoire est au passé: un principe d'organisation, sélectif, qui ordonne la complexité. Tout comme la mémoire, l'avenir est donc un espace de discussion à partir duquel se dégage une signification, et non pas une multiplicité d'événements (im)prévisibles⁶. Par conséquent, la prospective n'envisage jamais un avenir unique, mais différents avènements possibles.

La prospective consiste beaucoup plus à façonner l'avenir qu'à le prédire.

Le système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS) a été créé précisément à cette fin: il offre un espace européen unique (mais non exclusif) pour identifier et analyser les tendances et défis principaux, ainsi que les choix politiques qui en découlent, auxquels l'Europe et le monde seront probablement confrontés dans les prochaines années. Comme ses prédécesseurs, le présent rapport est le résultat d'un processus de consultation et d'examen qui s'est étalé sur un an et a associé des représentants du Service européen de recherche parlementaire, de la Commission européenne, du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, du Service européen pour l'action extérieure, du Comité économique et social européen, du Comité des régions européen, de la Banque européenne d'investissement ainsi que de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne et de groupes de réflexion, des universitaires et des experts⁷. Il s'appuie sur un large éventail de rapports et d'études rédigés par les institutions européennes et des tiers, tels que des organisations internationales et des instituts de recherche⁸. Il s'agit, en ce sens, d'un espace de discussion européen qui permet d'imaginer non seulement



l'horizon 2030, mais aussi les différentes voies qui peuvent nous y conduire, et ce qui peut être fait pour influencer leur trajectoire.

En plus de fournir un aperçu concis de ce que nous savons déjà, ce rapport cherche à injecter dans le débat des éléments nouveaux. Qu'est-ce qui nous échappe ?? Une approche différente de ce que nous tenons pour « certain » est-elle possible? Existe-t-il des interactions et des effets de rétroaction que nous pourrions explorer davantage? Quels sont les différents scénarios inenvisageables compte tenu de ce que nous savons – et ne savons pas? Et surtout, qu'est-ce que tout cela signifie pour l'Europe⁹? Dans cette perspective, pour éviter que les priorités politiques ne s'enlisent dans le travail quotidien, ce rapport se veut aussi tangible et concret que possible pour les décideurs européens.

Plutôt que la prévisibilité, nous cherchons à surprendre pour remettre en question notre façon de penser; pour éviter de finir paralysés, nous recherchons des marges de manoeuvre; au lieu du pessimisme, nous cultivons l'optimisme constructif sur ce que nous pouvons et voulons changer, que ce soit en Europe ou dans le monde.

Il est important de noter que le présent rapport n'a pas vocation à être exhaustif au niveau mondial: toutes les tendances que le monde connaîtra d'ici 2030 n'y sont pas prises en compte. Nous nous concentrons plutôt sur celles qui comptent le plus pour l'Europe. Il ne s'agit donc ni d'un rapport sur les tendances mondiales en général, ni d'un rapport sur les tendances européennes, mais d'une analyse des changements mondiaux qui nous touchent, et de la mesure et de la manière dans lesquelles nous pouvons les déterminer.

Pour ce faire, nous devons créer de l'ordre dans l'infini apparent qu'est l'avenir, en utilisant essentiellement deux outils: le moment présent et la logique créative. Après tout, puisque demain sera une conséquence d'aujourd'hui, nous

pouvons dès à présent déceler des indices qui nous permettront de savoir à quoi il ressemblera. Nous réduisons l'inconnu grâce aux nombreuses tendances mesurables que nous observons, et nous ancrons notre analyse dans les faits. Tels sont les éléments de certitude dont nous disposons. Cependant, leur simple extrapolation n'équivaut pas à une prévision: les inconnues de l'avenir se cachent dans sa nouveauté, qu'il s'agisse d'évolutions encore non perçues ou d'interactions inattendues entre des tendances. Ces inconnues peuvent être diminuées grâce à une réflexion créative sur les développements possibles. Forts des catégories décrites ci-après, nous pouvons alors nous concentrer sur l'aspect le plus important: que pouvons-nous faire pour façonner ces avenir possibles?

- » Les [tendances lourdes](#) sont les développements déjà en cours qui seront presque impossibles à modifier au cours de la prochaine décennie. Inévitablement, tous les avenir possibles seront encadrés par ces tendances. Elles constituent les certitudes irréversibles dont nous disposons.
- » Les [catalyseurs](#) sont des tendances qui, bien qu'identifiables, présentent un degré d'incertitude plus élevé car elles évoluent plus rapidement que les tendances lourdes. À l'instar de leur homonyme chimique, ces tendances sont des agents de changement qui peuvent accélérer ou ralentir d'autres tendances. Ce sont des « certitudes incertaines ».
- » Ensemble, les tendances lourdes et les catalyseurs donnent à l'avenir une certaine direction. Mais, en fin de compte, 2030 dépendra des décisions humaines d'aujourd'hui. Ce sont les [changements](#) de donne qui détermineront l'avenir. Pourtant, ce sont eux qui présentent le degré de certitude le plus bas.

Ces trois catégories sont liées les unes aux autres, non seulement dans la vie réelle, mais aussi dans le présent rapport. Ce dernier peut donc être lu non seulement de bout en bout, mais également en exploitant les liens qui existent entre les différentes sections. Cette démarche permet d'offrir une expérience de lecture individualisée en fonction de l'intérêt et du temps disponible. Ceux qui manquent de temps peuvent aller directement aux [tendances lourdes](#), et les ceux qui sont encore plus pressés peuvent passer directement aux [deux scénarios](#) résultant de l'action ou de l'inaction.



BIENVENUE EN 2030:
**LES TENDANCES
LOURDES**

Lorsque nous envisageons l'avenir, les tendances lourdes sont notre premier allié. En effet, elles partagent plusieurs caractéristiques qui permettent de réduire l'infinité des avenir possibles à un champ des possibles plus restreint. Comme leur nom l'indique, les tendances lourdes sont des tendances qui se produisent à grande échelle; par conséquent, elles touchent de vastes groupes d'humains, d'États, de régions et, dans bien des cas, le monde entier. Les tendances lourdes se développent en outre sur une longue période: normalement, leur influence s'étend sur au moins une décennie, et souvent davantage. Plus important encore, les tendances lourdes sont liées à notre présent et sont donc des phénomènes que nous pouvons déjà observer aujourd'hui. Parce qu'elles sont mesurables et concernent beaucoup de monde, les tendances lourdes confèrent à un avenir initialement vague et brumeux un degré de visibilité accru.

En ce sens, elles constituent forces stratégiques qui façonnent notre avenir, à la manière d'un glacier qui progresse lentement, mais inexorablement: il est difficile pour l'humain d'en contrer l'évolution. Contrairement à de nombreux autres facteurs concernant l'avenir, ce type de tendance peut s'appuyer sur des données vérifiables qui s'étendent dans le passé. Plus la traçabilité des données est longue, plus la tendance est fiable.

Les tendances lourdes servent donc de toile de fond pour esquisser les avenir possibles de l'Europe à l'horizon 2030.

Toutefois, bien qu'elles présentent un degré élevé de mesurabilité, ces tendances lourdes demeurent sujettes à interprétation. C'est en cela que la prévision diffère de la prospective: alors que la prévision établit un fait futur (par exemple le nombre de personnes qui auront accès à l'internet), la prospective interprète ce fait (par exemple en déduisant qu'en raison de cette connectivité accrue, le commerce international s'accélénera).

Le changement climatique, la démographie, l'urbanisation, la croissance économique, la consommation d'énergie, la connectivité et la géopolitique figurent parmi les tendances lourdes dominantes explorées dans ce rapport.

NOTRE MONDE SE RÉCHAUFFE

» Le changement climatique a deux dimensions: les conséquences désastreuses des erreurs passées, déjà tangibles aujourd'hui et qui s'accroîtront d'ici 2030, et les conséquences bien plus graves encore des erreurs à éviter de faire aujourd'hui. Cela implique deux choses pour la décennie à venir: premièrement, nous allons finir par ressentir l'effet perturbateur de la hausse des températures et des événements météorologiques qui y sont liés (le monde s'est déjà réchauffé de 1 °C par rapport aux années 50¹⁰) et, deuxièmement, nous pourrions atteindre un point de non-retour à partir duquel les changements climatiques deviendront incontrôlables (il en est question dans la section consacrée aux [changements de donne](#)).

En ce qui concerne la première dimension, même dans un scénario irréaliste où toutes les émissions dues aux activités humaines cesseraient aujourd'hui, le dioxyde de carbone déjà présent dans l'atmosphère y resterait pendant une quarantaine d'années encore. Ainsi, quelles que soient nos prochaines décisions, nous serons touchés par les retombées de l'inaction passée et nous aurons à les gérer.

On estime que

D'ici 2030, le monde se sera réchauffé de 1,5 °C par rapport à l'époque préindustrielle¹¹.

Cela signifie que les étés seront systématiquement plus chauds partout en Europe, mais aussi aux États-Unis, dans le voisinage méridional de l'Europe et en Asie, ce qui entraînera une augmentation des sécheresses et des feux de forêt. On l'a déjà constaté à l'été 2018, le plus chaud jamais enregistré, au cours duquel 30 à 50 % de certaines cultures-clés ont été dévastées en Europe. Des études montrent que les coûts des soins de santé augmentent considérablement après chaque vague de chaleur et qu'aux États-Unis, le coût de la lutte contre les feux de forêt a atteint 2 milliards de dollars en 2017. Au total, les catastrophes météorologiques et climatiques ont coûté 290 milliards d'euros en 2017¹².

Qu'est-ce que cela signifie?

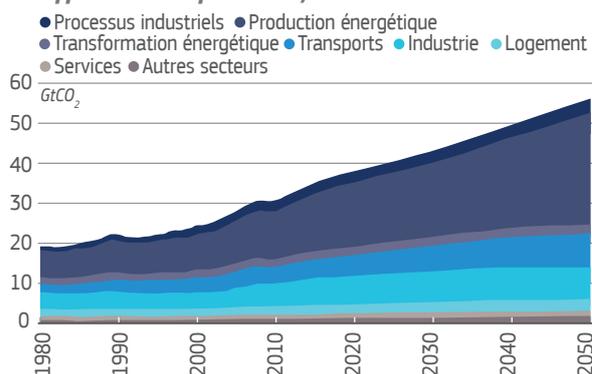
- » L'augmentation des températures mondiales est la question politique la plus urgente à l'heure actuelle (et ce, depuis une dizaine d'années), mais ne suscite pas les réactions nécessaires¹³. Aujourd'hui, les effets du réchauffement climatique commencent à être ressentis par la population comme par les décideurs politiques, générant de profondes préoccupations sociétales. Par conséquent, certaines décisions visant la réduction des émissions, auparavant impopulaires, pourraient devenir plus faciles à adopter et à mettre en œuvre. Pour le moment cependant, nos systèmes politiques n'entreprennent pas les changements radicaux qui s'imposent, ce qui augmente le risque de voir le changement climatique devenir incontrôlable avant 2030.
- » Une augmentation de 1,5 °C est le maximum que la planète puisse tolérer; si les températures continuent d'augmenter au-delà de 2030, nous serons confrontés non seulement à toujours plus de sécheresses, d'inondations, d'épisodes de chaleur extrême et à l'extension de la pauvreté à des centaines de millions de personnes, mais également à la disparition probable des populations les plus vulnérables et, à l'extinction de l'espèce humaine. [En savoir plus sur la gestion du changement climatique.](#)
- » Le premier coupable des émissions de gaz à effet de serre est la production d'énergie. D'ici 2030, l'Europe devrait puiser 32 % de son énergie dans des sources renouvelables. Or, bien que l'Union soit une pionnière dans ce domaine, cela ne suffira pas pour inverser la tendance à la hausse des températures¹⁴. [En savoir plus sur l'énergie.](#)
- » Trois acteurs en particulier, en raison de leur taille, sont responsables de l'augmentation des émissions et joueront un rôle crucial dans leur réduction éventuelle: l'Europe, les États-Unis et la Chine. Ce défi ne peut être relevé que par des efforts conjoints. [En savoir plus sur l'avenir du multilatéralisme.](#)
- » L'augmentation des températures se fera particulièrement ressentir dans les villes, ce qui rendra la planification urbaine encore plus essentielle. Plus la ville est grande, plus la hausse des températures sera importante. [En savoir plus sur l'urbanisation.](#)
- » Les conditions climatiques extrêmes, en particulier la chaleur, frappent plus sévèrement les populations âgées, qui seront de plus en plus nombreuses en Europe. [En savoir plus sur la démographie.](#)
- » La hausse des températures entraînera une baisse de la productivité ainsi qu'une croissance aggravée des émissions en raison du cercle vicieux de la climatisation. D'ici 2030, la baisse de productivité due au réchauffement climatique se traduira par une perte de plus de 1,7 billion d'euros au niveau mondial¹⁵. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » Comme la prise de décision à haut niveau n'a pas fait les progrès nécessaires, les acteurs locaux et régionaux interviennent (par exemple avec l'initiative C40, conçue par 94 villes) et mettent en œuvre leurs propres mesures en vue de réduire les émissions. [En savoir plus sur l'urbanisation.](#)
- » Le changement climatique est ressenti davantage à certains endroits qu'à d'autres: le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, par exemple, seront touchés par une augmentation de température 1,5 fois plus importante que dans le reste du monde. La désertification et les conditions climatiques extrêmes pousseront les habitants des campagnes vers les villes et augmenteront les tensions existantes, comme on l'a observé en Syrie avant la guerre civile¹⁶. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » La hausse des émissions est liée à la consommation et à la production d'énergie, qui devraient continuer à augmenter parallèlement à la croissance de la population mondiale et de la classe moyenne. [En savoir plus sur la démographie.](#) [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » Le transport représente également beaucoup d'émissions et son poids relatif augmentera avec la mobilité au niveau mondial. À l'échelle mondiale, l'énergie verte n'assainira ce secteur que progressivement et de façon inégale au cours de la prochaine décennie. [En savoir plus sur la connectivité.](#)
- » La réduction des subventions octroyées aux combustibles et la transition vers une économie plus verte constituent une étape délicate qui peut être exploitée par les populistes du monde entier. [En savoir plus sur le populisme.](#)
- » Par ailleurs, les changements climatiques sont en partie causés par ce que nous mangeons: 14,5 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent du bétail, et en particulier des bovins élevés pour la viande et le lait¹⁷. Si le bétail était un pays, il se classerait au troisième



rang des émetteurs, derrière les États-Unis et la Chine. Notre alimentation est intrinsèquement liée non seulement au changement climatique, mais aussi à la façon dont nous vieillissons: ces deux problématiques doivent être abordées conjointement. Toutefois, à l'heure actuelle, seuls quelques États, comme l'Allemagne et la Suède, ont élaboré des lignes directrices en matière d'alimentation pour promouvoir des régimes alimentaires écologiquement durables.

[En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)

Émissions mondiales de CO2 par source: Chiffres de référence, 1980-2050



Remarque: la «transformation énergétique» comprend les émissions provenant des raffineries de pétrole ainsi que de la liquéfaction du charbon et du gaz.

Source: chiffres de référence des perspectives de l'environnement de l'OCDE, 2011.

NOUS SOMMES PLUS NOMBREUX, MAIS OÙ?

La démographie fournit l'un des meilleurs exemples de tendance lourde. Comme plusieurs décennies s'écoulent entre la naissance et la mort, le nombre de personnes vivant sur un territoire donné peut normalement être prédit avec un degré de certitude élevé¹⁸. Par conséquent, bien que des erreurs dans le calcul des tendances lourdes puissent se produire, celles-ci ne peuvent normalement pas être entièrement erronées. Ainsi, nous pouvons affirmer de manière plausible que d'ici 2030, la population mondiale sera plus nombreuse qu'aujourd'hui.

Nous ne serons plus 7,6 milliards, mais 8,6 milliards en 2030.

Pour mettre en perspective ce chiffre impressionnant, on peut préciser que la croissance de la population mondiale ralentit globalement, mais ne s'arrêtera pas d'ici 2030¹⁹. Comme c'est le cas pour les prévisions en général, ce chiffre peut

évoluer de diverses manières, et notamment à plus long terme en raison des incertitudes qui entourent les incidences du changement climatique: par exemple, les taux de fécondité pourraient ne pas évoluer comme prévu (dans le passé, ces taux ont baissé plus rapidement en Asie et plus lentement en Afrique que prévu). Toutefois, même des pandémies ou des changements radicaux dans les taux de fécondité sont peu susceptibles de modifier sensiblement les chiffres pour 2030.

Projections de la population mondiale et par région en 2017, 2030, 2050 et 2100, variante moyenne

Région	Population (en millions)			
	2 017	2 030	2 050	2 100
Monde	7 550	8 551	9 772	11 184
Afrique	1 256	1 704	2 528	4 468
Asie	4 504	4 947	5 257	4 780
Europe	742	739	716	653
Amérique latine et Caraïbes	646	718	780	712
Amérique du Nord	361	395	435	499
Océanie	41	48	57	72

Source: Nations unies, département des affaires économiques et sociales, division de la population (2017). Perspectives de la population mondiale: révision 2017, New York: Nations unies.

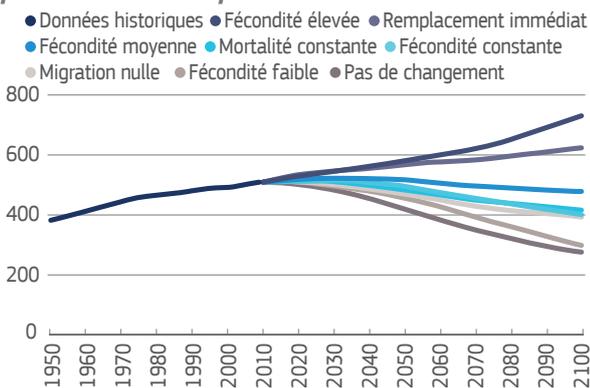
Où cette croissance se produira, et surtout, avec quelles conséquences, importe plus que les chiffres eux-mêmes.

Les données démographiques futures divisent le monde en deux: un camp en croissance et l'autre en décroissance. Le premier concerne, c'est désormais bien connu, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud (Nigeria, Tanzanie, Éthiopie, Inde, Pakistan, etc.). Le voisinage méridional de l'Union européenne (l'Égypte comptera, à elle seule, 21 millions d'habitants supplémentaires), qui intéresse particulièrement l'Union Européenne, devrait également connaître une croissance considérable. Même si sa croissance a déjà commencé et continuera à se ralentir, la tendance de cette région ne s'inversera pas d'ici 2030 (seuls les taux de fécondité tunisien et libanais se seront alors abaissés aux niveaux européens).

Le voisinage méridional de l'Europe comptera 282 millions d'habitants en 2030, contre 235 millions aujourd'hui.

À l'autre bout du spectre se trouvent les régions du monde où la taille de la population stagne ou diminue. En tête du peloton se trouve l'Union européenne, dont la population à 27 États membres devrait se situer entre 498 et 529 millions en 2030 (en 2018, elle s'élevait à 513,8 millions, Royaume-Uni compris, et toute augmentation éventuelle ne se concrétisera que dans un scénario à forte fécondité, qui dépend fortement des politiques dans ce domaine)²⁰. Cependant, l'Union n'est pas seule dans cette situation: son voisinage oriental suit la même tendance et devrait passer de 74 millions d'habitants aujourd'hui à 71 millions en 2030²¹. De la même façon, la population de la Russie devrait passer de 143,9 millions à 140,5 millions. Il est important de noter que la Chine a également atteint son point culminant: sa population devrait stagner à environ 1,4 milliard. Dans l'ensemble, la population de plus de 50 pays diminuera dans les années à venir²².

Données démographiques historiques et prévisionnelles pour l'UE à 28



Remarque: L'illustration présente la population totale passée (1950-2010) et prévue (2010-2100) de l'Union à 28 États membres. Source: Agence européenne pour l'environnement, 2015.

Cette tendance s'accompagne d'une autre : la longévité. Non seulement nous sommes plus nombreux, mais, au niveau mondial, nous vivons également plus longtemps, et ce, dans les deux « camps ». Ce phénomène résulte d'une multitude de facteurs positifs liés aux soins de santé et à la prospérité. En 2030, l'espérance de vie des femmes sera de 90 ans en Corée du Sud et de 64 ans en Afrique²³. En termes de longévité, les populations européennes se comportent déjà bien et continueront en 2030; les Françaises atteindront alors la longévité la plus élevée de l'Union, avec une espérance de vie de 88 ans²⁴.

Globalement, la population mondiale sera donc plus âgée qu'aujourd'hui: en 2030, 12 % aura plus de 65 ans, contre environ 8 % aujourd'hui.

L'humanité atteint son âge adulte.

L'Europe est à la pointe de cette tendance: en 2030, 25,5 % de sa population aura plus de 65 ans (contre 19 % en 2017)²⁵. La Russie et la Chine devraient suivre: un quart de leur population devrait avoir plus de 60 ans en 2030 (même si l'espérance de vie en Russie restera bien en dessous des moyennes européennes)²⁶. Les populations d'Amérique du Nord et d'Asie, en particulier de l'Inde, vivront, elles aussi, plus longtemps. Cependant, alors que l'humanité vieillit, certaines régions du monde connaîtront encore une « explosion des jeunes » (part très élevée de jeunes adultes et d'enfants dans la population). Bien qu'en baisse, les chiffres resteront élevés en Afrique mais aussi dans le voisinage méridional de l'Europe, où plus de 45 % de la population a moins de 30 ans, contre 65 % en 2010²⁷.

Qu'est-ce que cela signifie?

En regardant en arrière, on constate que la démographie a été une source d'angoisse constante depuis les années 70, lorsque l'explosion démographique a suscité l'idée d'une famine inévitable (certains ont même prédit la fin de l'humanité à cause d'une pénurie alimentaire)²⁸. La population mondiale a augmenté, mais le risque de famine ne s'est jamais concrétisé. Aujourd'hui encore, la démographie est liée à des préoccupations majeures : des ressources, du climat et des conflits, aux migrations, aux pensions et à la santé. Selon la formule d'un rapport, la démographie est « un sport de combat politique » dont données et prévisions constituent les armes²⁹. Pour les Européens, la psychologie joue également un rôle: le mot « déclin » sonne comme une défaite, tandis que « croissance » est un mot inquiétant. Cependant, qu'impliquent réellement ces chiffres du point de vue des problématiques géopolitiques, économiques et sociales?

- » La main-d'œuvre européenne aura diminué de 2 % en 2030 (bien qu'une légère augmentation des taux d'emploi soit prévue)³⁰. Le PIB de l'Union poursuivra toutefois une croissance modérée. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » En parallèle, les dépenses européennes consacrées aux problématiques du vieillissement augmenteront de 2 %³¹. La majeure partie de ces dépenses concernera non pas les pensions, mais les soins de santé et les soins de longue durée. Cela signifie que, si nous

parvenons à améliorer notre façon de vieillir, nous pourrions réduire ces coûts, travailler plus longtemps et être plus heureux. [En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)

- » Une Europe plus petite semble impliquer une réduction de la croissance économique, mais les économies de demain seront moins exigeantes en main-d'œuvre. Une population moins nombreuse et plus instruite représentera un atout concurrentiel; or, pour l'instant, les Européens ne prévoient pas d'augmentation de leurs dépenses dans le domaine de l'éducation. [En savoir plus sur la manière dont les nouvelles technologies façonneront les économies de demain.](#)
- » L'Europe n'est pas la seule à faire face à un enjeu démographique: la Chine, le Japon et la Russie doivent, eux aussi, trouver des solutions au vieillissement de leur population et à la diminution de leur main-d'œuvre. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » On considère souvent que l'influence géopolitique est déterminée par la taille de la population, mais il s'agit là d'un calcul simpliste. Elle résulte de la performance économique, de l'éducation, de la connectivité, des relations et du pouvoir de persuasion; dès lors, en dépit de sa taille comparativement plus petite, l'Europe peut être un acteur influent. [En savoir plus sur le multilatéralisme.](#)
- » La baisse du taux de natalité en Europe constitue, en partie, un effet induit du manque d'égalité entre les femmes et les hommes. Les politiques visant à faciliter le travail des mères auront une incidence positive sur la démographie, l'économie et l'égalité en Europe. Bien qu'en tête à cet égard, nous sommes encore loin de l'objectif fixé: les femmes européennes effectuent plus de deux fois plus de travail domestique que les hommes, gagnent 16,2 % de moins que leurs collègues masculins et affichent des taux d'emploi inférieurs de 10 % à ceux des hommes³². L'égalité entre femmes et hommes rendrait beaucoup plus facile de relever certains des défis démographiques européens de l'avenir. [En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)
- » En Afrique, la croissance démographique a suscité chez certains l'hypothèse selon laquelle l'espace finira par manquer à ces populations, qui partiront s'installer en Europe. Non seulement la densité de population de l'Afrique est beaucoup plus faible que celle de l'Europe ou de l'Asie, mais de nombreux autres facteurs que la disponibilité de l'espace seront

déterminants pour les migrations. [En savoir plus sur les migrations.](#)

- » L'expérience passée en matière d'intégration des migrants dans les économies européennes a jeté certains doutes sur l'hypothèse de l'immigration comme solution à la baisse des taux de natalité. Comme le conclut un expert, «malgré les affirmations polémiques des deux camps du débat sur l'immigration, tout semble indiquer que les effets nets resteront généralement faibles. [...] À long terme, tout effet économique est insignifiant»³³. [En savoir plus sur les migrations.](#)
- » Même si « l'explosion des jeunes dans le voisinage méridional se sera atténuée d'ici 2030, elle pourrait encore avoir des effets déstabilisateurs dans la région et en Europe. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » La hausse des températures affectera la performance économique et touchera davantage les personnes âgées parmi la main-d'œuvre. [En savoir plus sur le changement climatique.](#) [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » Certains craignent que les populations européennes, en vieillissant, deviennent plus conservatrices et moins enclines à prendre des risques sur le plan politique, mais rien ne le prouve: plutôt que l'âge, ce sont les événements politiques survenus au cours des années de formation d'un individu qui déterminent son comportement électoral³⁴. On peut espérer que plus les humains vivent longtemps, plus ils évoluent à mesure qu'ils acquièrent des connaissances, ce qui peut les rendre plus critiques à l'égard des slogans populistes. [En savoir plus sur le populisme.](#)

NOUS VIVONS EN VILLE

Si l'urbanisation est l'une des plus anciennes tendances abordées dans le présent rapport (elle est apparue au début du XX^e siècle en Europe et en Amérique du Nord), elle développe actuellement de nouvelles caractéristiques. Il est désormais notoire que d'ici 2030, les deux tiers de la population mondiale vivront en ville³⁵, mais on oublie souvent que

Les personnes vivant dans des villes de moins d'un million d'habitants seront bien plus nombreuses que celles qui vivront dans des villes comptant 1 à 5 millions d'habitants.

Ces petites et moyennes villes connaissent actuellement une croissance deux fois plus rapide que les mégapoles qui dominent le débat. En fait, le nombre de mégapoles ne devrait pas augmenter significativement d'ici 2030. Le monde comptera alors 43 agglomérations de plus de 10 millions d'habitants (Paris sera la seule dans l'Union Européenne)³⁶. Aujourd'hui, selon les critères de calcul, on dénombre déjà entre 33 et 47 mégapoles sur la planète³⁷ et, même si elles sont et seront un élément important du paysage mondial de 2030, elles ne représenteront que 8 % de la population urbaine mondiale, tandis que les 92 % restants vivront dans des villes de taille moyenne. L'avenir, quoique très urbain, ressemblera davantage à Munich qu'au Caire en termes de taille et de type. Cela semble plus gérable, pourtant ces villes de moyenne envergure, notamment en Asie et en Afrique, qui peinent à trouver les capitaux nécessaires pour se préparer aux défis liés à la croissance à venir³⁹.

Les niveaux et les types d'urbanisation européens sont donc très proches de ceux que connaîtra le reste du monde en 2030: la majorité des Européens vivent déjà dans des villes comptant entre 100 000 et un million d'habitants, et seuls 7 % de la population européenne vivent dans des villes de plus de cinq millions d'habitants (contre 25 % aux États-Unis), une tendance qui se maintiendra en 2030³⁹. Cela signifie que

Ce sont les villes, plus que les mégapoles, qui se trouvent au cœur de toutes les autres tendances examinées ici.

Les villes consommeront 60 à 80 % des ressources énergétiques, seront responsables de 70 % des émissions mondiales, représenteront 70 % du produit intérieur brut mondial (PIB) et généreront 35 % de la croissance de ce PIB. C'est aussi dans les villes que les inégalités et l'exclusion sociale sont particulièrement marquées et que les citoyens interagissent au premier chef avec leurs gouvernants: alors que seuls 21 % des Européens ont déclaré avoir confiance dans les gouvernements nationaux, 45 % ont affirmé faire confiance aux autorités régionales et municipales⁴⁰. Les villes sont au centre de l'innovation et de l'activité économique, mais aussi les récepteurs des mouvements migratoires et le théâtre du mécontentement politique, des conflits, du terrorisme et de la criminalité⁴¹. Les villes qui offrent des emplois attractifs accueillent une

main-d'œuvre instruite provenant d'autres régions du pays, ce qui contribue à la ségrégation salariale dans un pays donné⁴². Affirmer que le monde de 2030 sera urbain ne renvoie pas simplement au type de résidence, mais au mode de vie de la société dans son ensemble.

Qu'est-ce que cela signifie?

En l'absence de contrôle de la croissance urbaine, celle-ci se traduit par une expansion de la ville, une productivité faible, de la ségrégation sociale, de la congestion routière et de la criminalité. Cela dit, plusieurs raisons expliquent l'attractivité de la ville: en moyenne, le fait de s'installer en ville améliore les conditions de vie, même pour ceux qui vivent dans des conditions difficiles, par exemple en leur permettant d'avoir un meilleur accès à l'eau et à l'électricité⁴³. Dès lors, la ville ne doit pas être considérée seulement comme un foyer de problèmes, mais aussi comme un accélérateur potentiel du progrès humain – pour autant qu'elle soit gérée correctement.

- » En 2030, la politique locale soulèvera d'autres questions politiques: en Europe, les taux de participation aux élections régionales et locales rejoignent déjà ceux des élections nationales. Cela signifie que les villes sont beaucoup plus proches de la vie quotidienne et des doléances des citoyens et constituent de puissants antidotes aux mouvements populistes qui prospèrent en exploitant la distance perçue entre l'électorat et les gouvernements nationaux. Le recours à la politique locale pourrait également contribuer à combler le déficit démocratique souvent évoqué à l'égard de l'Union⁴⁴. [En savoir plus sur le populisme.](#)
- » On retrouve cette situation ailleurs: en Libye et en Ukraine, c'est au niveau local que le règlement des conflits s'avère le plus efficace. Les villes européennes ont contribué au règlement des conflits, ces nouveaux acteurs diplomatiques ouvrant la voie à un nouveau modèle de «diplomatie des villes». [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » Le terrorisme est un phénomène urbain mais les villes sont rarement impliquées dans la prise de décision à ce sujet⁴⁵. [En savoir plus sur le terrorisme.](#)
- » L'urbanisation est en corrélation avec la baisse des taux de fécondité, ce qui laisse supposer que les taux de natalité pourraient baisser à l'avenir, à mesure que les États d'Afrique s'urbanisent à leur tour. [En savoir plus sur la démographie.](#)



- » Les villes sont considérées comme responsables de l'aggravation de la pollution et du changement climatique. Or, le principal coupable n'est pas la concentration de la population elle-même, mais plusieurs autres facteurs, tels que la desserte de la ville, la taille des ménages, l'âge médian de la population, le nombre d'industries situées dans la ville et la densité démographique de cette dernière. De fait, une densité de population plus élevée peut entraîner une réduction de la consommation énergétique et des émissions, si la ville dispose de transports et de bâtiments adaptés⁴⁶. [En savoir plus sur la manière de combattre le changement climatique.](#) [En savoir plus sur les effets du changement climatique.](#)
- » La technologie moderne recèle le potentiel nécessaire pour transformer les zones urbaines en des lieux plus propres, plus sûrs et plus efficaces (des «villes intelligentes»), à condition que la connectivité de ces lieux soit garantie, de même qu'un développement minimal des infrastructures. [En savoir plus sur la connectivité.](#) [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#) [En savoir plus sur la gestion du progrès technologique.](#)
- » Les villes sont certes associées à la criminalité, mais l'urbanisation n'est pas la seule variable pertinente. En fait, la criminalité urbaine est fortement liée au chômage, aux inégalités et à l'inflation. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » Les villes sont également considérées comme cause de la montée des inégalités, alors qu'au contraire, c'est en ville que les inégalités diminuent le plus rapidement⁴⁷. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » Seule une ville européenne, Francfort, figure parmi les 20 villes les plus marquées par les inégalités⁴⁸. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » L'urbanisation rapide est corrélée avec le déclenchement des guerres civiles: la grogne sociale et les réseaux criminels augmentent avec les griefs liés à l'inadéquation des logements et des emplois. Or, les États dotés de mégapoles émergentes (en particulier en Afrique et en Asie) sont peu nombreux à se préparer à gérer la rapidité de leur développement, ou peinent à trouver les financements nécessaires⁴⁹. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#) [En savoir plus sur la manière dont nous gérons ces conflits.](#)
- » Même si la criminalité est plus fréquente dans les villes que dans les régions rurales, la

criminalité violente, à l'échelle mondiale, est en recul depuis les années 90⁵⁰. Le crime est désormais organisé et numérique. [En savoir plus sur la connectivité.](#)

- » L'action armée relèvera davantage de la guerre urbaine qu'autrefois, en raison de l'augmentation du nombre de personnes vivant en ville. Toutes les forces armées ne sont toutefois pas préparées à ce type de combat, qui exige des compétences différentes de celles qu'implique la guerre «ordinaire» actuelle. La guerre urbaine peut se traduire par la destruction à grande échelle d'infrastructures, et par conséquent un grand nombre de victimes, comme on l'a constaté en Syrie. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)

NOUS POURSUIVONS NOTRE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

À première vue, les perspectives de l'économie mondiale semblent plutôt positives: d'après les prévisions, la croissance économique mondiale moyenne sera d'environ 3 % par an au cours de la prochaine décennie, rendant le monde plus prospère qu'aujourd'hui⁵¹. Cette tendance concernera principalement les économies en développement, dont la croissance s'accélénera, passant de 3,1 % actuellement à 3,6 %. Les économies développées croîtront elles aussi, mais beaucoup plus lentement: l'Europe, par exemple, devrait connaître une croissance de 1,4 % par an, ce qui pourrait ne pas suffire pour améliorer les taux d'emploi, les niveaux d'investissement et l'intégration des jeunes sur le marché du travail⁵².

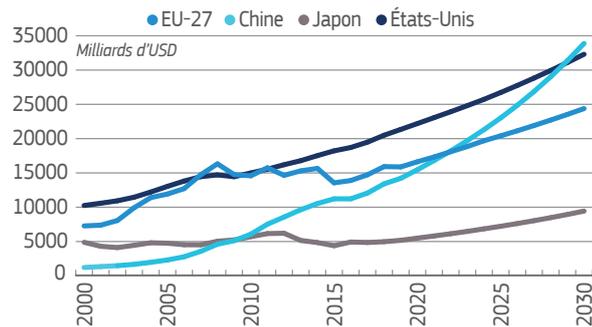
Prises ensemble, ces deux tendances devraient se traduire par le dépassement des États-Unis par la Chine, qui devrait devenir en 2030 la première économie mondiale. Par conséquent,

L'Europe deviendra la troisième économie mondiale.

Il convient d'observer que les choses semblent bien différentes lorsqu'on mesure le PIB par habitant: alors que le PIB par habitant de la Chine passera de 10 000 à 14 000 dollars américains (USD) en 2030, celui de l'Europe devrait passer de 37 800 à environ 50 950 USD⁵³.

Ces prévisions ne sont toutefois pas fiables: bien que des mesures aient été prises pour prévenir une nouvelle crise financière, les responsables politiques doivent rester attentifs à certains aspects. Par exemple, la dette publique demeure élevée, la réforme de la réglementation financière n'est pas encore achevée et les tensions commerciales à l'échelle de la planète pourraient déstabiliser l'économie mondiale⁵⁴. Par ailleurs, un ralentissement de la croissance économique en Chine et aux États-Unis toucherait également l'Europe.

Prévision de la croissance du PIB nominal



Source: ESPAS, based on IMF Economic Outlook

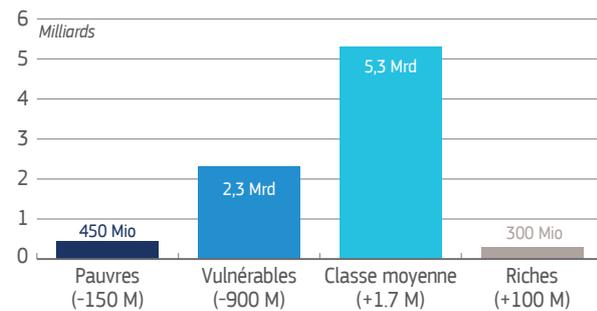
Remarque: les estimations du FMI commencent en 2017. Les chiffres ultérieurs à 2025 représentent une extrapolation des estimations du FMI à partir de la croissance annuelle moyenne du PIB sur la période 2019-2024. Source: ESPAS, sur la base des perspectives économiques du FMI.

Deux dynamiques plutôt positives résultent de ces évolutions mondiales. Premièrement, d'ici 2030, la classe moyenne (définie comme l'ensemble des individus dont le revenu se situe entre 67 et 200 % du revenu médian d'un pays) constituera la majorité de la population mondiale. Selon les estimations actuelles, 5,3 milliards de personnes feront partie de cette classe moyenne en 2030, contre 3,2 milliards actuellement⁵⁵. Une grande partie de ces personnes vivront dans des économies émergentes, en particulier en Chine. De plus, le taux d'extrême pauvreté (définie comme le fait de vivre avec moins de 1,90 USD par jour) est aujourd'hui de 10,9 %, contre 35 % en 1990, l'objectif de réduction de moitié du taux de pauvreté de 1990 ayant été atteint cinq ans avant la date prévue, en 2010. Cela signifie qu'il est réaliste d'aspirer à réduire ce taux à 3 % en 2030⁵⁶.

Deuxièmement, si tout le monde ou presque se sera enrichi en 2030, il en ira de même pour ceux qui se portent déjà le mieux: 1 % de la population mondiale devraient posséder les deux tiers de la richesse mondiale en 2030, ajoutant à leur fortune l'équivalent de la moitié de leurs avoirs

actuels⁵⁷. Cette tendance n'a rien de nouveau: le phénomène d'accumulation des richesses se développe depuis 30 ans déjà. Cependant, il existe des différences criantes d'un pays à l'autre. Par exemple, l'Europe abrite les sociétés les plus égales du monde, mais les inégalités sont très prononcées aux États-Unis ou dans le sud de l'Afrique. En général, les inégalités sont

La prédominance de la classe moyenne en 2030



Remarque: les chiffres entre parenthèses indiquent l'augmentation/la diminution du nombre de personnes dans chaque catégorie d'ici 2030.

Source: prévisions du World Data Lab.

plus marquées au sein d'un même pays qu'entre différents pays.

La façon dont les inégalités émergent et s'accroissent est une énigme qui reste à résoudre. Le facteur des différences salariales n'est pas le seul à prendre en compte: il en existe d'autres, tels que l'accumulation inégale des richesses au fil du temps, un déplacement de la demande générale du travail en faveur de qualifications élevées, le déclin de la protection du marché du travail et les conséquences des politiques fiscales⁵⁸. Paradoxalement, l'amélioration de l'égalité entre les sexes en constitue également un facteur: plus les hommes instruits épousent des femmes instruites (un phénomène appelé « appariement assortatif »), plus la mobilité sociale des femmes est réduite⁵⁹. La mondialisation a elle aussi été accusée de promouvoir l'inégalité, mais cette affirmation n'est pas établie dans les faits. Pour dire les choses simplement, l'inégalité de revenu des ménages résulte de plusieurs dynamiques interdépendantes qui ne se distinguent pas facilement les unes des autres.

En outre, ce phénomène comporte une dimension quelque peu paradoxale, du moins en Europe: le sentiment d'inégalité pourrait s'intensifier dans les sociétés qui se rapprochent d'un niveau élevé de bien-être économique. En effet, dans des sociétés très inégalitaires, chaque nouvelle génération se situant au bas de l'échelle de revenus verra son

statut s'améliorer avec le temps. Dans des sociétés égalitaires, cependant, cette amélioration n'est évidemment plus aussi tangible. Par ailleurs, en Europe, la tendance à la réduction de la pauvreté, qui dure depuis 50 ans, porte ses fruits: nous connaissons d'ores et déjà une égalité certaine, qui donne lieu à une impression de stagnation.

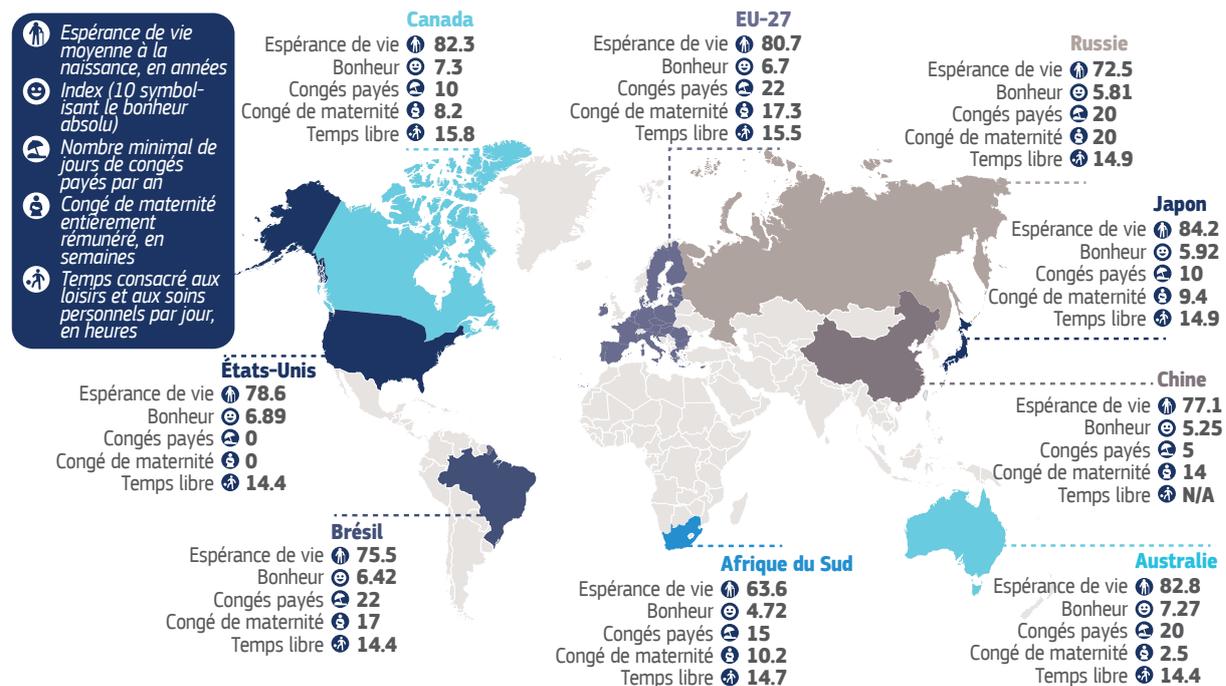
Les générations futures ne sentiront pas mieux loties que leurs parents, mais resteront bien loties.

De fait, jamais le monde, et en particulier l'Europe, n'a été aussi prospère qu'aujourd'hui. Les pauvres possèdent évidemment toujours moins que les riches, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'ils ne possèdent rien ou presque. Le problème est essentiellement d'ordre philosophique: pour l'humain, une sensation de progrès importe presque davantage qu'une sensation absolue de bien-être. Ainsi, l'inégalité n'est pas seulement un problème économique: elle fait partie d'un problème plus vaste et complexe, qui inclut également la pauvreté, la lenteur de la croissance économique, l'exclusion sociale, l'accès aux services essentiels et la santé mentale. Il convient de noter que, s'il est vrai que la pauvreté en Europe diffère de la pauvreté que connaît le reste du monde en ce sens que nous sommes plus

riches que la plupart des autres régions du globe, 23,4 % de notre population est toujours menacée de pauvreté, vivant de 60 % ou moins du revenu médian national. Ce pourcentage est demeuré à peu près le même au cours des 15 dernières années⁶⁰.

En ce sens, le ralentissement de la croissance économique et l'accroissement des inégalités conduisent à une question plus vaste, qui va au-delà du revenu: que peut-on faire pour améliorer le bonheur des Européens en l'absence de miracles économiques qui semblent hors de portée dans une économie fondée sur les services? Ce n'est pas une question naïve, bien au contraire. Après tout, comme l'a dit Thomas Jefferson, le souci de la vie humaine et du bonheur est le premier et le seul objectif légitime d'un bon gouvernement⁶¹. Selon les Nations unies, le bonheur humain repose essentiellement sur six critères: le PIB par habitant, l'espérance de vie en bonne santé, le soutien social (mesuré par le fait d'avoir quelqu'un sur qui compter en cas de difficultés), la confiance (mesurée par l'absence perçue de corruption au sein du gouvernement et du monde des affaires), la possibilité de faire ses choix librement et la générosité (mesurée par les dons récents)⁶². Cette tentative de mesurer le bonheur reconnaît que la prospérité économique, la santé et les services sociaux jouent un rôle central. Ce n'est pas par hasard que le rapport sur le bonheur des Nations unies constate que l'Europe est déjà l'un des endroits les plus heureux

L'Europe, un chef de file mondial en matière de qualité de vie



Source: OCDE, Nations unies, Commission européenne. Graphique reproduit à partir du document de réflexion de la Commission européenne sur la dimension sociale de l'Europe, 2017.

de la planète, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de mécontentement. De fait, ledit rapport constate que la santé mentale a une incidence sur le bonheur des Européens au moins aussi importante (sinon plus) que le revenu, l'emploi ou la santé physique.

Pourtant, alors que les facteurs économiques ne sont pas les seuls déterminants (ni même, peut-être, les plus importants) de la satisfaction humaine à l'égard de la vie, ni le bien-être mental, ni la connectivité sociale n'occupent une place importante dans les programmes des décideurs politiques⁶³. Par conséquent, en plus de répondre à de légitimes préoccupations économiques, les responsables politiques pourraient prendre du recul et aborder la question plus générale du bien-être humain, au-delà des termes économiques, et ainsi accomplir le changement de perspective nécessaire pour permettre à l'Europe de développer une alternative aux modèles économiques à forte croissance et à forte consommation, qui pourraient être annihilés par les conséquences du changement climatique⁶⁴.

Qu'est-ce que cela signifie?

L'économie est au cœur des activités humaines: les domaines tels que l'environnement, la sécurité, l'éducation, la stabilité politique et même la santé sont tous liés au développement économique. Or c'est précisément leur interdépendance qui rend si difficile l'anticipation de certains développements économiques, comme la crise financière de 2008. Ceci étant, c'est parce que l'économie dépend largement des décisions humaines que les décisions prises ont généralement des effets rapides (négatifs ou positifs).

- » Le passage à une économie à faible émission de carbone, neutre sur le plan climatique, économe en ressources et propice à la biodiversité ne sera pas seulement bénéfique pour nos taux d'emploi et de croissance: il nous aidera également à faire face au changement climatique et à d'autres défis environnementaux. [En savoir plus sur la gestion du changement climatique.](#)
- » Selon certaines études, le changement climatique pourrait annuler les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté, poussant plus de 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté d'ici 2030⁶⁵. [En savoir plus sur la gestion future du changement climatique.](#)
- » La classe moyenne croissante aura les moyens de consommer plus d'énergie – à savoir, en Asie et en Afrique, de combustibles fossiles. [En savoir plus sur l'énergie.](#)
- » Bien que l'on dise fréquemment que la pauvreté pousse les gens à franchir les frontières internationales, c'est en réalité l'augmentation de leurs revenus qui les y incite; la création d'emplois pour la classe moyenne africaine en plein essor est donc une priorité. [En savoir plus sur les migrations.](#)
- » Les inégalités sont plus fortement corrélées avec l'éclatement de troubles civils que la pauvreté⁶⁶. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » La réduction des inégalités grâce à l'augmentation des salaires aura plusieurs effets positifs, notamment sur notre système de retraite et de santé. [En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)
- » Les marchés émergents ne réaliseront pleinement leur potentiel économique que s'ils déploient des réformes et renforcent leurs institutions, d'autant qu'ils sont plus exposés que l'Europe au risque d'une crise financière. Cela implique des investissements substantiels dans l'éducation, l'infrastructure et la technologie. [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#) [En savoir plus sur la connectivité.](#)
- » Les attentes politiques que pourrait avoir une classe moyenne en pleine expansion devront être satisfaites, mais cela ne constituera pas en soi le «grand démocratisant» de sociétés non démocratiques. [En savoir plus sur la façon de protéger la démocratie.](#) [En savoir plus sur le populisme.](#)
- » La croissance économique dépend par ailleurs de la stabilité du système commercial mondial, actuellement sous pression. [En savoir plus sur l'avenir du commerce.](#)
- » La croissance économique et la création d'emplois ne sont pas une fin en soi: l'hyperconnectivité au travail rendra les gens (y compris les décideurs) de moins en moins heureux, diminuant la productivité tout en nuisant à la santé⁶⁷. [En savoir plus sur la connectivité.](#)
- » Les marchés du travail occidentaux seront bouleversés par l'innovation technologique, mais on ignore combien d'emplois sont menacés ou seront créés. [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#)
- » L'innovation et les idées seront les atouts fondamentaux pour les économies en tête, et l'éducation en sera la clé. [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#)



- » Les services et le numérique constituent la majeure partie du potentiel de croissance de l'Europe mais l'ampleur de celui-ci dépend de la rapidité à laquelle elle parviendra à rattraper les États qui la devancent. Si l'Union Européenne veut rester compétitive, elle devra porter ses investissements dans la recherche et le développement (R&D) à 3 % du PIB, contre 2,03 % actuellement⁶⁸ (ce pourcentage actuel est inférieur à celui du Japon (3,29 %), des États-Unis (2,79 %) et de la Chine (2,07 %)). [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#) [En savoir plus sur le commerce.](#)
- » Même si l'Europe abrite les sociétés les plus égalitaires du monde, les décideurs politiques doivent s'attaquer aux inégalités, sans quoi ce sont les populistes qui s'en chargeront. Pour répondre à ce problème, des mesures sociales comme l'introduction d'un salaire minimum ou d'un revenu de base constituent une et, selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), seront neutres, voire auront un impact positif sur la croissance⁶⁹. [En savoir plus sur le populisme.](#)

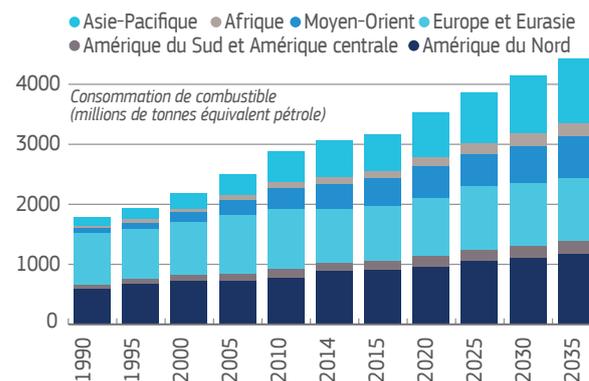
NOS BESOINS EN ÉNERGIE AUGMENTENT

L'énergie est un domaine qui illustre bien la combinaison de deux grandes tendances: comme nous serons plus nombreux et que nous aurons davantage de revenus à dépenser, la consommation d'énergie augmentera de 1,7 % par an à l'échelle mondiale, suivant plus ou moins le même rythme qu'entre 1970 et 1990. Il ne s'agit pas là d'un phénomène européen: même si la demande augmentera en Europe et dans d'autres pays occidentaux, cette hausse concernera avant tout les pays non membres de l'OCDE, dont en particulier l'Inde et la Chine. Par conséquent, les prix du pétrole, du gaz et du charbon augmenteront continuellement, mais pas de façon spectaculaire jusqu'en 2030, et retrouveront les niveaux élevés de 2010⁷⁰.

En raison du basculement, à l'échelle mondiale, des économies industrielles vers les économies axées sur les services, la demande mondiale de pétrole devrait ralentir après 2040, mais le pétrole, le charbon et le gaz continueront à satisfaire la plupart des besoins énergétiques mondiaux, principalement parce que les sources d'énergie renouvelables ne parviendront pas encore à satisfaire la demande mondiale. Bien que l'Europe

soit en tête de la transition énergétique, elle ne l'achèvera pas d'ici 2030. L'Union s'est fixé pour objectif de puiser 32 % de son énergie dans des sources renouvelables. Par conséquent, sa dépendance à l'égard des importations d'énergie, notamment de gaz, augmentera légèrement d'ici 2030⁷¹. D'ici là, les États-Unis se seront rapprochés de l'indépendance énergétique.

Perspectives de la consommation de gaz naturel par région



Source: BP Energy Outlook, Helgi Analytics, 2016.

Qu'est-ce que cela signifie?

Le fait que d'autres régions du monde consommeront plus d'énergie est souvent qualifié de « concurrence énergétique»; ce terme suggère que les ressources se raréfient et que l'Europe ne sera peut-être pas capable de satisfaire ses besoins sur le marché mondial. Il s'agit là cependant d'une compréhension limitée de la question énergétique. Près de la moitié de l'énergie employée en Europe est déjà renouvelable et l'énergie sera disponible d'ici 2030 à un prix raisonnable grâce aux réserves de pétrole et de gaz. Cependant, l'augmentation de la consommation d'énergie peut avoir plusieurs autres répercussions, dont certaines sont inquiétantes et d'autres encourageantes.

- » La production d'énergie est déjà la principale source d'émissions de gaz à effet de serre dans le monde, c'est-à-dire le principal moteur du changement climatique. Avec l'augmentation des besoins énergétiques, il est de plus en plus difficile d'endiguer les effets du changement climatique. [En savoir plus sur le changement climatique.](#)
- » Les énergies «vertes» offrent des perspectives prometteuses pour la création d'emplois, ce qui en fait un atout pour l'avenir de nos économies. [En savoir plus sur la croissance économique.](#)

- » Dans un contexte d'antagonisme international accru, une concurrence agressive quant aux ressources pourrait devenir une source de rivalité entre les États, même en l'absence de pénurie critique. [En savoir plus sur la géopolitique.](#)
- » Avec le développement de nouvelles sources d'énergie, il est possible de créer des partenariats internationaux pour le développement des énergies renouvelables, de manière à réduire la dépendance en combustibles fossiles⁷². [En savoir plus sur la lutte contre le changement climatique.](#)
- » L'efficacité énergétique s'améliore et la diversification se poursuit, ce qui pourrait modifier les prévisions pour 2030. Par exemple, le stockage de l'énergie devrait être multiplié par six au cours de la prochaine décennie, favorisant le recours aux énergies renouvelables et aux voitures électriques⁷³. [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#)
- » L'augmentation des besoins énergétiques dans les pays non membres de l'OCDE est un effet secondaire de la motorisation rapide: à l'échelle mondiale, les parcs de voitures particulières devraient presque doubler entre 2012 et 2030 (alors que leur volume diminuera en Europe), ce qui aura une incidence sur la connectivité économique, politique et sociale. [En savoir plus sur la connectivité.](#)

NOUS SOMMES TRÈS CONNECTÉS

La planète nous semblera toujours plus petite d'ici 2030: non seulement les gens seront plus nombreux à pouvoir communiquer par internet (90 % de la population mondiale saura lire, 75 % disposera d'une connectivité mobile et 60 % devrait avoir un accès à haut débit), mais ils se déplaceront davantage⁷⁴. La connectivité n'est donc pas seulement virtuelle et numérique, elle est également physique.

L'internet s'installera aussi bien dans nos voitures que dans nos maisons et même sur notre corps.

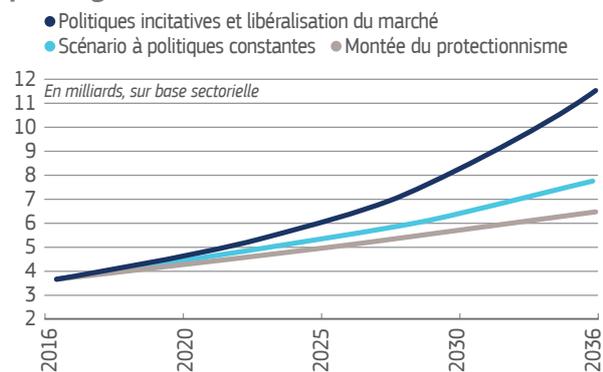
D'ici 2030, 125 milliards d'appareils seront connectés à l'internet, contre 27 milliards en 2017.

La quasi-totalité des voitures européennes seront connectées à l'internet en 2030, ce qui rendra nos routes encore plus sûres⁷⁵. Le transport aérien le sera lui aussi: 2017 a été l'année la plus sûre de l'histoire de l'aviation, bien que notre ciel n'ait jamais été aussi fréquenté.

Connectés non seulement en ligne, mais aussi grâce à une infrastructure améliorée, les humains et les marchandises qu'ils échangent se déplaceront davantage qu'aujourd'hui: d'ici 2030, les passagers aériens représenteront plus de 7 milliards de voyageurs, soit près du double de leur nombre actuel, et la plupart d'entre eux feront partie de la classe moyenne asiatique⁷⁶. Le fret aérien devrait tripler et la manutention portuaire des conteneurs maritimes dans le monde pourrait quadrupler d'ici 2030⁷⁷.

Le transport terrestre sera également touché: alors que le nombre de voitures particulières devrait diminuer en Europe et aux États-Unis, les autres moyens de transport, comme les voitures

Scénarios prévisionnels relatifs aux passagers mondiaux



Source: Association internationale du transport aérien (IATA), 2017.

partagées, connaîtront une expansion⁷⁸. Partout ailleurs, les ventes de voitures continueront de croître. Par exemple, d'ici 2030, la Chine disposera de 50 % de voitures en plus qu'aujourd'hui. Certaines études estiment qu'en 2030, environ la moitié des voitures neuves seront électriques. Le secteur ferroviaire fera, lui aussi, l'objet d'innovations: les trains à très grande vitesse (comme l'Hyperloop) peuvent réduire le temps de trajet de près de 90 % et réduire les dommages environnementaux. Par ailleurs, lorsque les humains voyagent, les maladies qu'ils transportent voyagent avec eux, ce qui augmente le risque de pandémies.

En dépit de certains progrès, des réformes essentielles pour la prévention et le signalement tardent dans des États particulièrement vulnérables⁷⁹ (il convient toutefois de noter qu'aucune pandémie n'a jamais réussi à anéantir plus de 6 % de la population mondiale, malgré l'occurrence régulière de tels épisodes).

Qu'est-ce que cela signifie?

La connectivité, comme d'autres grandes tendances, n'est en soi ni positive ni négative: elle présente les deux côtés de la médaille. Elle agit avant tout comme un multiplicateur du comportement humain. En ce sens, tout comportement humain, nuisible ou bénéfique, sera renforcé par la connectivité. Cela nous offre aussi un certain degré de prévisibilité, en raison des certitudes que nous pouvons en avoir. Par exemple, étant donné que les êtres humains aiment communiquer, on peut affirmer avec certitude que tout dispositif qui facilitera la communication sera accueilli avec enthousiasme. Les réseaux sociaux, par exemple, doivent être appréhendés non pas comme un ensemble statique de fournisseurs, tels que Facebook ou Twitter, mais comme des réseaux en évolution qui reflètent l'état d'esprit de l'humanité du moment.

- » D'une certaine manière, la connectivité a une incidence négative sur l'environnement, les voyages aériens et le transport maritime, par exemple. L'amélioration des avions, l'efficacité opérationnelle et les carburants de remplacement peuvent réduire cette incidence⁸⁰. [En savoir plus sur la prévention du changement climatique.](#) [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#)
- » La connectivité est l'un des moteurs d'un monde plus pluraliste. [En savoir plus sur la géopolitique.](#)
- » Les technologies modernes et, en particulier, l'intelligence artificielle (IA) peuvent rendre l'expérience aéroportuaire plus fluide et plus rapide, augmentant encore le volume des déplacements (à condition que la libéralisation des échanges et/ou des visas se poursuive). [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#) [En savoir plus sur le commerce.](#)
- » La technologie moderne peut aider à répondre aux besoins d'emploi de la connectivité moderne: par exemple, d'ici 2030, l'aviation commerciale requerra trois fois plus de pilotes qu'actuellement. La technologie peut aider à combler ce besoin. [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#)

- » La vie dans les villes peut être améliorée grâce à la connectivité: le trafic, la gestion des déchets, les transports et même la criminalité peuvent être mieux gérés grâce à l'internet⁸¹. [En savoir plus sur l'urbanisation.](#)
- » Les informations, en particulier les nouvelles, seront à l'avenir principalement obtenues par internet, ce qui implique un risque croissant d'être confronté à des phénomènes d'infox, de diffamation, de polarisation et d'ingérence électorale. L'importance des émotions dans la communication augmentera avec la diminution de la distance entre les citoyens et les décideurs. [En savoir plus sur la façon de protéger la démocratie en Europe.](#)
- » La connectivité permet aux individus de se reconnaître dans des enjeux politiques mondiaux au-delà de leurs frontières, créant ainsi des groupes de cybercitoyens. Ces groupes pourraient (quoique pas forcément) être vulnérables à la manipulation⁸². [En savoir plus sur la façon de protéger la démocratie en Europe.](#)
- » L'information circule beaucoup plus rapidement, les réactions vis-à-vis de certaines questions politiques seront plus intenses et plus concentrées. Ceci mettra sous pression les décideurs incités à agir sans donner le temps nécessaire à la réflexion et à la circonspection. L'institutionnalisation d'unités de réflexion stratégique à plus long terme sera essentielle pour éviter la prise de décisions à court terme sous l'effet de la pression. [En savoir plus sur le populisme.](#) [En savoir plus sur la façon de protéger la démocratie en Europe.](#)
- » La connectivité peut aussi engendrer une certaine vulnérabilité: le cyberspace sera à l'avenir un terrain d'affrontement entre acteurs étatiques et non étatiques. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#) [En savoir plus sur la gestion des conflits.](#)
- » Pour tirer le meilleur parti de la connectivité, la plupart des systèmes d'intelligence artificielle devront avoir accès aux mégadonnées, ce qui inquiète beaucoup de citoyens européens. [En savoir plus sur la façon de relever les défis des nouvelles technologies.](#)
- » Grâce à la connectivité, les migrants en situation irrégulière sont rapidement informés des politiques européennes et s'y adaptent. [En savoir plus sur les migrations.](#)

NOUS SOMMES POLYNODAUX

De nombreux analystes ont déjà proclamé l'avènement de la multipolarité. Ils ont cependant parlé trop vite: en réalité, nous commençons tout juste à sortir du système unipolaire d'après 1990. L'incertitude de l'avenir géopolitique est inquiétante car elle laisse imaginer le pire des scénarios, dans lequel l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) n'existerait plus, les États nationalistes formeraient des alliances instables, la Chine dominerait le reste du monde et la guerre deviendrait une option envisageable. En effet, certains des phénomènes que nous observons aujourd'hui, qu'il s'agisse du populisme ou du protectionnisme, sont la conséquence directe de cette incertitude.

Pourtant, il convient d'ajouter à l'incertitude en posant une autre question importante: nous dirigeons-nous vraiment vers un ordre multipolaire au sens néoréaliste du terme? Après tout, il est peu probable que le monde de demain soit structuré autour de «pôles» (c'est-à-dire de centres de pouvoir cohésifs). Le monde de 2030 non seulement sera différent sur le plan de la répartition des pouvoirs, mais aussi en termes de nature même de ces pouvoirs. Les indicateurs classiques tels que la taille de la population, le PIB et les dépenses militaires ne détermineront pas seuls le pouvoir, et il ne sera pas détenu que par des États, mais également par des villes, des régions, des entreprises et des mouvements transnationaux. En raison de la connectivité, de l'interdépendance et de la nature pluraliste du système,

Le pouvoir des États sera déterminé par leur influence relationnelle.

En ce sens, ce ne sont pas des «pôles» qui constitueront l'ordre mondial, mais des «nœuds», c'est-à-dire des points de convergence. En effet, à l'avenir, aucun État ne sera en mesure de relever à lui seul les grands défis mondiaux. L'importance d'un État ne dépendra plus uniquement des capacités brutes dont il dispose mais également de sa capacité à déployer divers mécanismes pour influencer les décisions politiques des autres États. Les principaux déterminants à cet égard seront le nombre et la qualité des relations bilatérales et multilatérales. L'influence sera déterminée par les échanges commerciaux et les

flux d'aide plutôt que par le pouvoir économique, et par les transferts d'armes et de technologie plutôt que par les dépenses militaires. De même, l'adhésion à des organisations et alliances internationales constituera un capital, tout comme la connectivité, en particulier sous la forme de nouvelles technologies. La «puissance douce» et la capacité d'inspirer les autres prendront également de l'importance⁸³. Les valeurs conserveront leur pertinence et les États qui en partagent continueront à se rapprocher les uns des autres.

Contrairement à la croyance populaire, les systèmes pluralistes ne sont pas moins stables que les systèmes bipolaires: le père du réalisme classique, Hans Morgenthau, était convaincu que des systèmes pluriels généraient une plus grande stabilité, car la défection d'un seul État partie à une alliance ne bouleverserait pas l'ensemble du système. Pourtant, comme dans un système bipolaire, les États, devant pouvoir compter sur leurs alliés pour maintenir la stabilité, agiront avec prudence afin de ne pas perturber l'équilibre. De plus, les guerres à grande échelle pourraient être évitées en raison des profits que peuvent générer les alliances⁸⁴.

Cependant, si cette structure voit le jour, elle sera façonnée par l'évolution d'un certain nombre de relations géopolitiques. L'évolution des relations entre les États-Unis et la Chine, mais aussi entre Pékin et le reste du monde, revêtira une importance primordiale. Malgré ses grandes ambitions de pouvoir à l'horizon 2050, la Chine devra elle aussi tenir compte de la nature pluraliste des affaires mondiales. En effet, si elle continue sur la voie néoréaliste qu'elle emprunte actuellement pour gagner en puissance, elle aura du mal à établir des relations positives avec ses voisins immédiats, l'Europe et, bien sûr, les États-Unis.

Mais l'Europe aussi devra s'adapter à ce nouveau système pluraliste. Cela implique une redéfinition des relations transatlantiques, tant avec l'organisation (l'OTAN) qu'avec les États-Unis. Dans ce contexte, il est important de relever que, bien que certaines voix, aux États-Unis, mettent ouvertement en doute l'utilité de cette alliance, en *actes* Washington l'a systématiquement soutenue: les États-Unis ont par exemple quadruplé le soutien financier qu'ils octroient aux États membres d'Europe orientale et accru leur présence sur le «front oriental» de l'OTAN. D'après un observateur, malgré les inquiétudes quant à la stratégie future de l'administration Trump, l'OTAN

est beaucoup plus forte aujourd'hui qu'il y a cinq ans, lorsqu'elle se cherchait une nouvelle raison d'être⁸⁵. Toutefois, l'engagement des États-Unis au sein de l'OTAN ne restera fort que tant que la Russie sera perçue comme une menace. Or, cette manière de voir s'affaiblit, Moscou étant de plus en plus regardée comme une puissance en déclin et la Chine une puissance en plein essor. C'est précisément parce que cette appréciation de la situation ne fait pas l'unanimité en Europe que

L'autonomie stratégique est désormais pour l'Union bien plus qu'une simple option.

Cette affirmation est motivée par deux considérations essentielles. Premièrement, si l'Europe veut rester un proche allié des États-Unis, elle devra être en mesure de soutenir la projection de la puissance de Washington en Asie (et ailleurs). Deuxièmement, même si elle choisit de ne pas soutenir les États-Unis en Asie, elle devra combler le vide sécuritaire que laissera derrière lui le virage américain vers l'Asie en assumant pleinement sa propre sécurité, que ce soit au sein ou en dehors de l'OTAN⁸⁶.

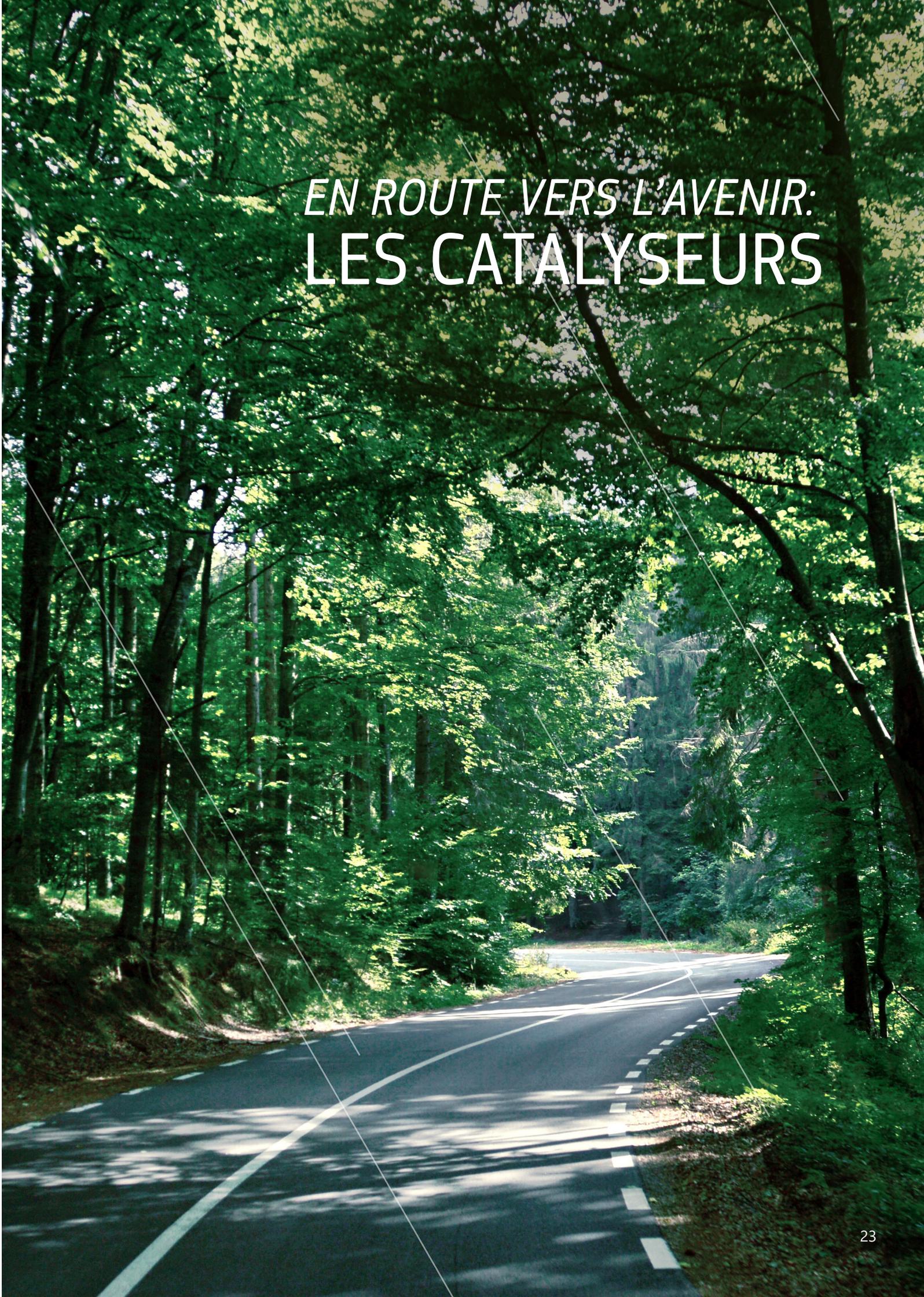
Enfin, le caractère pluriel du système ne signifie pas que sa forme naturelle de gouvernance sera «multilatérale» au sens actuel du terme. Cela dit, une fois que les institutions multilatérales actuelles se seront réformées et adaptées à la nouvelle répartition pluraliste des pouvoirs, elles demeureront les principaux cadres d'interaction: plus il y aura d'acteurs, plus elles gagneront en importance⁸⁷.

Qu'est-ce que cela signifie?

Dans le domaine des relations internationales, l'interdépendance est interprétée depuis les années 70 comme une incitation à la coopération pour éviter tout antagonisme (une idée résumée par l'expression «là où les marchandises ne traversent pas les frontières, les soldats le feront»)⁸⁸. Hélas, l'interdépendance et la nature relationnelle du pouvoir n'ont jamais rélégué les conflits et la compétition dans le passé, et cela ne changera pas d'ici 2030. En fait, un système connecté se traduira principalement en une nouvelle compréhension de la politique et du pouvoir mondiaux.

Les quelques éléments suivants figurent parmi les aspects à prendre en compte.

- » De par sa nature multilatérale, l'Union est bien placée pour cette perception nouvelle du pouvoir mais il est crucial qu'elle se tienne prête, de même que les principales institutions multilatérales qui lui importent. [En savoir plus sur la façon d'orienter ce système.](#)
- » En raison de l'incertitude générée par la transition du pouvoir, le conflit demeure non seulement une possibilité mais aussi une caractéristique probable de la décennie qui se profile à l'horizon. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » L'Europe sera bien armée face à ses conflits en grande partie selon la manière dont elle s'y prépare. [En savoir plus sur la gestion des conflits.](#)
- » La principale caractéristique du monde de 2030 sera sa nature interconnectée, qui déterminera tout, y compris la géopolitique. [En savoir plus sur la connectivité.](#)
- » La puissance résultera également de l'avance en matière de nouvelles technologies, pour lesquelles les États-Unis et la Chine sont en tête, tandis que l'Europe est à la traîne. [En savoir plus sur la gestion des nouvelles technologies.](#)
- » La perception des citoyens du rôle de leur État dans le monde se reflète dans leur identité. En effet, il existe un lien entre le populisme et le sentiment de perte d'importance au niveau mondial⁸⁹. [En savoir plus sur le populisme.](#)
- » Paradoxalement, à mesure que le monde se mondialise, la politique devient plus locale et régionale. Cela signifie que les villes et les régions joueront un rôle dans des domaines jusqu'ici réservés aux États, tels que la diplomatie, la résolution des conflits et, surtout, le changement climatique. [En savoir plus sur l'urbanisation.](#) [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » Des alliances ponctuelles peuvent se former entre des pays très différents en vue d'atteindre des objectifs spécifiques, tels que l'exploration spatiale ou la lutte contre le changement climatique. [En savoir plus sur la prévention du changement climatique.](#)
- » L'interdépendance des économies pourrait renforcer ou, au contraire, réduire l'importance des sanctions en tant qu'outil de puissance, les États pouvant, tout en nuisant aux autres par les sanctions, se nuire aussi à eux-mêmes. [En savoir plus sur le commerce.](#)



*EN ROUTE VERS L'AVENIR:
LES CATALYSEURS*

D'une certaine façon, penser à l'avenir est plus efficace si l'on considère le long terme: nous sommes doués pour voir ce qui est loin de nous, mais plus les choses sont proches, plus elles deviennent floues. Une tendance plus courte dans sa durée de vie est donc plus difficile à identifier qu'une tendance qui s'étendra sur plusieurs décennies, pour la simple raison que la première est plus rapide et dynamique que la seconde. Nous qualifions ces tendances de «catalyseurs» car, comme en chimie, elles accélèrent (ou ralentissent) à la fois les tendances lourdes et les autres catalyseurs. Contrairement aux tendances lourdes, les humains peuvent influencer plus facilement ces catalyseurs, mais ces derniers sont eux-mêmes vecteurs de changement. Ils se développent sur une période allant de six mois à cinq ans, raison pour laquelle ils sont nettement ressentis par les individus dans leur vie quotidienne. Dans le présent rapport, ces catalyseurs se déploient donc dans un cadre temporel limité à 2025.

Parmi les exemples de catalyseurs figurent les conflits violents: il s'agit de développements dont la résolution est susceptible de nécessiter une réaction rapide et de déclencher d'autres tendances à l'évolution abrupte, telles que migrations ou populisme, mais qui sont eux-mêmes dus à des tendances lourdes comme la démographie ou l'urbanisation.

Dans la mesure où les catalyseurs apparaissent plus rapidement, ils poussent les humains à agir plus vite que sur les tendances lourdes, d'évolution plus lente. Par conséquent,

Les décideurs consacrent davantage de temps aux catalyseurs qu'aux tendances lourdes.

Toutes les tendances décrites ci-dessous entrent dans cette catégorie: elles sont assorties d'un degré élevé de probabilité, mais nous devons aussi prendre en compte un certain degré d'incertitude lié à l'imprévisibilité humaine.

L'AUGMENTATION DU COMMERCE

Récemment encore, le développement du commerce mondial aurait figuré dans la

section des tendances lourdes plutôt que dans celle des catalyseurs. Toutefois, la montée du protectionnisme, aux États-Unis et ailleurs, et l'incertitude des répercussions du Brexit sur les marchés aussi bien britannique qu'europpéen semblent compromettre l'intégration progressive du système commercial mondial, au point que son avenir paraît désormais moins assuré.

Ceci étant, le commerce international reste très soutenu: les accords commerciaux régionaux et préférentiels ont été en hausse depuis vingt ans et le restent. L'Union négocie ou finalise actuellement des accords avec plusieurs États (elle a récemment conclu un accord avec le Japon) et des accords similaires sont en cours de préparation ailleurs, par exemple entre les États africains. À défaut d'une réforme ambitieuse de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'une gouvernance du commerce au niveau mondial, les accords plurilatéraux ouverts pourraient devenir courants à l'avenir⁹⁰.

La raison simple en est simple : les systèmes de négociation ouverts sont bénéfiques pour des économies de structure similaire. Ceci, ajouté au fait que les États-Unis ne peuvent à eux seuls inverser une tendance qui dure depuis vingt ans, laisse supposer que, malgré sa remise en question par un acteur majeur, le système continuera à se développer⁹¹. En 2016, le total des échanges entre les membres de l'OMC (couvrant 98 % du commerce mondial) représentait 16 billions d'USD en termes de marchandises et 4,7 billions d'USD en termes de services, témoignant de la mondialisation⁹².

Même les États-Unis constateront que leur démarche actuelle, qui vise à protéger les travailleurs et la production nationale contre la mondialisation, risque de perdre en efficacité. Par exemple, les chaînes de valeur et de production étant plus mondialisées que jamais, les droits de douane ne risquent guère de stimuler la fabrication nationale, donc de préserver les emplois. La situation est, certes, quelque peu différente quant aux produits finis: les droits de douane peuvent là permettre encore certains réajustements. Néanmoins, en tout état de cause, l'imposition de tarifs douaniers aboutirait à l'augmentation du coût des marchandises, et en fin de compte à une hausse des prix à la consommation. Le protectionnisme américain n'aura donc pas les résultats escomptés. Outre les tensions actuelles, la réorientation progressive de la Chine vers des activités domestiques

affectera le volume mondial du commerce, diminuant le volume des échanges en termes absolus. On s'attend à ce que cette tendance se poursuive à long terme, parallèlement à l'expansion du commerce entre pays du Sud. Le volume des échanges commerciaux entre les économies émergentes devrait augmenter plus rapidement que celui des échanges entre les pays développés⁹³, ce qui donnera plus de poids aux appels en faveur d'un rééquilibrage de la gouvernance commerciale au niveau mondial.

Le commerce des services et les flux de données seront cruciaux dans les années à venir. En outre, à moyen et à long terme, l'intensification des échanges commerciaux, qu'il s'agisse de biens ou de services, profitera à l'économie mondiale en stimulant la productivité au niveau mondial, les transferts de connaissances et l'innovation. Pour toutes ces raisons,

Nous sommes prudemment optimistes quant à la poursuite de la croissance des échanges à moyen et long terme, en particulier pour ce qui est des services.

Le marché européen des marchandises étant déjà pleinement développé et fortement intégré, c'est la fragmentation du marché des services qui entravera la croissance des échanges européens. Les flux de données et l'accès aux marchés des services devraient augmenter substantiellement dans les années à venir, mais la lenteur et l'inefficacité de l'intégration du marché numérique européen et du marché européen des services en général pourraient y faire obstacle⁹⁴.

Qu'est-ce que cela signifie?

Il existe un certain degré d'incertitude mais aussi un haut degré de probabilité quant à l'avenir du commerce: même si certains gouvernements sont actuellement favorables au protectionnisme, certains signes montrent que le système commercial mondial n'est pas sur le point de s'effondrer. De fait, les mouvements populistes en faveur de l'isolationnisme pointent du doigt non pas le commerce mais les taux de chômage et de pauvreté, perçus comme étant les conséquences du commerce.

Pour protéger l'ordre commercial international, il convient donc de prendre d'abord des mesures

politiques au niveau national, y compris en se concentrant à nouveau sur des politiques redistributives. D'autres aspects doivent être pris en compte :

- » Nombreux sont ceux qui associent la pauvreté et le chômage à la mondialisation mais les changements au niveau des systèmes fiscaux et de transferts jouent un rôle plus important que l'ouverture commerciale dans les défaillances de la redistribution des revenus⁹⁵. [En savoir plus sur le populisme.](#)
- » L'évolution du commerce mondial et des institutions qui le régissent dépendra en grande partie de la Chine. [En savoir plus sur la géopolitique.](#)
- » La numérisation entraînera l'essor de nouveaux secteurs qui affecteront non seulement les économies en général, mais aussi le commerce, car les services (et les emplois) pourraient être délocalisés. [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#)
- » Les technologies modernes pourraient également permettre de rapprocher la production du consommateur, réduisant ainsi l'empreinte carbone du transport de marchandises. [En savoir plus sur la prévention du changement climatique.](#)
- » La connectivité au niveau mondial pourrait renforcer ou, au contraire, réduire l'impact des sanctions sur le commerce mondial. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » Le commerce ne se limite pas à l'exportation de marchandises: il concerne également les normes d'exportation, que ce soit dans le domaine du travail, de l'environnement ou de la protection des données. Les accords commerciaux comportent de plus en plus de dispositions à cet égard, qui peuvent avoir des effets positifs sur le changement climatique, la démographie et les taux de pauvreté dans le monde⁹⁶. [En savoir plus sur la prévention du changement climatique.](#) [En savoir plus sur la démographie.](#) [En savoir plus sur l'économie.](#)

L'EXIGENCE DE VIGILANCE QUANT À LA NOURRITURE ET L'EAU

La terre est limitée en ressources, ou du moins c'est ce qu'il semble. Les avertissements concernant l'insécurité alimentaire et hydrique résonnent désormais régulièrement sur la scène



politique internationale: même dans l'Union, les pénuries d'eau et les sécheresses touchent un tiers du territoire (à noter que 44 % de l'eau douce européenne est utilisée pour refroidir les centrales thermiques, et seulement 24 % pour l'irrigation)⁹⁷. L'insécurité alimentaire et l'insécurité hydrique sont donc considérées comme des tendances lourdes mais sont, en réalité, de par leur nature et leur incidence, des catalyseurs car elles apparaissent sur une courte période et l'action humaine à leur égard peut avoir un effet immédiat.

Pour le comprendre, il convient d'examiner ce qu'est réellement l'insécurité alimentaire et hydrique. Il existe trois dimensions: premièrement, la disponibilité: peut-on obtenir de la nourriture et de l'eau? Deuxièmement, l'accessibilité: à quel prix sont-elles disponibles? Et, troisièmement, sont-elles de qualité suffisante?

Appliquée à ces différentes dimensions, on peut observer différents degrés d'insécurité. Par exemple, la première dimension – la disponibilité – est en fait une catégorie en voie de disparition: les famines ont atteint des niveaux historiquement bas dans le monde entier. Ceci s'explique par le fait que notre compréhension des famines a évolué: pendant longtemps, les experts les croyaient causées par l'insuffisance de nourriture, mais il est apparu, dans les années 80, qu'elles se produisaient alors que la nourriture est disponible – mais pas accessible. Cela signifie que la complicité humaine joue un rôle crucial dans l'apparition des famines, et que

Les coûts de production et de transport ainsi que la gouvernance sont plus importants pour notre réflexion sur l'insécurité alimentaire que l'hypothétique pénurie de ressources de la planète.

La compréhension actuelle de la sécurité alimentaire est également influencée par la qualité des aliments, c'est-à-dire par la disponibilité d'aliments qui non seulement nourrissent, mais fournissent également des nutriments et aident les individus à vivre la vie la plus longue et la plus saine possible. Lorsque nous parlons d'insécurité alimentaire en Europe, par exemple, nous nous référons principalement aux aliments qui entraînent des problèmes de santé tels que

l'obésité, plutôt qu'à un manque d'accès à la nourriture. Partout ailleurs, cependant, l'insécurité alimentaire et l'insécurité hydrique sont de véritables problèmes auxquels il faudra remédier dans les années à venir pour aider les 700 millions de personnes qui n'ont actuellement pas accès à l'eau et les 815 millions de personnes qui vivent dans l'insécurité alimentaire. Or, ni l'une, ni l'autre de ces insécurités ne sont dues à un manque de ressources: elles sont davantage imputables à la (mauvaise) gestion et aux normes de qualité⁹⁸.

En effet, les idées de «guerres de l'eau» et de «guerres alimentaires» ont captivé l'imagination de beaucoup mais il n'a encore jamais été possible d'établir un lien direct entre le manque d'eau et de nourriture abordables, d'une part, et la violence, d'autre part. Bien évidemment, les prix des denrées alimentaires est lié à un certain nombre d'indicateurs associés aux conflits (comme faible PIB, niveau de développement, etc.), mais rien ne prouve que la faim ou la soif ont en elles-mêmes causé de guerre. De même, l'insécurité hydrique est principalement le résultat d'une mauvaise infrastructure et d'une mauvaise gestion de l'eau, plutôt que de l'aridification de la planète. En fait, il est plus exact de décrire l'eau et la nourriture comme des accélérateurs de conflits que comme des déclencheurs de conflits⁹⁹.

Qu'est-ce que cela signifie?

L'accès à la nourriture et à l'eau dépend fortement d'autres aspects que leur disponibilité – en clair, sont davantage susceptibles d'intensifier les conflits existants que d'en créer de nouveaux. Cependant, tant les prix des denrées alimentaires que les signes de stress hydrique sont des indicateurs importants de l'existence d'un problème politique plus vaste, qui pourrait effectivement aboutir à des conflits et à des déplacements massifs. Dans les années à venir, nous connaissons donc des périodes de stress hydrique et alimentaire en dehors de l'Europe qu'il conviendra d'interpréter comme des signes d'une dégradation plus générale de la situation dans un État ou dans une région donnée.

» Le changement climatique exacerbera l'insécurité alimentaire et hydrique dans des régions déjà sujettes à des conflits, comme l'Afrique et le Moyen-Orient. D'après le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le changement climatique exposera un milliard de personnes à des pénuries d'eau dans les années à venir¹⁰⁰. [En savoir plus sur la prévention du changement climatique.](#) [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)

- » Les indicateurs relatifs à la nourriture et à l'eau sont liés aux conflits; ils peuvent donc être utilisés comme des signes avant-coureurs d'un conflit. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » L'Europe souffre de surnutrition plutôt que de dénutrition, ce qui a des effets néfastes sur la santé. [En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)

L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE

On peut estimer que la prospective dans son ensemble, comme discipline, est née du désir de savoir où, quand et comment les guerres se dérouleront à l'avenir¹⁰¹. Toutefois, en dépit de cet intérêt brûlant, ce n'est pas là que les prévisions ont été les plus précises, ce qui s'explique en grande partie par notre tendance à surestimer l'incidence du progrès technologique, à ignorer la complexité des vecteurs de conflits et à sous-estimer la létalité de armes relativement simples¹⁰². Cela étant, la réflexion sur l'avenir de la guerre reste cruciale car des conflits violents se poursuivront dans les prochaines années, en dépit de tous nos efforts pour les éviter.

Domaines d'intérêt stratégique de l'Union, 2019-2030



Source: IESUE, 2019.

Quelques certitudes au sujet des conflits futurs peuvent être avancées : par exemple, en extrapolant à partir des tendances passées, nous pouvons affirmer que si les guerres entre États sont devenues moins fréquentes, nous

en connaissons toujours une par décennie au niveau mondial¹⁰³. Elles peuvent prendre différentes formes: en mer, dans les airs, sur terre, dans l'espace ou encore dans le cyberspace. Elles peuvent également avoir un caractère hybride et survenir sans déclaration formelle ni acte de guerre ouvert: la propagande et l'agitation politique feront également partie de l'arsenal offensif de certains acteurs. En outre, le démantèlement actuel du régime de non-prolifération ré-ouvre la possibilité de divergence entre puissances nucléaires¹⁰⁴.

Le nombre de guerres intra-étatiques (ou civiles) restera inchangé ou augmentera dans les années à venir, à savoir, plus de 40 conflits par an. Ceci résulte du fait que tous les indicateurs relatifs aux moteurs de conflits devraient s'intensifier: en raison du changement climatique, des inégalités, de l'explosion démographique des jeunes, de la répression, de la prolifération incontrôlée des armes légères et de la connectivité des acteurs non-étatiques, les États déjà confrontés à de nombreux défis internes feront probablement face à encore plus de difficultés dans les années à venir. Nous pouvons dès lors supposer que

La majorité des conflits qui éclateront dans les années à venir seront internes aux états plutôt qu'entre des états.

Malheureusement, bon nombre de ces conflits se dérouleront dans des zones d'intérêt stratégique pour l'Europe, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord¹⁰⁵. L'Iraq, la Syrie, le Yémen et la Libye continuent d'être exposés à un risque élevé de conflit, quel que soit la situation actuelle en termes de combats.

Cependant, le monde arabe n'est pas le seul à être menacé: il en va de même pour plusieurs régions d'Afrique subsaharienne, telles que le bassin du lac Tchad, le Sahel, la Corne de l'Afrique et l'Afrique centrale. Bien que l'Union, en tant que telle, soit attachée à l'idéal de la prévention des conflits, ni elle, ni d'autres n'ont été en mesure de déceler précisément les prémisses des guerres – alors que la prévention des conflits pourrait permettre d'économiser entre 5 et 70 milliards d'USD par an¹⁰⁶.

Les nouveaux types de guerre exigeront des forces armées des compétences très différentes :



si la stabilisation des conflits est normalement moins sophistiquée et nécessite davantage de ressources humaines, elle dure aussi plus longtemps et exige un engagement politique à long terme. Les conflits qui nous affectent peuvent survenir à n'importe quel moment, en n'importe quel lieu et de n'importe quelle manière: nous ne sommes actuellement pas prêts pour ce type de conflits à 360°, mais d'autres le sont. Il pourrait inclure des technologies modernes, sous la forme de véhicules aériens sans pilote et de «robots tueurs», mais il existe d'autres menaces plus pressantes. Le véritable danger réside dans tous les types d'attaques que nous ne reconnaissons pas immédiatement comme telles, qu'il s'agisse d'infiltrations, de manipulations médiatiques et politiques ou de cyberattaques.

Qu'est-ce que cela signifie?

Bien que l'Europe ait essentiellement vécu en paix depuis la naissance de l'Union, cela ne signifie pas qu'elle sera immunisée contre les conflits à venir. Au contraire, si elle veut vivre pacifiquement la prochaine décennie, l'Europe doit se préparer à tous les aspects de la guerre qui risquent de se révéler, tout en s'impliquant dans la prévention et la résolution des conflits.

- » À l'heure actuelle, le secteur de la défense de l'Union n'est pas prêt à faire face à des conflits complexes, notamment en raison de notre fragmentation. [En savoir plus sur la gestion des conflits.](#)
- » La connectivité signifie que le cyberspace sera un front clé dans tout conflit; cependant, les régions les moins connectées seront moins touchées par cette tendance. [En savoir plus sur la connectivité.](#)
- » Tous les conflits violents au cours des 200 dernières années ont généré de nouveaux développements technologiques ou doctrines inattendus. Le progrès technologique pourrait rendre les guerres plus rapides, plus (ou moins) meurtrières et plus multidimensionnelles. [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#) [En savoir plus sur la gestion des nouvelles technologies](#)¹⁰⁷.
- » L'Europe ne peut plus se reposer entièrement sur le parapluie de sécurité des États-Unis car l'attention stratégique de Washington se tourne déjà vers l'Asie. Dès lors, elle devra non seulement améliorer ses capacités de défense mais également repenser la façon dont elle

gère les conflits si elle veut se protéger à l'avenir¹⁰⁸. [En savoir plus sur la géopolitique.](#) [En savoir plus sur la gestion des conflits.](#)

- » La désagrégation des accords visant à prévenir la course aux armements augmentera les probabilités de conflit. [En savoir plus sur la géopolitique.](#)
- » Les mégadonnées peuvent améliorer la précision de la prévision des conflits, mais pas de façon spectaculaire¹⁰⁹. [En savoir plus sur les nouvelles technologies.](#)
- » L'instabilité dans le monde arabe aura des répercussions sur les niveaux et les politiques migratoires en Europe. [En savoir plus sur les migrations.](#) [En savoir plus sur la démographie.](#) [En savoir plus sur le populisme.](#)
- » Une importante population de jeunes joue un rôle dans le déclenchement d'un conflit. [En savoir plus sur la démographie.](#)
- » L'éclatement d'un conflit est lié, entre autres, aux inégalités politiques, sociales et économiques¹¹⁰. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » Le droit international traite encore principalement des conflits entre États plutôt qu'à l'intérieur des États, rendant ceux-ci les plus dommageables sur les plans humanitaire, économique et politique. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » Le maintien de la paix est un outil coûteux exigeant des ressources humaines considérables pour calmer les guerres civiles, deux aspects sont en contradiction avec la posture stratégique actuelle de l'Europe. [En savoir plus sur la démographie.](#) [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » Comme le monde sera plus connecté, la souffrance humaine sera perceptible pour un public beaucoup plus large, ce qui peut, bien entendu, être exploité pour accroître la pression sur les décideurs afin qu'ils mettent fin aux guerres civiles qui se déroulent ailleurs. [En savoir plus sur la connectivité.](#) [En savoir plus sur le populisme.](#) [En savoir plus sur la gestion des conflits.](#)
- » À l'étranger, les guerres intra-étatiques se dérouleront de plus en plus souvent à l'intérieur des villes, conduisant à un nouveau type de guerre urbaine. [En savoir plus sur l'urbanisation.](#)

LA PERSISTANCE DU TERRORISME

À l'instar des conflits violents, le terrorisme est difficile à prévoir. En effet, l'élément de surprise est inscrit dans la nature même de ce phénomène. Cependant, nous pouvons malheureusement prévoir avec certitude que le terrorisme ne disparaîtra pas en Europe (ou ailleurs) dans les années à venir. Ce catalyseur est lié à plusieurs dynamiques.

Tout d'abord, la source de recrues de l'Etat Islamique (EI) ne tarit pas: les combattants de retour de Syrie et d'Iraq tout comme les condamnés remis en liberté sont susceptibles de mener des attaques terroristes. Plus de 1 500 terroristes, condamnés à des peines moyennes de cinq ans¹¹¹, seront libérés à l'horizon 2022 dans l'Union européenne. En outre, la radicalisation locale continue d'alimenter des attentats terroristes dans l'Union. À l'heure actuelle, entre 50 000 et 100 000 personnes sont sous surveillance en raison de leur radicalisation potentielle et ce chiffre pourrait augmenter¹¹².

Malgré ses revers actuels au Moyen-Orient, l'EI continue d'afficher son intention de mener des opérations terroristes en Europe; les zones de vide stratégique en Somalie, en Libye et dans le Sinaï égyptien continuent d'offrir un refuge sûr à ses combattants pour préparer des attentats et se livrer au recrutement stratégique¹¹³. La menace s'accroît également dans les pays des Balkans, où le salafisme djihadiste a mieux réussi à recruter qu'on ne le pense généralement: plus de 1 000 citoyens originaires de ces pays ont rejoint l'EI entre 2014 et 2016¹¹⁴. De plus, l'approche stratégique du réseau Al-Qaida (affaiblir l'«ennemi lointain», c'est-à-dire les États occidentaux, avant de créer un État) est validée par la défaite de l'EIL/Daech, ce qui laisse présager la résurgence d'Al-Qaida. En outre, une nouvelle entité djihadiste risque d'émerger avec des objectifs similaires, tirant parti de l'EI en Syrie et en Iraq.

Il convient de noter que, si les attaques terroristes djihadistes dominent l'actualité, elles ne représentent que 16 % des attaques terroristes: 67 % des attaques passées étaient de nature séparatiste, 12 % provenaient de groupes terroristes de gauche et 6 % de groupes terroristes de droite. Cette dernière catégorie a connu une augmentation significative.

Qu'est-ce que cela signifie?

Le terrorisme restera ancré dans le paysage sécuritaire européen au cours des années à venir, bien au-delà de la menace que représente l'EI: le terrorisme anarchiste, de droite ou de gauche, continue de poser un grave problème à l'Union mais reçoit beaucoup moins d'attention. Alors que la plupart des réseaux terroristes européens opèrent au-delà des frontières nationales, la coopération entre gouvernements² en la matière n'est pas encore aussi développée qu'elle pourrait l'être.

- » Tous les réseaux terroristes utilisent l'internet pour recruter des membres et échanger des informations, des fonds et des connaissances. [En savoir plus sur la connectivité.](#)
- » Le terrorisme est souvent lié à des conflits qui se déroulent en dehors de l'Europe. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » Le terrorisme de droite est lié au populisme. [En savoir plus sur le populisme.](#)
- » Le terrorisme djihadiste constitue une thématique utilisée par les partis populistes pour créer un environnement xénophobe et gagner des voix. [En savoir plus sur le populisme.](#) [En savoir plus sur la migration.](#)
- » Le terrorisme national est lié à une mauvaise intégration et aux inégalités. [En savoir plus sur l'économie.](#)

LA FULGURANCE DU PROGRÈS TECHNOLOGIQUE

L'innovation technologique est une tendance globale en ce sens qu'elle imprègne pratiquement tous les aspects de la vie humaine. Elle figure cependant dans la section des catalyseurs, parce qu'elle se développe beaucoup plus vite que les grandes tendances. Bien que le progrès technologique ait été continu, un nouvel élément s'y est ajouté:

L'intelligence artificielle commence à rivaliser avec l'intelligence humaine.

Cela se produira dans les années qui viennent en raison des innovations attendues, notamment en ce qui concerne l'internet des objets, l'IA, la





robotique avancée, les dispositifs portables et l'impression 3D. D'autres évolutions, telles que les chaînes de blocs, les nouvelles méthodes de stockage de l'énergie et la 5G, auront elles aussi une incidence¹¹⁵. Le marché des technologies numériques-clés atteindra au total 2,2 billions d'euros d'ici 2025¹¹⁶. De fait, ce domaine recèle une part importante du potentiel de croissance future de l'Europe.

À bien des égards, ces innovations faciliteront la vie des personnes, non seulement pour le quotidien mais aussi en raison de leur potentiel économique et en termes d'emploi. Sur certains plans, cependant, ces innovations sont une source de préoccupation: nous savons, par exemple, qu'elles perturberont le marché du travail en éliminant certains emplois, mais aussi en en créant de nouveaux¹¹⁷. Les machines remplaceront probablement les humains dans certains domaines répétitifs et mécaniques, sans pour autant prendre envahir l'ensemble des marchés du travail. Une étude a montré que les professions les plus durement touchées seront les chauffeurs, les trieurs de courrier et les opérateurs téléphoniques¹¹⁸. En retour, de nouveaux emplois verront le jour: selon certaines études, la grande majorité des emplois de demain n'existent pas encore¹¹⁹. Il est cependant peu probable que ce changement soit soudain ou brutal: il se fera de manière progressive¹²⁰.

La technologie n'affectera pas seulement les activités quotidiennes: elle sera également un facteur déterminant de la position de l'Europe dans le monde, en tant que puissante innovatrice technologique et en tant que créatrice de normes éthiques visant à empêcher l'utilisation de machines dans le cadre des conflits, du contrôle totalitaire et de la désinformation. Pour le moment, l'Europe risque d'être distancée par la Chine et les États-Unis, laissant à d'autres le soin de réguler un domaine crucial pour l'avenir¹²¹.

Cela dit, l'Europe est bien équipée pour relever le nouveau défi technologique: elle dispose d'un niveau élevé d'éducation, de connectivité et de revenu disponible.

Qu'est-ce que cela signifie?

Dans les années à venir, notre façon de travailler, de combattre, de vieillir, de communiquer, de résoudre les problèmes, de voyager, de commercer, d'échanger des informations, de vivre en ville, de résoudre des crimes, de faire des affaires, de voter et de communiquer avec nos

proches sera modifiée. Ce sont des évolutions que l'Europe ne pourra pas empêcher mais qu'elle peut façonner. En effet, si nous choisissons de ne pas le faire, d'autres le feront à notre place. Même si la robotique remplacera certains emplois, cela ne signifie pas que nous nous dirigeons vers un monde où les robots domineront les humains. [En savoir plus sur la gestion des nouvelles technologies.](#)

- » La technologie moderne nous rend également plus vulnérables dans le domaine du cyberspace en ce qui a trait à la criminalité et aux cyberattaques¹²². [En savoir plus sur la gestion des conflits.](#)
- » Le leadership en matière d'innovation technologique est aujourd'hui, plus encore que par le passé, un élément clé des prévisions de puissance mondiale: si l'Europe veut en faire partie, elle devra investir davantage dans la recherche et le développement, l'éducation et le développement des compétences¹²³. [En savoir plus sur la géopolitique.](#)
- » Bien que le concept d'apprentissage tout au long de la vie soit présent dans les débats depuis un certain temps, il devient aujourd'hui de plus en plus important les êtres humains devant compter sur les compétences que les machines n'ont pas. Ceci a des implications pour les systèmes éducatifs ainsi que pour la population plus âgée déjà à l'emploi¹²⁴. [En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)
- » Certaines technologies permettront une surveillance plus étroite dans les sociétés totalitaires, sapant ainsi l'idéal démocratique de l'Europe. [En savoir plus sur la façon de protéger la démocratie.](#)
- » Les nouvelles technologies changeront la manière dont les conflits humains se déroulent et il nous incombe de décider si cela sera pour le meilleur ou pour le pire. [En savoir plus sur les conflits à venir.](#)
- » Les nouvelles technologies peuvent nous aider à relever certains défis de la longévité européenne. L'IA peut améliorer la connectivité sociale et la santé émotionnelle, ainsi que les capacités cognitives et physiques¹²⁵. [En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)
- » Les nouvelles technologies pourraient contribuer à atténuer les effets du changement climatique. La technologie du captage du CO₂ peut faciliter directement la réduction nécessaire d'ici 2030 de 30 % des émissions

Tout ce que qu'il faut savoir sur qui prédit quoi à propos des répercussions de l'automatisation¹²⁷

	Perspective 1	Perspective 2	Perspective 3	Perspective 4
	Dites adieu à votre emploi	Pas de panique, et tenez bon (mais en tenant les inégalités à l'oeil)	Peu de professions seront entièrement automatisées, mais tous les emplois seront touchés	L'essor des robots industriels
Portée et contexte	Dans leur étude novatrice, Frey et Osborn (2013) ont été parmi les premiers à évaluer la probabilité d'informatisation de 702 professions sur le marché du travail des États-Unis , affirmant que l'ampleur potentielle de l'automatisation est immense.	L'OCDE (2018) s'est penchée sur les modifications des emplois similaires et a évalué quelles tâches sont difficiles à accomplir par les ordinateurs , même dans les emplois les plus propices à l'automatisation.	En se concentrant sur les années 2016-2030, le McKinsey Global Institute (2017) a utilisé des données provenant de 46 pays pour décomposer 800 professions en plus de 2 000 activités . Sur la base de cette répartition, les chercheurs ont déterminé les qualifications requises des travailleurs ou des machines pour chaque activité.	Acemoglu et Restrepo (2017) et Bruegel (2018) évaluent respectivement l'incidence spécifique des robots industriels sur l'économie des États-Unis et sur six pays de l'Union représentant 85,5 % du marché européen des robots industriels.
Évaluation des répercussions de l'automatisation	Au total, 47 % de tous les emplois aux États-Unis sont menacés. Au cours de la première vague, la plupart des travailleurs du secteur des transports et de la logistique, la majorité du personnel de bureau et de soutien administratif, ainsi que les emplois de production seront probablement remplacés.	Dans les pays de l'OCDE, 14 % des emplois sont fortement automatisables , ce qui représente environ 66 millions d'emplois perdus. Les professions qui présentent le plus élevé exigent généralement un niveau d'éducation basique ou faible, ce qui peut accroître la polarisation et les inégalités sur le marché du travail.	Si moins de 5 % des professions sont des activités qui peuvent être entièrement automatisées, jusqu'à 30 % des heures travaillées dans le monde pourraient l'être d'ici 2030. Les activités physiques sont les plus exposées à ce phénomène.	Un robot supplémentaire pour mille travailleurs réduit le taux d'emploi de 0,16 à 0,20 % en Europe. Ce changement notable affecterait principalement les jeunes, les travailleurs d'éducation intermédiaire et les hommes.

Source: European Political Strategy Center, 2018.



Points clés dans le domaine des technologies



Remarque: Année moyenne au cours de laquelle chaque point-clé devrait se produire, selon une enquête menée auprès de plus de 800 cadres et experts en TIC.

Source: Forum économique mondial, 2015.

de CO₂ et influencer indirectement le reste de ces émissions en modifiant les habitudes des consommateurs, en favorisant la montée en puissance de l'économie collaborative et en soutenant l'adaptation des entreprises à une économie circulaire¹²⁶. [En savoir plus sur la prévention du changement climatique.](#)

- » Les migrations de travailleurs peu qualifiés ont ralenti le développement des nouvelles technologies dans des secteurs tels que l'alimentation et l'agriculture, les incitations au développement d'alternatives n'étant pas encore suffisantes. [En savoir plus sur la migration.](#)
- » Si des perturbations se produisent dans l'industrie et que le chômage s'installe à grande échelle, les partis populistes pourraient prospérer. [En savoir plus sur le populisme.](#)

LES MIGRATIONS DE POPULATIONS

En apparence, les migrations ressemblent beaucoup à une grande tendance sur laquelle nous n'avons que peu d'influence. Elles ne constituent cependant qu'un symptôme des grandes tendances que sont les évolutions de la démographie, de l'économie, de la connectivité et de l'environnement. C'est précisément parce qu'elles se situent à l'intersection d'autres tendances que les migrations sont difficiles à prévoir¹²⁸. Statistiquement,

Seules 60 % des prévisions sur les migrations se sont avérées.

En ce qui concerne l'Europe, nous savons que

le nombre d'arrivées irrégulières aux frontières tend à être cyclique, augmentant ou diminuant sur une base d'environ cinq ans, avec un afflux important tous les 20 ans environ, reflet d'un changement significatif dans l'ordre international. Et une crise de réfugiés résultant d'un conflit aigu diffère notablement, bien sûr, du déplacement de migrants motivés par des raisons économiques.

En outre, nous savons que la plupart des migrants en situation irrégulière présents en Europe sont des personnes entrées de façon régulière mais dont le visa a expiré, par opposition au (généralement) petit nombre de personnes arrivant de manière illégale. Selon les prévisions actuelles, 1,8 milliard de voyageurs individuels franchiront les frontières internationales chaque année d'ici 2030, mais il est impossible de dire combien d'entre eux dépasseront la durée de séjour autorisée. S'agissant de prospective, la leçon à tirer de la crise migratoire de 2015-2016 est claire: il faut agir. L'Union n'a repris le contrôle que lorsqu'elle a entrepris de définir activement son avenir au lieu de chercher à deviner d'où viendrait le prochain flux migratoire. Dès que l'UE à 28 a commencé à exercer son influence à l'étranger, poussant le Maroc ou la Turquie à entreprendre des réformes, à créer des emplois ou à contrôler les frontières, les flux migratoires sont devenus plus prévisibles.

On peut en déduire que l'Union dispose d'une certaine marge de manœuvre pour influencer les migrations. Il serait judicieux de voir en celles-ci un moyen d'identifier les grandes tendances sous-jacentes, puis de trouver des moyens de canaliser de manière plus nuancée les réactions humaines vis-à-vis de ces tendances, comme le chômage, la sécheresse ou la guerre. En revanche, la crainte, de la part de l'Union, d'une immigration de masse inéluctable, risque de s'auto-concrétiser:

de mauvaises politiques européennes pourraient faire des migrations un moteur incontrôlé de changements démographiques, par exemple, ou faire du changement environnemental une source de troubles civils¹³⁰.

Qu'est-ce que cela signifie?

Compte tenu de la nature cyclique des migrations, il faut s'attendre à une autre vague dans les années à venir mais on ne sait pas exactement quelle sera leur ampleur ni si elles viseront l'Europe. Cependant, les migrations continueront de figurer à l'ordre du jour des décideurs. L'un des principaux points d'action à moyen terme est la création d'un encadrement des migrations au niveau mondial suffisamment solide. Pour l'Europe, les perspectives de jouer un rôle de premier plan dans ce domaine se sont accrues lorsque les États-Unis ont abandonné le processus du Pacte mondial pour les migrations des Nations unies de 2018. Celui-ci pourrait, malgré ses lacunes, constituer la base de cet encadrement dans la mesure où il se déroule à un moment où l'organisation n'est pas concentrée sur les points de discordance traditionnels entre le Nord et le Sud.

- » Le principal moteur des migrations est l'économie mondiale: l'augmentation des revenus a permis aux populations des économies en développement de gagner suffisamment de revenus et de sensibilité internationale pour franchir les frontières. Il est désormais établi que les taux d'émigration ne diminuent que lorsqu'un pays franchit le seuil du revenu moyen supérieur¹³¹. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » La pauvreté, vecteur d'émigration classique, génère le plus souvent des migrations locales, par exemple de la campagne vers la ville ou vers les pays voisins. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » La connectivité influence fortement les flux migratoires car les mesures prises par les autorités et les informations transmises par les réseaux des diasporas sont communiquées aux communautés de migrants et au sein de celles-ci. [En savoir plus sur la connectivité.](#)
- » Le changement climatique influencera les migrations vers les villes plutôt que vers l'Europe. [En savoir plus sur l'urbanisation.](#) [En savoir plus sur la prévention du changement climatique.](#)
- » Les migrations sont de plus en plus utilisées comme monnaie d'échange diplomatique. La Chine a recours à des programmes d'échange

à grande échelle pour obtenir des concessions de ressources en Asie centrale et en Afrique, par exemple, tandis que la Russie profite de la dépendance des pays voisins aux envois de fonds des émigrés pour étendre son influence. L'Union, quant à elle, utilise la libéralisation des visas et les «partenariats pour la mobilité» afin d'établir des relations avec les économies en développement. [En savoir plus sur le multilatéralisme.](#)

- » Bien qu'il existe des théories selon lesquelles, parce que les Européens sont moins nombreux, l'augmentation de la population quelque part entraînerait une augmentation des émigrants vers l'Europe, la migration n'est pas un jeu spatial à somme nulle : la recherche invalide cette crainte¹³². L'Afrique, par exemple, demeure l'une des régions les moins peuplées du monde et les migrations y restent largement intracontinentales. [En savoir plus sur la démographie.](#)
- » L'immigration n'est qu'un palliatif à la baisse démographique en Europe¹³³. [En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)
- » Les migrants sont en Europe beaucoup plus exposés au risque de pauvreté et aux inégalités que les non-migrants. [En savoir plus sur l'économie.](#)
- » Les populistes utilisent les flux migratoires pour tirer profit des attitudes xénophobes. [En savoir plus sur le populisme.](#)

LES TENTATIVES DES POPULISTES

L'appel populiste à la volonté du «peuple» et le rejet des élites (libérales) constituent un phénomène en constante augmentation en Europe depuis une vingtaine d'années, suscitant préoccupations et craintes quant à la stabilité de nos sociétés. Cependant, si le populisme semble avoir surgi de nulle part au sein de notre système démocratique, il s'agit d'une tendance qui resurgit régulièrement en Occident depuis la fin du XVIII^e siècle. Bien que certains mouvements antisystème aient utilisé des méthodes populistes pour renverser la démocratie en Allemagne ou en Italie, la plupart des poussées populistes n'ont pas cherché ou ont échoué à changer le système politique. En fait, la grande majorité des mouvements populistes apparus au cours des XIX^e et XX^e siècles aux États-Unis et en Europe se sont dissipés une fois apaisées leurs préoccupations grâce à des réformes économiques et politiques.



Qu'est-ce alors que le populisme et quelles sont ses aspirations? Nous rassemblons ici sous la définition du populisme des partis et des hommes politiques qui prétendent représenter la véritable volonté d'un peuple unifié contre les élites nationales¹³⁴. En ce sens, le populisme n'est pas une idéologie (il se retrouve à gauche comme à droite du centre politique), mais plutôt une démarche politique d'exclusion qui divise la scène politique entre amis et ennemis. En ce sens, il s'agit donc davantage d'entrepreneuriat politique que d'une idéologie.

Les préoccupations populistes s'articulent, à des degrés divers, autour d'un ensemble de trois problématiques: la crise économique, la menace pesant sur l'identité et la passivité du système politique¹³⁵. Le poids de ces divers éléments pris isolément peut cependant varier considérablement: la récente vague populiste observée aux États-Unis, par exemple, ne s'est pas manifestée dans une période de crise économique aiguë mais elle a tout de même utilisé les autres éléments nécessaires pour alimenter la pulsion populiste. La croissance s'était ralentie, les inégalités s'étaient creusées, la crise financière avait érodé la confiance envers les décideurs, et la montée en puissance de la Chine ainsi que l'essor de l'automatisation alimentaient les craintes d'une vague de chômage imminente. L'insécurité marquait en outre les questions relatives à l'identité: les citoyens avaient l'impression qu'au niveau international, les États-Unis perdaient de l'influence et qu'au niveau national, l'identité traditionnelle était menacée par une diversité culturelle et sexuelle croissante. Le fait que les décideurs (les «élites») semblaient accepter, voire prôner cet ensemble de tendances n'a fait qu'alimenter davantage le ressentiment.

L'exemple des États-Unis montre que le populisme est moins une question de performances passées que d'attentes futures.

Cependant, les populistes sont peut-être fortement tournés vers l'avenir lorsqu'il s'agit de leurs préoccupations, mais, économiquement parlant, ils adopteront une approche politique court-termiste et redistributive et, au niveau budgétaire, ils privilégient les dépenses (en envisageant, par exemple, un salaire minimum ou une augmentation des pensions); au niveau environnemental, ils pourraient réduire les

restrictions imposées aux entreprises pour protéger les emplois; au niveau social, ils identifieront comme responsables des problèmes «les autres», que ce soit en terme de sexe, de culture ou de moyens financiers.

Néanmoins, on trouve au cœur du populisme de véritables préoccupations: ce sont les poussées populistes qui ont conduit à la création de politiques d'assurance sociale en Allemagne en 1880, au «New Deal» aux États-Unis en 1933 et à l'introduction de congés payés en France et en Belgique en 1936. Il s'agit d'identifier et de prendre les mesures propres à traiter le problème à la racine. Elles ne produiront toutefois effet qu'après un certain temps.

Qu'est-ce que cela signifie?

- » S'il est clair que le populisme est déclenché par des crises (et qu'il déclenche lui-même des crises), la raison de son apparition dans certains contextes et non dans d'autres est, elle, moins claire. Dès lors, il est difficile de prédire l'avenir du populisme européen. Nous connaissons toutefois les éléments sur lesquels les partis populistes prospèrent.
- » Les préoccupations nationales ne sont pas le seul sujet du populisme: lorsque les citoyens ont le sentiment que leur État a perdu de son importance au niveau mondial, ils sont plus sensibles aux messages populistes¹³⁶. [En savoir plus sur la position de l'Europe dans le monde.](#)
- » Le populisme n'est pas seulement un mouvement: c'est aussi un style politique, qui s'appuie sur un langage émotionnel, voire ouvertement agressif, pour souligner l'urgence de ses revendications ainsi que la proximité de ses représentants avec les citoyens. Les institutions comme l'Union européenne ne maîtrisent pas facilement ce style. [En savoir plus sur la façon dont nous protégeons nos démocraties.](#)
- » Les populistes cherchent à protéger leur électorat de la concurrence internationale, et apprécient les droits de douane pour cette raison. [En savoir plus sur le commerce.](#)
- » Le populisme se nourrit d'un sentiment d'immobilisme social; l'un des moyens de stimuler la croissance est d'améliorer l'éducation, en particulier la formation tout au long de la vie pour les générations plus âgées. [En savoir plus sur la démographie.](#) [En savoir plus sur l'économie](#)¹³⁷.

- » Les mesures visant à contrer les discours populistes sur les inégalités peuvent comporter l'augmentation de l'impôt sur les successions, afin de limiter l'accumulation de richesse, des incitations fiscales aux travailleurs à investir dans des actions, le renforcement de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales et le plafonnement des hauts salaires. Cependant, le populisme est plus qu'un phénomène économique et exprime un sentiment de malaise plus général¹³⁸. [En savoir plus sur la façon de protéger la démocratie.](#)
- » Les populistes préfèrent la démocratie directe à la démocratie représentative et les systèmes proportionnels aux systèmes non proportionnels. [En savoir plus sur la façon de protéger la démocratie.](#)
- » Les populistes préfèrent généralement utiliser de nouvelles formes de communication pour contourner les médias établis; les fausses nouvelles, les rumeurs et les théories du complot n'étant pas faciles à contrer, ils privilégient les réseaux sociaux comme outils, favorisant la création de «chambres d'écho», où les utilisateurs sont exposés uniquement aux nouvelles et aux sujets qui les intéressent déjà¹³⁹. [En savoir plus sur la connectivité.](#)
- » Le populisme profite de la complexité d'un environnement international difficile à comprendre. Un niveau d'éducation plus élevé, effet induit de l'allongement de la durée de vie de la population européenne, pourrait être un remède utile car les personnes plus éduquées sont plus à l'aise avec la complexité. [En savoir plus sur la manière de mieux vieillir.](#)
- » On ne vaincra pas le populisme en adoptant son style mais en s'attaquant aux craintes sous-jacentes que fait naître l'insécurité et en combattant les propos négatifs par des propos positifs. [En savoir plus sur l'économie.](#)



L'HEURE DU CHOIX:
**LES CHANGEMENTS
DE DONNE**

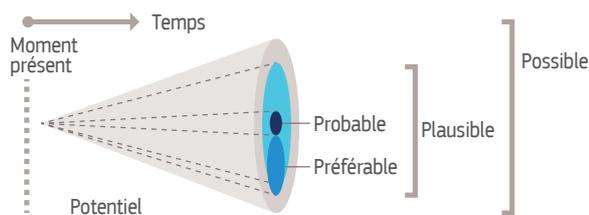


En prospective, les changements de donne désignent, comme leur nom l'indique, les moments décisifs, dans lesquels les décisions humaines peuvent faire la différence et déterminer l'avenir (les avenir) qui adviendra – c'est pourquoi ils sont présentés sous forme de questions plutôt que d'affirmations.

Les changements de donne ne viennent pas de nulle part: ils se produisent dans un avenir déterminé par l'évolution des tendances lourdes et des catalyseurs. En ce sens, l'avenir peut être imaginé comme un cône dont les bords sont esquissés par les tendances plus profondes, mais dont la forme précise résultera dans une large mesure des décisions que nous prenons. C'est pourquoi

L'attention des décideurs devrait se concentrer sur les éléments de l'avenir à leur portée.

Le cône des avenir



Source: Voros, J., 2003, «A generic foresight process framework», Foresight, volume 5, n° 3, pp. 10-21.

Les changements de donne présentés ci-après sont extrapolés à partir des tendances (identifiées à travers un an de consultations dans le cadre du réseau ESPAS) décrites dans les sections précédentes. Ils constituent un regard proprement européen sur les priorités pour agir au niveau mondial.

COMMENT SAUVER LA PLANÈTE?

Le changement climatique est la question politique la plus importante à traiter: les décisions liées au climat détermineront non seulement l'avenir de nos économies et de nos sociétés, mais aussi celui de l'humanité en tant qu'espèce. Pour l'Union européenne, ce défi se divise en deux volets: le premier vise les progrès de l'Europe dans la réalisation de ses objectifs, le second concerne le reste du monde. L'Europe ne pourra pas réduire les émissions mondiales à elle seule, mais elle sera l'un des trois acteurs clés dans ce domaine.

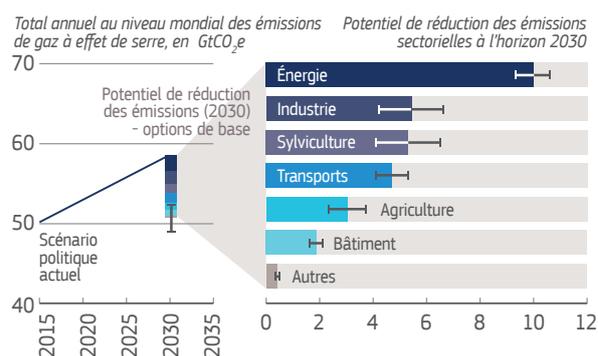
La stratégie climatique de la Commission européenne aborde la première dimension en fixant des objectifs clairs pour 2030, mais il est essentiel d'aller plus loin, dès lors que les États-Unis ont quitté l'accord de Paris. Il s'agira d'investir davantage dans la recherche et le développement pour ouvrir de nouvelles perspectives technologiques susceptibles de contribuer à la réalisation de ces objectifs et d'engager une discussion approfondie au sujet de la transition énergétique de l'UE: par exemple, si l'abandon du charbon n'est plus aussi controversé qu'avant, l'énergie nucléaire se heurte toujours à une certaine réticence. D'autres secteurs pourraient devenir plus « verts »: l'agriculture, par exemple, pourrait aider à atteindre ces objectifs (par exemple grâce à la lutte contre la déforestation)¹⁴⁰. En outre, l'Europe a commencé à s'orienter vers la création d'un système économique circulaire viable¹⁴¹. Cependant, ses États membres ne sont pas sur un pied d'égalité en ce qui concerne la réduction des émissions: certains auront besoin de plus d'aide que d'autres¹⁴².

Globalement, des trois principaux acteurs mondiaux (à la fois comme leaders et comme principaux pollueurs), les États-Unis refusent d'assumer leurs responsabilités et que la Chine n'a toujours pas de réponse globale à avancer. Dès lors,

Littéralement, il incombe à l'Europe de sauver la planète.

Cette dernière ne pourra toutefois pas agir seule, ce qui nous amène à la seconde préoccupation: l'Europe a besoin de partenaires, y compris aux niveaux national, régional et local, pour atteindre ses objectifs. Ces partenaires sont, bien sûr, la Chine, mais aussi les pays à revenu intermédiaire dont l'économie croît rapidement, comme l'Inde, le Brésil et l'Indonésie, ainsi que les acteurs régionaux, voire municipaux, d'États réticents à agir contre le changement climatique au niveau national. Pour de nombreux acteurs, les mesures nécessaires pourraient être difficiles à mettre en œuvre. L'Europe devra donc trouver une manière inédite de déployer sa diplomatie environnementale.

Potentiel total de réduction des émissions d'ici 2030



Source: PNUF.

COMMENT MIEUX VIEILLIR?

Le vieillissement de la population peut être une bonne chose à condition de vieillir en bonne santé. Malheureusement, à l'heure actuelle, l'augmentation de la longévité n'implique pas nécessairement l'augmentation du nombre d'années de vie en bonne santé. Les personnes âgées connaissent aujourd'hui, en moyenne, presque les mêmes niveaux de déclin de santé que leurs parents: malgré les progrès technologiques et l'allongement de la durée de vie, nous n'avons pas encore réalisé de «réduction de la morbidité», c'est-à-dire une réduction de la mauvaise santé au cours des dernières années de vie.

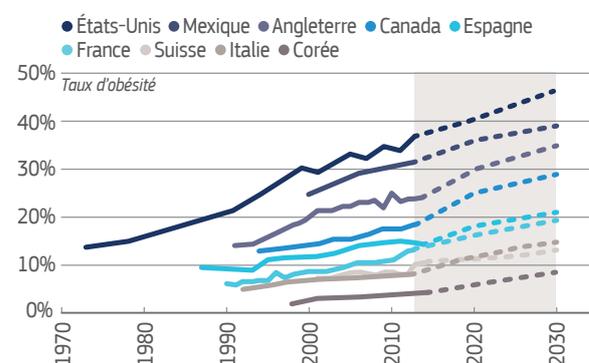
Le véritable enjeu du vieillissement n'est pas la durée de vie mais la santé.

À l'heure actuelle, les Européens souffrent d'une ou plusieurs maladies pendant près de vingt ans. A noter que, même si les femmes vivent plus longtemps que les hommes, elles tombent malades un peu plus tôt. Ainsi, la majorité des décès, en Europe comme dans le reste du monde, sera due à des maladies non transmissibles, comme le cancer et les maladies cardiovasculaires. Le principal coût lié à l'âge n'est donc pas celui des pensions, mais bien celui des soins de santé et des soins de longue durée.

Pour réduire l'augmentation prévue de 2 % des dépenses européennes liées au vieillissement d'ici 2030, nous devons non seulement réformer notre système de retraite mais aussi et parvenir à un vieillissement en bonne santé.

Après tout, le vieillissement n'est pas inéluctablement synonyme de mauvaise santé. Une étude récente montre que le mode de vie a une incidence considérable sur la santé: les personnes qui ne fument pas et ont un poids normal et/ou une tension artérielle basse gagnent non pas six ans, mais bien neuf ans de vie saine par rapport à ceux qui fument, souffrent d'obésité et ont une tension artérielle élevée¹⁴³. Or, aujourd'hui, 46 % des Européens ne font jamais d'activité physique et seuls 7 % en font cinq jours par semaine, une fréquence qui réduit considérablement la morbidité et préserve les capacités cognitives¹⁴⁴. Il en va de même pour l'alimentation: actuellement, un Européen sur deux est en surpoids ou obèse. Ce chiffre devrait augmenter dans les années à venir, à l'instar des maladies connexes, telles que diabète, maladies coronariennes, accidents cérébrovasculaires et cancers. Au total, 18,4 % des Européens fument encore quotidiennement, avec des conséquences pourtant évitables pour leur santé, comme le cancer et les maladies cardiovasculaires. Selon la Commission européenne, le tabagisme reste le plus grand risque évitable pour la santé dans l'Union¹⁴⁵.

Prévision des taux d'obésité



Remarque: L'obésité est définie comme un indice de masse corporelle (IMC) supérieur ou égal à 30kg/m². D'après les prévisions de l'OCDE, l'IMC continuera d'augmenter de manière linéaire au fil du temps.

Source: OCDE.

Actuellement, le vieillissement en Europe est vu principalement sous l'angle des retraites et des soins de santé, et l'immigration comme une solution éventuelle. Les personnes âgées, si elles étaient en meilleure santé, pourraient cependant travailler plus longtemps, nécessiteraient moins de soins médicaux et seraient plus heureuses. Des choix politiques radicaux dans le secteur des soins de santé auront donc des implications non seulement financières, mais aussi politiques¹⁴⁶. Pour atteindre les objectifs fixés, les Européens devraient perdre en moyenne 5 % de leur poids,

augmenter leur activité physique et arrêter de fumer¹⁴⁷. En outre, la poursuite de l'amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes devrait permettre d'éviter le retournement de la timide hausse actuelle de la fécondité en Europe, et son évolution positive¹⁴⁸.

COMMENT GÉRER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES?

Pour certains, l'accélération du progrès technologique semble poser une question essentiellement philosophique sur ce que signifie être humain à l'ère de l'intelligence artificielle¹⁴⁹. Il convient pourtant d'examiner d'autres questions géopolitiques et économiques, car

L'Europe n'a toujours pas rattrapé son retard vis-à-vis des pionniers de la quatrième révolution industrielle.

En matière de nouvelles technologies, pour ce qui est de la recherche et des brevets, la Chine et les États-Unis sont en train de définir l'avenir non seulement du marché numérique, mais du marché de demain en général, aussi bien que du paysage géopolitique et de la guerre¹⁵⁰. En effet, tout ne sera pas numérique, mais la technologie numérique aura une incidence sur presque tout.

Pour l'Europe, une série de questions politiques découlent de cette évolution: voulons-nous devenir les artisans de l'éthique numérique et participer à la course actuelle pour le leadership en tant qu'écosystème numérique réglementaire distinctement européen, soigneusement calibré et flexible? Sommes-nous prêts à investir, à déréglementer, à anticiper et à légiférer? Développons-nous une stratégie numérique apte à répondre à tous les enjeux socio-économiques résultant de l'innovation numérique? Essayons-nous d'anticiper les perturbations du marché du travail en proposant une nouvelle formation aux travailleurs dont les emplois risquent d'être automatisés? Luttons-nous contre le développement des technologies qui portent atteinte à la démocratie et aux droits de l'homme, en Europe et à l'étranger? Apprenons-nous, par nous-mêmes, à gérer le surplus d'informations et l'aide au quotidien que ces nouvelles technologies

peuvent apporter? Sommes-nous équipés pour faire à l'hyper-progrès, tant au niveau individuel qu'au niveau collectif? Si nous ne réagissons pas, d'autres le feront et de différentes manières.

C'est précisément parce que les nouvelles technologies recèlent tout ce potentiel, négatif et positif, que ce domaine exige un leadership et une vision politiques particulièrement fermes, ainsi que des actions décisives.

COMMENT POSITIONNER L'EUROPE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE?

De nombreux aspects du système polynodal dans lequel nous nous engageons sont familiers aux Européens: les relations et la communication entre puissances de tailles différentes constituent le fondement de notre construction, et la pluralité du monde reflète celle de l'Europe. Cela ne signifie pas pour autant qu'il nous sera facile de trouver notre place (et d'avoir une capacité d'influence) dans ce système.

Il ne faut pas cependant que nous attendions qu'on nous la donne. En effet, la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne présente d'ores et déjà la vision que nous avons de l'Union en tant qu'acteur mondial et le temps est venu de la mettre en œuvre avec plus de détermination que jamais¹⁵¹. Nous pouvons pour cela agir de manière proactive en restant en tête de la lutte contre le changement climatique, en défendant énergiquement la démocratie et des droits humains, en soutenant le système commercial mondial, en demeurant un contributeur fiable dans les organisations multilatérales et en fixant les termes du débat pour le développement d'une technologie axée sur l'humain et une utilisation éthique de l'IA¹⁵².

Mais pour que la singularité de l'Europe dans les relations géopolitiques futures s'affirme, il faudra déployer davantage d'efforts: un changement de mentalité (et, peut-être, d'institutions et de procédures) s'imposera, car l'Union devra être plus active dans des domaines où elle ne s'impliquait pas suffisamment autrefois (par exemple la défense et les conflits extérieurs). Nous devons admettre que le monde pacifique de nos rêves n'est pas encore à portée de main, ajuster notre façon de communiquer avec le reste du monde et notre présentation, et agir avec conviction.



Si nous y parvenons et si nous continuons à nous appuyer sur les progrès réalisés par l'Union au cours des dernières décennies, nous pourrions compter parmi les artisans et les innovateurs de ce siècle, et continuer à servir d'inspiration pour les autres, en dépit des défauts de l'Union¹⁵³. En ce sens,

Une Europe unie peut défendre une vision ambitieuse pour l'humanité.

Faire preuve d'unité en politique étrangère nous aidera également à renouer des liens plus étroits avec nos concitoyens: en majorité et avec constance, de deux tiers à trois quarts des Européens se prononcent en faveur d'une action commune en matière de politique étrangère et de défense. Nous sommes mandatés pour atteindre cet objectif¹⁵⁴.

COMMENT GÉRER LES CONFLITS?

Bien que l'Europe ait réussi à se créer son havre de paix, la guerre n'est pas un phénomène en voie de disparition. Alors que le changement climatique attise les conflits et aggrave l'instabilité du système international, nous devons accepter le fait que les conflits font partie de notre avenir.

En tant qu'Européens, nous rejetons la violence mais nous devons nous tenir prêts face à ceux qui voient les choses autrement.

Cela signifie que nous devons être en mesure non seulement d'affronter ceux qui tentent de porter atteinte à nos droits et aux progrès que nous avons accompli mais aussi de participer au règlement de conflits qui se déroulent ailleurs. Il ne s'agit pas seulement d'altruisme: des conflits dans notre voisinage nous ont déjà touchés de plusieurs façons et les ignorer ne les fera pas disparaître.

Nous sommes dès lors confrontés à deux problématiques: premièrement, comment nous préparer aux éventuelles attaques physiques et en ligne? Disposons-nous des procédures, de l'équipement et de l'inventivité nécessaires pour prévenir et décourager toute forme d'attaque, qu'il s'agisse de guerres cinétiques «classiques» ou d'agitation politique, de désinformation et d'infiltration? Pouvons-nous tirer profit de notre

collectivité politique dans le secteur de la défense également? Ce n'est que lorsque nous pourrions répondre sans hésitation par l'affirmative à ces questions que nous aurons fait notre devoir.

Deuxièmement, il convient de déployer des mesures plus efficaces pour empêcher l'éclatement de conflits dans d'autres régions du globe, pour résoudre ceux qui s'y déroulent et pour stabiliser les situations d'après-conflit. Cette responsabilité n'incombe pas qu'à l'Europe, mais elle compte tout de même parmi nos préoccupations; il s'agit même d'un impératif dans certains domaines d'intérêt stratégique. Jusqu'à présent, notre succès dans la prévention des conflits a été modeste, mais pas nécessairement du fait de l'inévitabilité de ces conflits. Nous ne nous sommes, par exemple, pas suffisamment engagés dans la médiation des conflits et sommes pratiquement restés en dehors de toute opération de stabilisation militaire post-conflit. Il est prouvé que la réactivation d'un conflit diminue considérablement en présence de troupes des Nations unies¹⁵⁵.

Notre approche intégrée constitue une feuille de route importante à cet égard car elle aborde en détail tous les niveaux de conflit. Cependant, elle ne portera ses fruits qu'à condition d'être mise en œuvre. Il faudra donc déployer tous les outils (diplomatiques, économiques, militaires) dont nous disposons pour les conflits, en associant à ce processus toute une gamme d'acteurs (organisations internationales, gouvernements, société civile)¹⁵⁶. Nous devons en outre soutenir ces efforts sur plusieurs années généralement, et expliquer leur but à nos citoyens. En outre, l'Europe pourrait réévaluer son soutien aux missions de maintien de la paix des Nations unies, qui jouent un rôle majeur dans la stabilisation post-conflit. À l'heure actuelle, l'Europe ne fournit que 7,4 % des troupes de maintien de la paix des Nations unies (alors que la Chine fournit aujourd'hui le plus de contingents)¹⁵⁷.

Dans les conflits en Europe comme à l'extérieur de celle-ci, la défense, à défaut d'être le seul, sera l'outil principal.

C'est peut-être là la réalité la plus difficile à accepter pour les Européens: elle exigera inévitablement une évolution de la culture stratégique. Plus important, nous relèverons plus facilement ces défis en y travaillant ensemble que si nous les affrontons seuls.

COMMENT PROTÉGER LA DÉMOCRATIE CHEZ NOUS?

La démocratie européenne est actuellement confrontée à divers défis: l'ingérence électorale, les partis populistes, les atteintes à l'état de droit, les troubles liés aux réformes, les inégalités et les migrations semblent menacer notre mode de vie politique de différentes manières. Pourtant, on aurait tort de se contenter d'interpréter la situation actuelle comme une attaque contre la démocratie: elle présente également une occasion d'adapter nos systèmes au nouvel environnement politique dans lequel nous vivons actuellement. Ce nouvel environnement est autant marqué par la connectivité et les flux d'informations que par le populisme. En fait, la participation politique a augmenté au cours des dernières années¹⁵⁸, témoignant de ce que

Ce n'est pas la démocratie qui est remise en cause mais la manière dont nous la pratiquons.

En effet, l'un des nombreux moteurs du populisme est l'impression d'une absence de réactivité des gouvernants, et non l'aspiration à des régimes autoritaires. C'est cette frustration que des tiers peuvent exploiter pour déstabiliser nos systèmes grâce à de la désinformation, mais il peut y être remédié. La «démocratie 4.0» conviendra pour les années à venir selon le type de liens entre dirigeants politiques et citoyens, ainsi que selon la manière dont les choix politiques sont formulés, présentés et mis en œuvre.

Pour protéger notre mode de vie, nous devons donc combler le fossé qui sépare les citoyens et leurs gouvernants en rendant ces derniers plus visibles et plus accessibles (aux niveaux local et régional, par exemple), en développant un récit auquel les citoyens pourront s'identifier (plutôt qu'un discours technocratique) et en redonnant vie à la vision européenne, qui va bien au-delà du domaine économique et illustre un mode de vie souhaitable et bien adapté pour gérer l'avenir. En outre, il sera primordial de protéger les infrastructures démocratiques essentielles, en particulier les mécanismes de surveillance et de redevabilité, afin de sauvegarder les démocraties

en cas de parenthèse populiste au gouvernement. Une fois au pouvoir, les populistes sont souvent tentés de vider l'état de droit et certaines libertés fondamentales (par exemple celle de la presse) de leur substance, érodant progressivement la démocratie. Le renforcement de l'état de droit nous protégera donc d'une telle corrosion populiste.

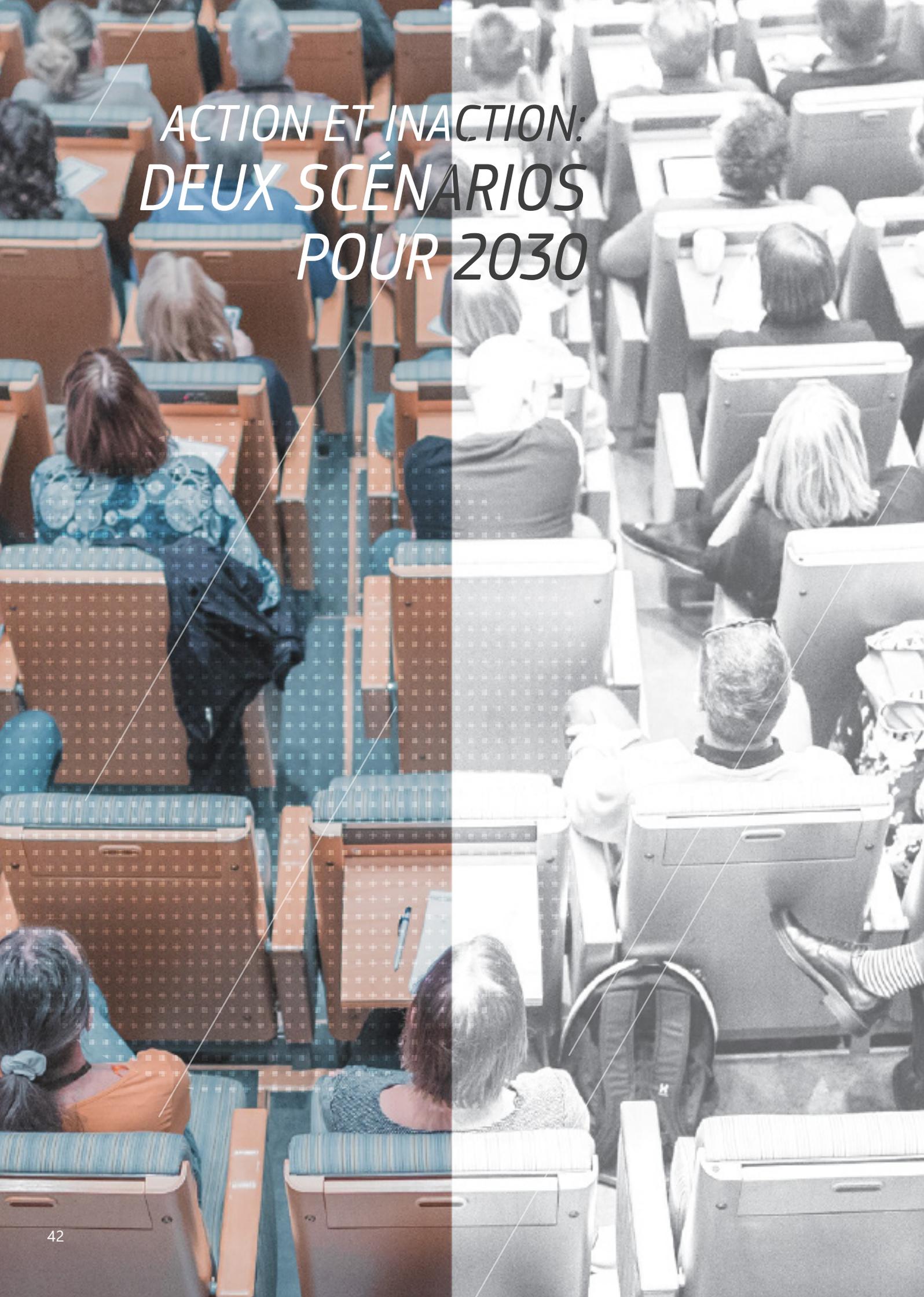
COMMENT PARVENIR À L'ÉGALITÉ?

D'une certaine manière, l'accent placé actuellement sur les inégalités nous ramène à ce qui a toujours été une pierre angulaire de la démocratie européenne: l'égalité. Bien que le débat se concentre actuellement sur sa dimension économique, l'égalité mérite d'être défendue en tant que vision à long terme du bien-être européen dans sa globalité. En ce sens, elle concerne plus que le marché du travail et les revenus: elle touche à l'intégration sociale, à la participation politique et à l'égalité des chances. En d'autres termes,

Plus nos sociétés sont égalitaires, mieux nous sommes préparés pour relever les défis de l'avenir.

Parvenir à l'égalité de participation et à l'égalité des chances n'est pas une entreprise altruiste: elle profitera à tous. En effet, des études montrent que l'amélioration de l'égalité des sexes, par exemple, créerait jusqu'à 10,5 millions d'emplois supplémentaires d'ici 2050, portant le taux d'emploi de l'Union à presque 80 %. Le PIB par habitant de l'Europe pourrait alors augmenter de près de 10 % d'ici là¹⁵⁹. En ce qui concerne les inégalités économiques excessives, il est estimé que des mesures telles qu'un salaire minimum ou un revenu de base auraient un effet neutre, voire positif, sur la croissance¹⁶⁰. L'amélioration des systèmes éducatifs, avec notamment des mécanismes aptes à promouvoir la formation permanente, permettra à nos sociétés de mieux se préparer aux défis de l'avenir, de s'adapter, d'innover et de gérer la connectivité moderne ainsi que la désinformation. Pour ce faire, deux éléments sont notamment requis: une compréhension de l'inégalité allant au-delà du secteur économique, et un leadership politique engagé.





*ACTION ET INACTION:
DEUX SCÉNARIOS
POUR 2030*

L'horizon 2030 sera, bien sûr, l'aboutissement de plus de deux scénarios: ce sera le résultat de notre action - que la prospective cherche à générer. Pour illustrer la différence entre action et inaction de manière vivante, et pour nous donner à bien saisir les conséquences de notre (in)action, nous mettons en relief ci-dessous les deux extrêmes. En réalité, l'avenir ne ressemblera vraisemblablement à aucune de ces deux options, mais se situera quelque part au milieu.

SI NOUS AGISSONS

Les effets du *changement climatique* sont atténués, car les États ont pris plus de mesures et plus rapidement: les températures augmentent, certes, mais pas de plus d'1,5 °C. L'Union européenne, la Chine et le Japon unissent leurs forces pour atténuer les effets du retrait des États-Unis de l'accord de Paris. À court terme, l'Europe doit accepter une perte totale de PIB de 9 à 32 milliards d'USD dans ce scénario mais elle compense, en opérant sa transition vers une nouvelle économie verte, par la considération qu'elle gagne au niveau mondial, et en augmentant son pouvoir relationnel et son rôle de leadership au-delà de 2030¹⁶¹. Des décisions politiques évitent la chute de 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté: des mesures préventives sont prises contre les feux de forêt, atténuant les effets de la chaleur sur les personnes de santé fragile et réduisant les coûts prévus.

L'Europe retire un avantage politique direct de l'augmentation de la part de *l'énergie* propre dans sa consommation énergétique totale, en ce

qu'elle est moins dépendante des importations de pétrole et de gaz de Russie et du Moyen-Orient, ce qui contribue, en même temps que les nouvelles technologies, à faire fléchir davantage les émissions de gaz à effet de serre.

L'Europe prépare sa main-d'œuvre aux *perturbations causées par le progrès technologique* par la formation professionnelle et l'éducation, non seulement en facilitant la transition, mais aussi en créant de nouveaux emplois¹⁶². Les Européens prennent enfin des mesures pour vivre plus sainement (150 minutes d'exercice par semaine, en particulier pour les plus de 60 ans, et amélioration du régime nutritionnel des personnes âgées) et adaptent l'environnement professionnel aux *besoins des plus âgés*. L'âge est combattu, et les citoyens plus âgés continuent de jouer un rôle productif dans la société¹⁶³. Des politiques sont élaborées pour réduire considérablement le taux de morbidité: les Européens passent désormais 80 % de leur vie en bonne santé (contre 63 % en 2018) grâce à une activité physique modérée et à une alimentation équilibrée. De par leur changement de régime alimentaire, non seulement les Européens perdent du poids, ce qui améliore leur santé, mais ils réduisent également leurs émissions de gaz à effet de serre.

L'*intelligence artificielle* (IA) et les mégadonnées sont utilisées pour améliorer les vies humaines. L'IA prend en charge certaines tâches répétitives mais l'humain reste aux postes les plus importants. Les humains exploitent désormais l'intelligence artificielle au profit de leur bien-être. Un accord sur l'utilisation de machines de guerre autonomes, tel que celui proposé par le Secrétaire

Un développement adéquat pour empêcher le changement climatique d'aggraver la pauvreté

Choix politiques	Scénario de changement climatique				
	Absence de changement climatique	Scénario à faible incidence		Scénario à incidence élevée	
	Nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté à l'horizon 2030	Nombre supplémentaire de personnes vivant dans l'extrême pauvreté à l'horizon 2030			
Scénario de prospérité	142 millions	+ 3 millions		+ 16 millions	
		+ 3 millions au minimum	+ 6 millions au maximum	+ 16 millions au minimum	+ 25 millions au maximum
Scénario de pauvreté	90 millions	+ 35 millions		+ 122 millions	
		+ 25 millions au minimum	+ 97 millions au maximum	+ 33 millions au minimum	+ 165 millions au maximum

Source: Rozenberg et Hallegatte, à paraître.

Remarque: Les principaux résultats utilisent les deux scénarios représentatifs de la prospérité et de la pauvreté. Les fourchettes sont basées sur 60 scénarios alternatifs de pauvreté et 60 scénarios alternatifs de prospérité.



général des Nations unies, garantit que l'humain reste maître des décisions mettant en jeu la vie de personnes¹⁶⁴.

L'Europe *investit davantage dans la recherche et le développement*, atteignant enfin son objectif de 3,0 % en 2020; elle continue ainsi à repousser les frontières technologiques. En outre, une meilleure coopération entre les États membres dans le domaine de la recherche crée un environnement propice à l'innovation.

La *démocratie* se remet de ses récents revers, tant en Europe qu'à l'international: la stabilisation du système tunisien, grâce au soutien européen, prouve aux citoyens de l'ensemble de la région que la démocratie se fraye un chemin au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En Europe, la réduction des inégalités, la compatibilité des styles politiques et les développements économiques positifs amenuisent le soutien auparavant accordé aux partis populistes. La migration régulée, assistée par des programmes d'intégration, réduit la xénophobie et accroît l'égalité.

Les *conflits violents* sont principalement gérés au moyen d'un programme de prévention solide développé par les Nations unies; l'Europe est capable de se défendre dans le monde réel et dans le cyberspace, rendant les cyberattaques beaucoup moins efficaces. Grâce à une coopération accrue au sein de l'Union, cette dernière développe un degré élevé d'autonomie stratégique et continue à investir dans une coopération plus étroite en matière de défense et de renforcement des capacités.

L'Europe réduit les *inégalités* économiques en en faisant une priorité politique. La cessation des flux financiers illicites et de l'exploitation des travailleurs, ainsi que la création d'un salaire minimum sur le continent figurent parmi les mesures prises. À l'extérieur de l'Europe, l'affirmation des syndicats et une meilleure intégration des femmes dans la population active ont réduit les inégalités et amélioré les normes.

En mettant en place au sein des institutions une *force de prospective*, les dirigeants européens parviennent à anticiper les défis politiques, tels que la perte d'emplois due à l'automatisation, et à s'y préparer.

Au *niveau mondial*, les Européens restent forts et cohésifs et nouent dans le monde entier des alliances avec des États aux idées proches. L'Union coopère avec la Chine et l'Inde (et

d'autres États) pour maintenir une économie mondiale connectée et pour atténuer le changement climatique.

SI NOUS N'AGISSONS PAS

En ce qui concerne le *changement climatique*, les États n'honorent pas leurs engagements et la température augmente de plus de 2 °C. Les nuits représentant des records de chaleur sont multipliées par cinq en Europe et les coûts augmentent dans plusieurs domaines: hausse des soins de santé, aucune mesure n'ayant été prise pour atténuer les effets de la chaleur pour les personnes âgées; propagation des feux de forêt; augmentation des flux migratoires augmentent; et réduction considérable de la production du fait des sécheresses, inondations et autres événements extrêmes. En outre, en raison du changement climatique, plus de 100 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté en 2030, annihilant ainsi les progrès majeurs réalisés depuis les années 80¹⁶⁵. Un sentiment croissant de fatalité et de panique sape et divise la société, mettant en danger nos structures de coopération à tous les niveaux et portant un coup fatal à la stabilité politique de l'Union.

En ce qui concerne la *longévité*, les Européens continuent de faire peu d'exercice physique, ce qui coûte aux États de l'Union 46,5 milliards d'euros par an en soins de santé. En raison de la malnutrition, de l'exclusion sociale et de la rigidité des environnements de travail, non seulement les personnes âgées sont exclues du monde du travail mais leur santé décline, faisant peser une lourde charge sur les systèmes européens de santé et de protection sociale¹⁶⁶.

Les *progrès non réglementés de la technologie moderne* ont des conséquences imprévues. On citera par exemple l'utilisation de la robotique dans les conflits, menant à des tueries aveugles; l'évolution incontrôlée de la superintelligence, qui remplace l'intelligence humaine; l'utilisation abusive des mégadonnées pour affaiblir les démocraties et même le libre arbitre. Les emplois perdus ne sont pas remplacés par de nouveaux postes. L'Europe continue d'investir peu dans la recherche et le développement et prend du retard par rapport à la Chine sur le plan de l'innovation.

La poursuite du soutien aux « stabilocraties » dans les Balkans occidentaux et au Moyen-Orient retarde l'émergence de *systèmes démocratiques stables* dans ces régions.

En Europe, les inégalités incontrôlées, accentuées par les pertes d'emplois à grande échelle dues aux progrès technologiques, fournissent aux partis populistes de nombreux prétextes pour obtenir du soutien. Le manque d'intégration des migrants et la poursuite des attaques terroristes alimentent la xénophobie et renforcent encore plus ces partis.

En l'absence de mécanisme opérationnel de *résolution des conflits*, la violence qui règne à l'est et au sud de l'Europe continue d'affecter sa sécurité. Au lieu d'agir activement pour résoudre les conflits, l'Union en est un spectateur passif. Dans le domaine militaire, l'Union reste fragmentaire, défensive et vulnérable aux méthodes asymétriques telles que les cyberattaques.

L'écart de revenu continue à s'élargir, ce qui rend encore plus flagrante l'inégalité de leur *répartition*. En Europe, les partis populistes tirent profit; au Moyen-Orient, les inégalités alimentent les troubles civils.

Au *niveau international*, les Européens se perdent dans une course à la souveraineté nationale. La force issue de leur Union se dissipe, diluant la voix de l'Europe sur la scène internationale. Par conséquent, les valeurs telles que la démocratie, les droits de l'homme et la résolution pacifique des conflits s'érodent à l'échelle mondiale.



CONCLUSION
LA PROSPECTIVE
NE REMPLACE
PAS L'AVENIR



Le présent rapport s'est fixé deux objectifs: réduire modérément notre incertitude face à l'avenir et nous inciter à agir pour le façonner. L'un ne peut se faire sans l'autre: un degré élevé de certitude ou d'incertitude peut conduire à l'inaction, mais l'inaction signifierait que nos certitudes ne valent à rien. Cela signifie également que la ressemblance effective du monde en 2030 avec ce qui est décrit dans ce rapport n'est pas déterminante pour son succès ou son échec, mais l'ampleur de l'action qu'il aura générée. La prospective ne remplace pas l'avenir: elle ne fait que l'éclairer. En ce sens,

La prospective est à la prise de décision ce que la reconnaissance est à la guerre.

Sans elle, nous risquons d'avancer à tâtons au lieu de suivre une vision stratégique. Une réflexion prospective bien menée guidera nos efforts et nous aidera à éviter les erreurs et à nous concentrer sur notre objectif. Idéalement, la prospective stimule les idées, offre de nouvelles pistes de réflexion et nous insuffle l'élan et la volonté indispensables pour agir de manière proactive face à l'avenir. Pour y parvenir, il n'est pas nécessaire que la réflexion prospective se vérifie: il faut plutôt qu'elle soit créative, contre-intuitive et prête même légèrement à controverse. Si la lecture de ce rapport en 2030 est amusante, ce sera, espérons-le, parce que nous nous serons poussés nous-mêmes et aurons poussé d'autres à agir. Lorsque la prospective ne parvient pas à forcer les décideurs à agir, elle est en échec.

Quoique cette affirmation puisse sonner comme un truisme, cet exercice est particulièrement important aujourd'hui: même si l'humanité est continuellement confrontée à des défis et doit sans cesse prendre des décisions, la décennie des années 2020 sera encore plus chargée de ce point de vue. En d'autres termes, les décisions prises au cours de cette période fixeront le cap bien au-delà de 2030 et auront des répercussions qu'il ne sera pas facile de contrer. Ces décisions donneront les grandes tendances que connaîtront les générations futures, pour le meilleur ou pour le pire.

La surcharge du programme de mesures à conduire compliquera l'action: du changement climatique à la transformation économique, en passant par l'évolution de l'ordre mondial, la liste des perturbations est longue. En outre, du fait de l'instabilité qui accompagne souvent les périodes de transition, les ressources risqueront d'être détournées vers les priorités du présent plutôt que vers les priorités qui concernent l'avenir. Pour éviter cela, il peut être judicieux de prévoir des exercices de prospective réguliers ou même des unités de prospective spéciales, pour nous rappeler de maintenir le cap.

Indépendamment des bouleversements qui caractériseront les prochaines années,

Notre mission la plus importante sera de ne pas perdre de vue nos objectifs pour l'avenir.



1. Bernard Cazes, *Histoire des futurs : les figures de l'avenir*, de saint Augustin au XXI^e siècle (Paris: Seghers, 1986) ; David Hecht, 'The Neural Basis of Optimism and Pessimism', *Experimental Neurobiology*, 2013 September; 22(3): 173–199. Bruno Tertrais, *L'apocalypse n'est pas pour demain : pour en finir avec le catastrophisme* (Paris : Denoël, 2011)
2. Daniel Kahneman, *Thinking, fast and slow* (New York: Farrer, Straus & Geroux, 2011); World Economic Forum, 'Most people around the world are overly pessimistic', December 2017, available at <https://www.weforum.org/agenda/2017/12/you%27re-probably-too-pessimistic/>; Hans Rosling, *Factfulness : Ten Reasons We're wrong about the world – and why things are better than you think* (Sceptre: London, 2018).
3. Florence Gaub, 'The benefit of hindsight: What we got wrong – and why', Brief 1, 2019, European Union Institute for Security Studies, available at <https://www.iss.europa.eu/content/benefit-hindsight>
4. Christoph O. Meyer & Florian Otto, 'How to Warn: 'Outside-in Warnings' of Western Governments about Violent Conflict and Mass Atrocities', *Media, War and Conflict*, Vol 9, Issue 2, 2016; Time, 'Why We Keep Ignoring Even the Most Dire Climate Change Warnings', 8 October 2018, available at <http://time.com/5418690/why-ignore-climate-change-warnings-un-report/>
5. Ariel Colonomos, *Selling the Future: The Perils of Predicting Global Politics* (Hurst: London, 2016), p.6
6. Yuval Noah Hariri, *Homo Deus: A Brief History of Tomorrow* (Harvill Secker: London, 2016), pp. 155 - 177
7. The author would like to thank Rosa Balfour, Mat Burrows, Marko Čeperković, Giovanni Faleg, Daniel Fiott, Roderick Parkes, Eva Pejsova, Bruno Tertrais, Stanislas Secrieru and John-Joseph Wilkins for their input – and Eamonn Noonan in particular.
8. Álvaro de Vasconcelos, 'ESPAS Report 'Global Trends 2030 - Citizens in an Interconnected and Polycentric World'', April 2012, available at <https://www.iss.europa.eu/content/espas-report-%E2%80%98global-trends-2030-citizens-interconnected-and-polycentric-world%E2%80%99>; ESPAS, 'Global Trends to 2030: Can the EU meet the challenges ahead?', 2015, available at <http://ec.europa.eu/epsc/sites/epsc/files/espas-report-2015.pdf>; ESPAS, 'Global Trends to 2035: Geo-politics and international power', September 2017, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/global-trends-2035-geo-politics-and-international-power>; ESPAS, 'Shaping the Future of Geopolitics: Foresight and Strategic Game Changers', November 2017, available at https://ec.europa.eu/epsc/sites/epsc/files/espas17_-_thinkpieces_-_web_quality.pdf; European Parliament, 'Global Trends to 2035: Economy and Society', November 2018, available at [http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_STU\(2018\)627126](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_STU(2018)627126); European Defence Agency, 'Exploring Europe's capability requirements for 2035 and beyond', June 2018, available at <https://www.eda.europa.eu/docs/default-source/brochures/cdp-brochure---exploring-europe-s-capability-requirements-for-2035-and-beyond.pdf>; National Intelligence Council, 'Global Trends: Paradox of Progress', January 2017, available at <https://www.dni.gov/index.php/global-trends/letter-nic-chairman>; European Parliament, 'Global Trendometer: Essays on medium- and long-term global trends', July 2018, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/612835/EPRS_STU\(2018\)612835_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/612835/EPRS_STU(2018)612835_EN.pdf)
9. This report uses the term 'Europe' in the political sense interchangeably with the 'European Union' (rather than the European continent).
10. World Meteorological Organization, 'July sees extreme weather with high impacts', 1 July 2018, available at <https://public.wmo.int/en/media/news/july-sees-extreme-weather-high-impacts>
11. International Panel on Climate Change, 'Special Report: Global Warming of 1.5 °C', October 2018, <https://www.ipcc.ch/sr15/chapter/summary-for-policy-makers/>;
12. Michael T. Schmeltz et al., 'Economic Burden of Hospitalizations for Heat-Related Illnesses in the United States, 2001–2010', *International Journal of Environmental Research and Public Health*, September 2016, Vol.13 No.9
13. World Economic Forum, 'The Global Risks Report 2018', January 2018, <https://www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2018>; For additional reading on climate change please read: Mary Robinson, *Climate Justice: Hope, Resilience, and the Fight for a Sustainable Future* (Bloomsbury Publishing 2018); Will Steffen et al, 'Trajectories of the Earth System in the Anthropocene', (PNAS 2018) <https://doi.org/10.1073/pnas.1810141115>
14. European Commission, '10 Trends Reshaping Climate and Energy', 3 December 2018, available at https://ec.europa.eu/epsc/sites/epsc/files/epsc_-_10_trends_transforming_climate_and_energy.pdf
15. Independent, 'Global warming set to cost the world economy £1.5 trillion by 2030 as it becomes too hot to work', 19 July 2016, available at <https://www.independent.co.uk/environment/global-warming-climate-change-economic-effects-jobs-too-hot-to-work-india-china-a7143406.html>
16. Peter H. Gleick, 'Water, Drought, Climate Change, and Conflict in Syria', *Weather, Climate and Society*, July 2014, available at <https://journals.ametsoc.org/doi/10.1175/WCAS-D-13-00059.1>
17. Boyd A. Swinburn et al., 'The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change: The Lancet Commission report', *The Lancet*, January 2019, available at <https://www.thelancet.com/commissions/global-syndemic>
18. Demographic projections over the last 40 years have been accurate within a 4% margin. National Research Council, *Beyond Six Billion: Forecasting the World's Population* (Washington, DC: The National Academies Press, 2000), p.37
19. United Nations, 'World Population Prospects: Key Findings and Advance Tables, 2017 Revision', (New York: United Nations, 2017), https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf
20. European Environment Agency, 'Population trends 1950 – 2100: globally and within Europe', 17 October 2016, available at <https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/total-population-outlook-from-unstat-3/assessment-1>; Eurostat News release, 'EU population up to almost 512 million at 1 January 2017', 10 July 2017, available at <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/8102195/3-10072017-AP-EN.pdf/a61ce1ca-1efd-41df-86a2-bb495daabdab>
21. United Nations, 'World Population Prospects: Key Findings and Advance Tables, 2017 Revision', (New York: United Nations, 2017), https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf
22. United Nations, 'World Population Prospects: Key Findings and Advance Tables, 2017 Revision', (New York: United Nations, 2017), https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf
23. African Development Bank Group, 'Briefing Note 4: Africa's Demographic Trends', March 2012, available at <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/FINAL%20Briefing%20Note%204%20Africa's%20Demographic%20Trends.pdf>; The Lancet, 'Future life expectancy in 35 industrialised countries: projections with a Bayesian model ensemble', February 2017, available at <https://www.thelancet.com/action/showFullTextImages?pii=S0140-6736%2816%2932381-9>
24. Imperial College London, 'Average life expectancy set to increase by 2030', February 2017, available at <https://www.imperial.ac.uk/news/177745/average-life-expectancy-increase-2030/>
25. United Nations, 'World Population Prospects: Key Findings and Advance Tables, 2017 Revision', (New York: United Nations, 2017), https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf
26. Mikhail Denisenko, 'Will Russia withstand demographic blow.' From the series of lectures 'Forecasting threats', Argumenty i Fakty (AIF.ru), December 12, 2013, available at <http://www.aif.ru/onlineconf/1392868>
27. Population Reference Bureau, 'Youth Population & Employment in the Middle East & North Africa', July 2011, available at <http://www.un.org/esa/population/meetings/egm-adolescents/roudi.pdf>
28. Paul R. Ehrlich, *The Population Bomb: Population Control or Race to Oblivion?* (New York: Ballantine Books, 1968)
29. Bruno Tertrais, 'The Demographic Challenge: Myths and Realities', Institut Montaigne, July 2018, p.5 available at their willingness to participate in large-scale and long-term stabilization operations could weaken <http://www.institutmontaigne.org/en/publications/demographic-challenge-myths-and-realities>
30. European Commission, 'The Ageing Report: Economic and Budgetary Projections for the 28 EU member states (2016 – 2070)', 25 May 2018, available at https://ec.europa.eu/info/publications/economy-finance/2018-ageing-report-economic-and-budgetary-projections-eu-member-states-2016-2070_en
31. European Commission, *ibid*.
32. Eurostat, 'Gender pay gap statistics', available at https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Gender_pay_gap_statistics
33. Paul Collier, *Exodus. How Migration is Changing Our World*, (Oxford, Oxford University Press, 2013) p. 61, p. 123 [traduction libre]
34. Yair Ghitza and Andrew Gelman, 'The Great Society, Reagan's Revolution and Generations of Presidential Voting', Columbia University Working Paper, 14 June 2014, available at http://www.stat.columbia.edu/~gelman/research/unpublished/cohort_voting_20140605.pdf; The New York Times, 'How Birth Year Influences Political Views', July 2014, available at <https://www.nytimes.com/interactive/2014/07/08/upshot/how-the-year-you-were-born-influences-your-politics.html>
35. While the United Nations calculate 55% of people to live in cities in 2018, this study assesses that 85% already live in urban areas: United Nations Department of Social and Economic Affairs, '2018 Revision of World Urbanization Prospects', available at <https://esa.un.org/unpd/wup/>; http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/cities-report/state_eu_cities2016_en.pdf

36. European Commission Directorate-General for Regional and Urban Policy & United Nations Human Settlements Programme, 'The State of European Cities', available at http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/cities-report/state_eu_cities2016_en.pdf
37. United Nations Department of Social and Economic Affairs, '2018 Revision of World Urbanization Prospects', available at <https://esa.un.org/unpd/wup/>
38. Jeremy Gorelick, 'Raising capital for intermediary cities', OECD Development Matters, September 2018, available at <https://oecd-development-matters.org/2018/09/10/raising-capital-for-intermediary-cities/>
39. European Commission Directorate-General for Regional and Urban Policy & United Nations Human Settlements Programme, 'The State of European Cities', available at http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/cities-report/state_eu_cities2016_en.pdf
40. European Committee of the Regions, 'Reflecting on Europe: How Europe is perceived by people in regions and cities', April 2018, p.11, available at https://cor.europa.eu/Documents/Migrated/news/COR-17-070_report_EN-web.pdf
41. ESPAS Ideas Paper Series, 'Global Trends to 2030: The future of urbanization and megacities', October 2018; Bart Somers, Zusammen Leben: Meine Rezepte gegen Kriminalität und Terror (C.H. Beck: München, 2018)
42. Wolfgang Dauth, 'Assortative matching in cities', Vox, available at <https://voxeu.org/article/assortative-matching-cities>
43. Alex Ezeh et al. 'The history, geography, and sociology of slums and the health problems of people who live in slums', The Lancet, February 2017, Volume 389, No. 10068, pp. 547-558
44. European Economic and Social Committee, 'The future evolution of civil society in the European Union by 2030', 2018, available at <https://www.eesc.europa.eu/en/our-work/publications-other-work/publications/future-evolution-civil-society-european-union-2030>
45. European Forum for Urban Security, 'The Nice Declaration: Cities action for preventing violent extremism and securing urban spaces in Europe and the Mediterranean', October 2017, <https://www.nice.fr/uploads/media/default/0001/15/TERRORISME%20EUROPE%20De%CC%81claration%20-%20der%20version.pdf>
46. Brantley Liddle, 'Impact of populations, age structure, and urbanization on carbon emissions/energy consumption: evidence from macro-level, cross-country analyses', Population and Environment, Vol. 35, No. 3 (March 2014): pp. 286-304.
47. Alan Berube, 'City and metropolitan income inequality data reveal ups and downs through 2016', Brookings, 5 February 2018, available at <https://www.brookings.edu/research/city-and-metropolitan-income-inequality-data-reveal-ups-and-downs-through-2016/>; Ajaz Ahmad Malik, 'Urbanization and Crime: A Relational Analysis', Journal Of Humanities And Social Science, Volume 21, Issue 1, Ver. IV (Jan. 2016) pp.68-74
48. Euromonitor International, 'Income Inequality Ranking of the World's Major Cities', 31 October 2017, available at <https://blog.euromonitor.com/2017/10/income-inequality-ranking-worlds-major-cities.html>
49. Ronak B. Patel & Frederick M. Burkle, 'Rapid urbanization and the growing threat of violence and conflict: a 21st century crisis', Prehospital and Disaster Medicine, Volume 27, Issue 2, April 2012, pp. 194-197
50. The Economist, 'Where have all the burglars gone?', July 2013, available at <https://www.economist.com/briefing/2013/07/20/where-have-all-the-burglars-gone>
51. PriceWaterhouseCoopers (PwC), 'The World in 2050; The Long View: How Will the Global Economic Order Change by 2050?', February 2017, available at <https://www.pwc.com/gx/en/world-2050/assets/pwc-the-world-in-2050-full-report-feb-2017.pdf>
52. International Monetary Fund, 'World Economic Outlook – April 2018', April 2018, available at <https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/WEO/2018/April/text.aspx>; European Commission, 'Economic & Budgetary Projections for the 28 EU Member States (2016-2070)', May 2018, available at https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/ip079_en.pdf
53. World Economic Forum, 'What will global GDP look like in 2030?', February 2016, available at <https://www.weforum.org/agenda/2016/02/what-will-global-gdp-look-like-in-2030/>; PriceWaterhouseCoopers (PwC), 'The World in 2050; The Long View: How Will the Global Economic Order Change by 2050?', February 2017, available at <https://www.pwc.com/gx/en/world-2050/assets/pwc-the-world-in-2050-full-report-feb-2017.pdf>; Wayne M. Morrison, 'China's Economic Rise: History, Trends, Challenges, and Implications for the United States', Congressional Research Service, February 2018, available at <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33534.pdf>
54. Christine Lagarde, 'Is the world prepared for the next financial crisis?', Foreign Policy, 22 January 2019, available at <https://foreignpolicy.com/gt-essay/is-the-world-prepared-for-the-next-financial-crisis-christine-lagarde-economy-recession/>
55. Homi Kharas, 'The Unprecedented Expansion of the Global Middle Class', Brookings, 28 February 2017, available at <https://www.brookings.edu/research/the-unprecedented-expansion-of-the-global-middle-class-2/>
56. World Bank, 'Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality', Washington: 2016, available at <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25078/9781464809583.pdf>
57. Branko Milanovic, Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization (Cambridge: Belknap Press of Harvard University Press, 2016)
58. The New Yorker, 'The Psychology of Inequality', 15 January 2018, <https://www.newyorker.com/magazine/2018/01/15/the-psychology-of-inequality>; OECD, 'An Overview of Growing Income Inequalities in OECD Countries: Main Findings', 2011, available at <https://www.oecd.org/els/soc/49499779.pdf>
59. Jeremy Greenwood, 'Marry Your Like: Assortative Mating and Income Inequality', National Bureau of Economic Research, Working Paper No.19829, January 2014, available at <https://www.nber.org/papers/w19829>
60. European Parliament, 'Global Trends to 2035: Economy and Society', November 2018, p.87, available at [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/627126/EPRS_STU\(2018\)627126_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/627126/EPRS_STU(2018)627126_EN.pdf)
61. Quoted in World Happiness Report 2017, available at <https://s3.amazonaws.com/happiness-report/2017/HR17.pdf>
62. World Happiness Report 2017, available at <https://s3.amazonaws.com/happiness-report/2017/HR17.pdf>
63. Steven Pinker, Enlightenment Now: The case for reason, science, humanism, and progress (New York: Viking, 2018), pp.97-120; EuroStat, 'At risk of poverty or social exclusion in the EU-28, 2016', available at <http://ec.europa.eu/eurostat/news/themes-in-the-spotlight/poverty-day-2017>
64. ESPAS Ideas Paper Series, 'Global Trends to 2030: New ways out of poverty and exclusion', January 2019, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/global-trends-2030-new-ways-out-poverty-and-exclusion>
65. World Bank, 'Climate Change Complicates Efforts to End Poverty', 6 February 2015, <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2015/02/06/climate-change-complicates-efforts-end-poverty>
66. Lars-Erik Cederman, Inequality, Grievances, and Civil War (Cambridge University Press: Cambridge, 2013)
67. ESPAS Ideas paper, 'The Future of Work and Workplaces', May 2018, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/global-trends-2030-future-work-and-workplaces>
68. Eurostat, 'Europe 2020 Indicators – R&D and Innovation', June 2018, available at http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Europe_2020_indicators_-_R%26D_and_innovation; Eurostat, 'R&D Expenditure', March 2018, available at http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/R_%26_D_expenditure
69. OECD, 'In It Together: Why Less Inequality Benefits All', 2015, p.69, https://read.oecd-ilibrary.org/employment/in-it-together-why-less-inequality-benefits-all_9789264235120-en#page70
70. Organization of the Petroleum Exporting Countries, 'World Oil Outlook 2040', Vienna 2017, p.13, available at https://www.opec.org/opec_web/flipbook/WOO2017/WOO2017/assets/common/downloads/WOO%202017.pdf
71. European Commission, 'EU Reference Scenario 2016: Energy, transport and GHG emissions Trends to 2050', July 2016, p.38, available at https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/20160713%20draft_publication_REF2016_v13.pdf; European Commission, '2030 Energy Strategy', available at <https://ec.europa.eu/energy/en/topics/energy-strategy-and-energy-union/2030-energy-strategy>
72. International Renewable Energy Agency, 'The Age of Renewable Energy Diplomacy', 29 November 2017, available at <https://www.irena.org/newsroom/articles/2017/Nov/The-Age-of-Renewable-Energy-Diplomacy>
73. Bloomberg NEF, 'Global Storage Market to Double Six Times by 2030', 20 November 2017, <https://about.bnef.com/blog/global-storage-market-double-six-times-2030/>
74. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation, 'Literacy Rates Continue to Rise from One Generation to the Next', Fact Sheet No. 45 September 2017
75. IHS Markit, 'Number of Connected IoT Devices Will Surge to 125 Billion by 2030, IHS Markit Says', 24 October 2017, available at <https://technology.ihsmarkit.com/596542/number-of-connected-iot-devices-will-surge-to-125-billion-by-2030-ihsmarkit-says>
76. IATA, '2036 Forecast Reveals Air Passengers Will Nearly Double to 7.8 Billion', 24 October 2017, available at <https://www.iata.org/pressroom/pr/Pages/2017-10-24-01.aspx>
77. OECD, 'Strategic Transport Infrastructure Needs to 2030', available at <https://www.oecd.org/futures/infrastructureto2030/49094448.pdf>

78. PWC, 'By 2030, the transport sector will require 138 million fewer cars in Europe and the US', January 2018, available at <https://press.pwc.com/News-releases/by-2030--the-transport-sector-will-require-138-million-fewer-cars-in-europe-and-the-us/s/a624f0b2-453d-45a0-9615-f4995aaa6cb>
79. Nita Madhav et al, 'Pandemics: Risks, Impacts, and Mitigation', in Disease Control Priorities: Improving Health and Reducing Poverty, (Washington DC: World Bank, 2017) 3rd edition.
80. Cognizant, 'The Future of Air Travel: Eight Disruptive Waves of Change', June 2017, available at <https://www.cognizant.com/whitepapers/the-future-of-air-travel-eight-disruptive-waves-of-change-codex2566.pdf>
81. Parag Khanna, 'Urbanisation, technology, and the growth of smart cities', Singapore Management University, November 2015, available at <https://ink.library.smu.edu.sg/cgi/viewcontent.cgi?article=1030&context=ami>
82. ESPAS Ideas Paper Series, 'Global Trends to 2030: Identities and Biases in the Digital Age', October 2018, available at https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/Ideas%20Paper%20Digital%20Identities%20ESPAS-EPSC_V08.pdf
83. Jonathan D. Moyer, Tim Sweijs, Mathew J. Burrows, Hugo van Manen, 'Power and influence in a globalized world', The Hague Centre for Strategic Studies, February 2018, available at <https://hcss.nl/report/power-and-influence-globalized-world>; Yaging Qin, A Relational Theory of World Politics (Cambridge: Cambridge University Press, 2018)
84. Karl Deutsch and J. David Singer, 'Multipolar Power Systems and International Stability', World Politics, N.16, 1964, p.390. Hans Morgenthau, Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace, (Alfred A. Knopf; New York, 1973), p.341-342.
85. Karl-Heinz Kamp, 'NATO's Short-Term vs. Long-Term Challenge', NATO Defence College Policy Brief, March 2019
86. NATO, 'Framework for Future Alliance Operations', 2018, available at https://www.act.nato.int/images/stories/media/doclibrary/180514_ffao18-txt.pdf; Barbara Lippert et al., 'Strategische Autonomie Europas : Akteure, Handlungsfelder, Zielkonflikte', SWP-Studie 2, February 2019, available at <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2019S02/>
87. François Godement & Manuel Lafont Rapnouil, 'La Chine à l'ONU : de l'influence au leadership par défaut ?', unpublished paper
88. Robert Keohane & Joseph Nye, Power and interdependence: world politics in transition (Boston: Little, Brown, 1977)
89. More in Common, 'Attitudes Towards Refugees, Immigrants, and Identity in France', July 2017, available at <https://moreincommon.squarespace.com/france-report>; More in Common, 'Attitudes Towards National Identity, Immigration, and Refugees in Germany', July 2017, available at <https://moreincommon.squarespace.com/germany-report>
90. Bertelsmann Foundation, 'Interim Report: Bolstering Global Trade Governance', 2017, available at <https://www.bertelsmann-stiftung.de/en/publications/publication/did/interim-report-bolstering-global-trade-governance/>
91. World Economic Forum, 'Brexit, the US, China and the future of global trade', 12 February 2018, <https://www.weforum.org/agenda/2018/02/brexit-china-global-trade/>
92. World Trade Organization, 'World Trade Statistical Review 2017', available at https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/wts2017_e/wts17_toc_e.htm
93. World Trade Organization, 'Strong Trade Growth in 2018 Rests on Policy Choices – Press Release', 12 April 2018, available at https://www.wto.org/english/news_e/pr2018_e/pr820_e.htm
94. ESPAS Ideas Paper, 'The Future of International Trade and Investment', 20 September 2018, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/future-international-trade-and-investment-espas-ideas-paper>
95. Orsetta Causa, Anna Vindics and Oguzhan Akgun, An empirical investigation on the drivers of income redistribution across OECD countries, OECD 2018 [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ECO/WKP\(2018\)36&docLanguage=En](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ECO/WKP(2018)36&docLanguage=En)
96. European Commission, 'Reflection paper on harnessing globalisation', 10 May 2017, available at https://ec.europa.eu/commission/publications/reflection-paper-harnessing-globalisation_en
97. European Commission, 'EU Science Hub: Water', available at <https://ec.europa.eu/jrc/en/research-topic/water>
98. World Economic Forum, 'Why we need to address global water security now', December 2015, available at <https://www.weforum.org/agenda/2015/12/why-we-need-to-address-global-water-security-now/>
99. Slate, 'The "Water Wars" Trap: Climate change may threaten security, but countries won't be going to war over water any time soon', 9 December 2015, available at <https://slate.com/technology/2015/12/water-wars-caused-by-climate-change-arent-something-we-need-to-worry-about.html>
100. International Panel on Climate Change, 'Working Group II Impacts, Adaptation and Vulnerability', <https://www.ipcc.ch/working-group2/?idp=180>
101. Lawrence Freedman, The Future of War: a history (Hurst: London, 2017)
102. Florence Gaub, 'The benefit of hindsight: What we got wrong – and why', Brief 1, 2019, European Union Institute for Security Studies, available at <https://www.iss.europa.eu/content/benefit-hindsight>
103. Thomas S. Szayna et al., 'What are the trends in armed conflicts, and what do they mean for US defence policy?', RAND Corporation, available at https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR1900/RR1904/RAND_RR1904.pdf; Human Security Report Project, Human Security Report 2009/2010: the causes for peace and the shrinking costs of war (New York: Oxford University Press, 2011)
104. European Defence Agency, 'Exploring Europe's capability requirements for 2035 and beyond', June 2018, available at www.eda.europa.eu%2Fdocs%2Fdefault-source%2Fbrochures%2Fcdp-brochure---exploring-europe-s-capability-requirements-for-2035-and-beyond.pdf&usq=AOVaw3Y8wHQpEnF2j5CZvpVD0; World Economic Forum, '10 trends for the future of warfare', November 2016, available at <https://www.weforum.org/agenda/2016/11/the-4th-industrial-revolution-and-international-security/>
105. Institute for Economics and Peace, 'Global Peace Index 2018', available at <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2018/06/Global-Peace-Index-2018-2.pdf>
106. World Bank, 'The Economic Cost of Conflict', April 2018, available at <https://www.worldbank.org/en/news/infographic/2018/03/01/the-economic-cost-of-conflict>
107. ESPAS Ideas Paper Series, 'The Future of Warfare', September 2018, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/ESPAS%20Ideas%20Paper%20The%20Future%20of%20Warfare%20FINAL.pdf>; Foreign Policy, 'The Future of War', Fall 2018
108. Antonio Missiroli (ed.), Enabling the future: European military capabilities 2013 – 2035: challenges and avenues, Report No.16 (European Union Institute for Security Studies: Paris, 2013), <https://www.iss.europa.eu/content/enabling-future-%E2%80%93-93-european-military-capabilities-2013-2025-challenges-and-avenues>
109. Chris Perry, 'Machine Learning and Conflict Prediction: A Use Case', International Journal of Security and Development, 2013, Vol.2 No.3; Havard Hegre et al., 'Predicting Armed Conflict, 2010 – 2050', International Studies Quarterly, June 2013, Volume 57, Issue 2; Lars-Erik Cederman & Nils B. Weidmann, 'Predicting armed conflict: Time to adjust our expectations?', Science, 03 Feb 2017, Vol. 355, Issue 6324, pp. 474-476; Thomas Chadeaux, 'Conflict forecasting and its limits', Data Science, No.,1, 2017
110. Gudrun Østby, 'Horizontal Inequalities and Political Violence', University of Oslo, 2010, available at <https://www.duo.uio.no/bitstream/handle/10852/13093/dravh-Ostby.pdf?sequence=3>
111. Marc Hecker, '137 nuances de terrorisme. Les djihadistes de France face à la justice', Focus stratégique, n°79, April 2018, p.52, available at https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/hecker_137_nuances_de_terrorisme_2018.pdf; Europol, 'European Union Terrorism Situation and Trend Report 2018', available at <https://www.europol.europa.eu/activities-services/main-reports/european-union-terrorism-situation-and-trend-report-2018-tesat-2018>
112. Europol, 'European Union Terrorism Situation and Trend Report 2018', available at <https://www.europol.europa.eu/activities-services/main-reports/european-union-terrorism-situation-and-trend-report-2018-tesat-2018>
113. European Parliament, 'The return of foreign fighters to EU soil: Ex-post evaluation', May 2018, available at [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/621811/EPRS_STU\(2018\)621811_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/621811/EPRS_STU(2018)621811_EN.pdf)
114. Peter Neumann, 'Defeating extremism in the Balkans', EURactiv, 3 May 2018, available at <https://www.euractiv.com/section/enlargement/opinion/defeating-extremism-in-the-balkans>
115. Eurasia Group, 'Eurasia Group White Paper: The Geopolitics of 5G', November 2018, available at <https://www.eurasiagroup.net/live-post/the-geopolitics-of-5g>
116. The Guardian, 'Digital economy to hit \$23 trillion by 2025', 25 April 2018, available at <https://guardian.ng/technology/digital-economy-to-hit-23-trillion-by-2025/>
117. ESPAS Ideas paper, 'The Future of Work and Workplaces', May 2018, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/global-trends-2030-future-work-and-workplaces/>; World Intellectual Property Organisation, 'WIPO Technology Trends 2019: Artificial Intelligence',
118. World Economic Forum, 'These are the jobs that are disappearing fastest in the US', 12 May 2017, available at <https://www.weforum.org/agenda/2017/05/these-are-the-jobs-that-are-disappearing-fastest-in-the-us/>; Max Tegmark, Life 3.0: Being Human in the Age of Artificial Intelligence (New York: Alfred A. Knopf, 2017) p.122

119. Huffington Post, '85% Of Jobs That Will Exist In 2030 Haven't Been Invented Yet: Dell', 14 July 2017, available at https://www.huffingtonpost.ca/2017/07/14/85-of-jobs-that-will-exist-in-2030-haven-t-been-invented-yet-d_a_23030098?guccounter=1&guce_referrer_us=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2x1LnNvbS58&guce_referrer_cs=W641Dlw1CwBKX9EmsjvAw
120. World Economic Forum, 'Deep Shift: Technology Tipping Points and Societal Impact', September 2015, available at http://www3.weforum.org/docs/WEF_GAC15_Technological_Tipping_Points_report_2015.pdf
121. Kristin Shi-Kupfer and Mareike Ohlberg, 'China's digital rise. Challenges for Europe', Mercator Institute for China Studies, April 2019
122. Lawrence Freedman, *The Future of War: a history* (Hurst: London, 2017); ESPAS Ideas Paper Series, 'The Future of Warfare', September 2018, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/ESPAS%20Ideas%20Paper%20The%20Future%20of%20Warfare%20FINAL.pdf>; Foreign Policy, 'The Future of War', Fall 2018
123. European Commission, 'The Age of Artificial Intelligence: Towards a European Strategy for Human-Centric Machine', 27 March 2018, available at https://ec.europa.eu/epsc/sites/epsc/files/epsc_strategicnote_ai.pdf
124. ESPAS Ideas paper, 'The Future of Work and Workplaces', May 2018, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/global-trends-2030-future-work-and-workplaces>
125. World Economic Forum, '5 key trends for the future of healthcare', 19 January 2018, available at <https://www.weforum.org/agenda/2018/01/this-is-what-the-future-of-healthcare-looks-like/>; The Telegraph, 'Seven visions of the future of healthcare', available at <https://www.telegraph.co.uk/wellbeing/future-health/healthcare-predictions/>; World Economic Forum, 'Technological Innovations for Health and Wealth for an Ageing Global Population', 2016, available at http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Population_Ageing_Technological_Innovations_Health_Wealth_070916.pdf
126. World Economic Forum, 'How technology is leading us to new climate change solutions', 29 August 2018, available at <https://www.weforum.org/agenda/2018/08/how-technology-is-driving-new-environmental-solutions/>
127. Carl Benedikt Frey and Michael A. Osborne, 'The Future of Employment: How Susceptible are Jobs to Computerisation?', (Oxford University, 2013), https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The_Future_of_Employment.pdf; OECD (2018), 'Automation, skills use and training', https://www.oecd-ilibrary.org/employment/automation-skills-use-and-training_2e2f4ee4-en; McKinsey Global Institute (2017), 'What the future of work will mean for jobs, skills, and wages', <https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-organizations-and-work/what-the-future-of-work-will-mean-for-jobs-skills-and-wages#part>; Daron Acemoglu and Pascual Restrepo, 'Robots and Jobs: Evidence from US Labour Markets', (NBER, 2017), <http://www.nber.org/papers/w23285>; Bruegel (2018), 'The impact of industrial robots on EU employment and wages: A local labour market approach', <http://bruegel.org/2018/04/the-impact-of-industrial-robots-on-eu-employment-and-wages-a-local-labour-market-approach/>
128. Roderick Parkes, 'People on the move – The new global (dis) order', European Union Institute for Security Studies, Chaillot Paper No.138, June 2016, available at <https://www.iss.europa.eu/content/people-move-%E2%80%93-new-global-disorder>; National Research Council, *Beyond Six Billion: Forecasting the World's Population* (Washington, DC: The National Academies Press, 2000), p.39
129. Roderick Parkes, 'Nobody move! Myths of the EU migration crisis', European Union Institute for Security Studies, Chaillot Paper No.143, December 2017, available at <https://www.iss.europa.eu/content/nobody-move-myths-eu-migration-crisis>
130. ESPAS Ideas Paper Series, 'Global Trends to 2030: The Future of Migration and Integration', October 2018, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/global-trends-2030-future-migration-and-integration>
131. German Development Institute, 'More Development – More Migration? The "Migration Hump" and Its Significance for Development Policy Co-operation with Sub-Saharan Africa', Briefing Paper 20/2017, available at https://www.die-gdi.de/uploads/media/BP_20.2017.pdf
132. François Héran, 'Europe and the spectre of sub-Saharan migration', *Population & Societies*, Number 558, September 2018, available at https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/28441/558_population_societies_migration_subsaharan_europe_en.pdf
133. Paul Collier, *Exodus. How Migration is Changing Our World*, (Oxford, Oxford University Press, 2013) p. 61, p. 123
134. Martin Eiermann et al., 'European Populism: Trends, Threats and Future Prospects', Tony Blair Institute for Global Change, December 2017, available at <https://institute.global/insight/renewing-centre/european-populism-trends-threats-and-future-prospects>
135. Barry Eichengreen, *The Populist Temptation: Economic Grievance and Political Reaction in the Modern Era* (Oxford: Oxford University Press, 2018), pp. 1-13
136. More in Common, 'Attitudes Towards Refugees, Immigrants, and Identity in France', July 2017, available at <https://moreincommon.squarespace.com/france-report>; More in Common, 'Attitudes Towards National Identity, Immigration, and Refugees in Germany', July 2017, available at <https://moreincommon.squarespace.com/germany-report>
137. European Parliament, 'Global Trends to 2035: Economy and Society', November 2018, p.87 available at [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/627126/EPRS_STU\(2018\)627126_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/627126/EPRS_STU(2018)627126_EN.pdf)
138. ESPAS Ideas Paper Series, 'Global Trends to 2030: New ways out of poverty and exclusion', January 2019, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/global-trends-2030-new-ways-out-poverty-and-exclusion>
139. ESPAS Foresight Reflection Paper Series, 'Is the Internet Eroding Europe's Middle Ground? Public Opinion, Polarisation and New Technologies', March 2018, available at https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/16_2018%20TrendsProjections%20TH-AL-18-10-EN-N.pdf
140. European Commission, 'A Clean Planet for all: A European long-term strategic vision for a prosperous, modern, competitive and climate neutral economy', 28 November 2018, available at https://ec.europa.eu/clima/sites/clima/files/docs/pages/com_2018_733_analysis_in_support_en_0.pdf; European Environment Agency, 'Trends and projections in Europe 2018: Tracking progress towards Europe's climate and energy targets', https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/16_2018%20TrendsProjections%20TH-AL-18-10-EN-N.pdf
141. European Commission, 'Reflection Paper: Towards a sustainable Europe by 2030', January 2019, available at https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/rp_sustainable_europe_30-01_en_web.pdf
142. European Commission, 'Global trends of methane emissions and their impacts on ozone concentrations', 2018, https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/KJNA29394ENN_en.pdf
143. Silvan Licher et al., 'Lifetime risk and multimorbidity of non-communicable diseases and disease-free life expectancy in the general population: A population-based cohort study', *PLOS Medicine*, February 2019, available at <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1002741>
144. World Health Organisation, 'Physical activity factsheets for the 28 European Union Member States of the WHO European Region', 2018, available at http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0005/382334/28fs-physical-activity-euro-rep-eng.pdf?ua=1
145. Eurostat, 'Tobacco consumption statistics', available at https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Tobacco_consumption_statistics
146. World Health Organisation, 'World report on Ageing and Health', Geneva 2015, p.70, available at http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/186463/9789240694811_eng.pdf;jsessionid=4D697B6C455F69CB1A17C03DD5E6357B?sequence=1
147. OECD, 'Policy insights: Obesity Update 2017', 2017, available at <https://www.oecd.org/els/health-systems/Obesity-Update-2017.pdf>; Laura Webber et al., 'The future burden of obesity-related diseases in the 53 WHO European-Region countries and the impact of effective interventions: a modelling study', *BMJ Open*, 2014, available at <https://bmjopen.bmj.com/content/4/7/e004787>; World Health Organisation, 'Progress report on implementation of the Physical Activity Strategy for the WHO European Region 2016–2025', 8 August 2018, available at http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0007/378394/68wd08e_B_PR_PhysicalActivity_180459.pdf?ua=1
148. RAND, 'Low fertility in Europe: Is there still reason to worry?', 2011, Santa Monica, California, available at <https://www.rand.org/pubs/monographs/MG1080.html>
149. Yuval Noah Hariri, *21 Lessons for the 21st Century* (Jonathan Cape: London, 2018)
150. Foreign Policy, 'Whoever Predicts the Future Will Win the AI Arms Race', March 2019, available at https://foreignpolicy.com/2019/03/05/whoever-predicts-the-future-correctly-will-win-the-ai-arms-race-russia-china-united-states-artificial-intelligence-defense/?utm_source=PostUp&utm_medium=email&utm_campaign=11682&utm_term=Flashpoints%20OC
151. European External Action Service, 'Shared Vision, Common Action: A Stronger Europe. A Global Strategy for the European Union's Foreign and Security Policy', June 2016, available at https://eeas.europa.eu/delegations/united-states-america/36116/shared-vision-common-action-stronger-europe_en
152. European Political Strategy Centre, '*Strong Europe, better world: Defending Global Cooperation, Multilateralism and Democracy in Turbulent Times*', January 2019

153. Kishore Mahbubani, *Has the West Lost It? A Provocation* (London: Penguin Books, 2018)
154. European Commission, 'Special Eurobarometer 461: Designing Europe's future: Security and Defence', April 2017, available at <https://ec.europa.eu/%2Fcommfrontoffice%2Fpublicopinion%2Findex.m%2FResultDoc%2Fdownload%2FDocumentKy%2F78778&usg=AOvVaw1lhKu4inLAK7xi7hTjpo8z>
155. Richard Gowan & Stephen John Stedman, 'The International Regime for Treating Civil War, 1988 – 2017', *Daedalus*, Volume 147, No. 3, Winter 2018. Sebastian von Einsiedel et al., 'Civil War Trends and the Changing Nature of Armed Conflict', United Nations University, Center for Policy Research, April 2017, available at <https://cpr.unu.edu/civil-war-trends-and-the-changing-nature-of-armed-conflict.html>
156. European External Action Service, 'Shared Vision, Common Action: A Stronger Europe. A Global Strategy for the European Union's Foreign and Security Policy', June 2016, available at https://eeas.europa.eu/delegations/united-states-america/36116/shared-vision-common-action-stronger-europe_en
157. United Nations Peacekeeping, 'Contributions by country', available at <https://peacekeeping.un.org/en/contributions-country-1>
158. The Economist Intelligence Unit, 'Democracy Index 2018: Me too? Political participation, protest and democracy', 2019. David van Reybrouck, *Contre les Elections* (Paris: Babel, 2016)
159. European Institute for Gender Equality, 'Gender equality boosts economic growth', March 2017, available at <https://eige.europa.eu/news-and-events/news/gender-equality-boosts-economic-growth>
160. OECD, 'In It Together: Why Less Inequality Benefits All', 2015, p.69, https://read.oecd-ilibrary.org/employment/in-it-together-why-less-inequality-benefits-all_9789264235120-en#page70
161. Han-Cheng et al, 'The impacts of U.S. withdrawal from the Paris Agreement on the carbon emission space and mitigation cost of China, EU, and Japan under the constraints of the global carbon emission space', *Advances in Climate Change Research*, Volume 8, Issue 4, December 2017, pp.226-234
162. ESPAS Ideas Paper Series, 'Global Trends to 2030: New ways out of poverty and exclusion', January 2019, available at <https://espas.secure.europarl.europa.eu/orbis/document/global-trends-2030-new-ways-out-poverty-and-exclusion>
163. World Health Organisation, 'World report on Ageing and Health', Geneva 2015, p.50 available at http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/186463/9789240694811_eng.pdf;jsessionid=4D697B6C455F69CB1A17C03DD5E6357B?sequence=1
164. United Nations, 'Securing our common future: an agenda for disarmament', New York, 2018, p.55, available at https://front.un-arm.org/documents/SG+disarmament+agenda_1.pdf
165. World Bank, 'Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty', Washington: 2016, available at <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/22787/9781464806735.pdf>
166. World Health Organisation, '10 key facts on physical activity in the WHO European Region', available at <http://www.euro.who.int/en/health-topics/disease-prevention/physical-activity/data-and-statistics/10-key-facts-on-physical-activity-in-the-who-european-region>

Remerciements

La préparation de ce rapport a été permise grâce à la contribution de nombreuses personnes. Cependant, c'est avant tout l'œuvre de son auteure principale: Florence Gaub, directrice adjointe de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE). Tout le mérite crédit de la prouesse accomplie en couchant sur le papier toutes ces connaissances et ces analyses prospectives, en condensant et en intégrant les commentaires et les suggestions non seulement de tous les partenaires et collègues au sein du système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS), mais aussi de tous ceux qui ont fourni des observations constructives tout au long du processus de rédaction. L'IESUE et son directeur, Gustav Lindstrom, doivent également être chaleureusement remerciés pour avoir permis à Florence d'accomplir cette tâche herculéenne au milieu des si nombreuses autres priorités de l'Institut.

Il serait impossible de remercier personnellement chacun de ceux qui ont apporté une contribution intellectuelle au rapport et qui méritent tous, sans exception, d'être crédités. Certaines personnes méritent cependant une mention spéciale: les membres de l'équipe de direction de l'ESPAS (Ricardo Borges de Castro, Pierluigi Brombo, Gianluca Brunetti, Jiří Buriánek, Jim Cloos, Julia De Clerck-Sachsse, Franck Debié, Hervé Delphin, Mikolaj Dowgielewicz, James Elles, Roubini Gropas, Christian Leffler, Ann Mettler, Danièle Réchard, Leo Schulte Nordholt, Andrej Stuchlik, Paweł Świeboda, Béatrice Taulègne, Anthony Teasdale et Klaus Welle) ont joué un rôle majeur.

Eamonn Noonan, du Service européen de recherche parlementaire (EPRS), a apporté un soutien et des pistes de réflexion supplémentaires. John-Joseph Wilkins et Christian Dietrich, de l'IESUE, ont lu et révisé le présent rapport. Annick Hilbert, graphiste du centre européen de stratégie politique (EPSC), a réalisé la mise en page de cette publication. Lewin Schmitt, avec l'aide précieuse d'Eline Wildöer et de Marc Nikolov, de l'EPSC, a réalisé la version interactive du rapport.

L'étroite collaboration étroite entre l'unité Global Trends du Service européen de recherche parlementaire (EPRS), et l'équipe de prospective de l'EPSC ainsi qu'entre tous les membres de l'équipe du projet ESPAS a été cruciale tout du long.

Enfin, le réseau Young Talent Network d'ESPAS a constamment apporté des idées novatrices qui ont donné un nouveau dynamisme au processus d'ESPAS.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent que les opinions de ses auteurs. La présente publication n'engage et ne peut être attribuée à aucune des institutions et agences de l'Union européenne participant à ESPAS, à savoir le Parlement européen, le secrétariat général du Conseil de l'Union, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, ainsi que le Comité économique et social européen, le Comité des régions européen, la Banque européenne d'investissement et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne.

© Crédits photo: NASA; Julie de Bellaing; Commission européenne; Daniel Ola, Doug Devine, Yousef Espanioly, Aaron Visuals, Mikael Kristenson @Unsplash.com

FR PDF: ES-03-19-383-FR-N • ISBN: 978-92-76-12587-7 •
doi :10.2872/618166

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



OBSERVATEURS





À propos de l'ESPAS

Le système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS) fournit un cadre de coopération et de consultation au niveau administratif, sur une base volontaire, entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, le Comité économique et social européen, le Comité des régions, la Banque européenne d'investissement et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne pour examiner ensemble les tendances à moyen et long termes qui concernent, de près ou de loin, l'Union européenne.



UN PROJET INTERINSTITUTIONNEL
DE L'UNION EUROPÉENNE